



Ressources humaines et
Développement social Canada

Human Resources and
Social Development Canada

Les gens • Les partenariats • Le savoir

Programme canadien de prêts aux étudiants



Rapport annuel 2005 - 2006

Vous pouvez obtenir des exemplaires imprimés supplémentaires de cette publication en indiquant le numéro de catalogue HS45-2006 au :

Services des publications

Ressources humaines de Développement social Canada
140, Promenade du Portage
Phase IV, niveau 0
Gatineau (Québec)
K1A 0J9

Télécopier : 819-953-7260

Courriel : publications@hrsdsc-rhdsc.gc.ca

Médias substitués disponibles sur demande.

Veuillez composer le 1 866 386-9624 (sans frais) sur un téléphone à clavier.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada 2007

N° de cat. : HS45-2006

ISBN : 978-0-662-05131-2

Imprimé au Canada

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU MINISTRE	iii
VISION, MISSION, MANDAT ET MANDAT STATUTAIRE	iv
RESUMÉ	v
INTRODUCTION	xiii

PARTIE I – CONTEXTE 1

1. LES ÉTUDES POSTSECONDAIRES AU CANADA	2
2. LE PROGRAMME CANADIEN DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS : UNE LONGUE TRADITION D'AIDE AUX ÉTUDIANTS	4
2.1 RÉGIMES DE PRÊTS D'ÉTUDES CANADIENS	4
2.2 ACTIVITÉS DU PROGRAMME ET MODÈLE LOGIQUE	5
2.3 RÔLES ET RESPONSABILITÉS	7
2.4 FACTEURS EXTERNES QUI TOUCHENT LE RENDEMENT	8
2.5 AUTRES MESURES GOUVERNEMENTALES D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS ...	9
Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire	9
3. AMÉLIORATIONS À L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE POUR L'ANNÉE DE PRÊT 2005-2006	11
3.1 CHANGEMENTS AU BUDGET	11
3.2 CHANGEMENTS AU PROGRAMME POUR L'ANNÉE DE PRÊT 2005-2006	13

PARTIE II – ACTIVITÉS DU PROGRAMME 15

4. AVANT LES ÉTUDES POSTSECONDAIRES	16
4.1 CONNAISSANCE DU PCPE ET DE CIBLÉTUDES	16
4.2 ACCÈS AUX ÉTUDES POSTSECONDAIRES	16
Diffusion du message	17
Processus d'évaluation des besoins	18
4.2.1 Simplification du processus de demande de prêts	
5. PENDANT LES ÉTUDES POSTSECONDAIRES	19
5.1 PRÊTS EN COURS D'ÉTUDES	19
5.2 PROFIL DÉMOGRAPHIQUE DES EMPRUNTEURS DE PRÊTS D'ÉTUDES CANADIENS ..	19
5.2.1 EMPRUNTEURS SELON L'ÉTAT CIVIL	19
5.2.2 EMPRUNTEURS SELON L'ÂGE	20
5.2.3 EMPRUNTEURS SELON LE SEXE	21
5.2.4 EMPRUNTEURS SELON LE NIVEAU D'ÉTUDES	21
5.2.5 MOBILITÉ : OÙ VONT LES EMPRUNTEURS POUR ÉTUDIER	22
5.3 VERSEMENT DES PRÊTS D'ÉTUDES CANADIENS	23
5.3.1 PRÊTS D'ÉTUDES À TEMPS PLEIN	23
Relation entre le nombre d'inscriptions dans les établissements d'enseignement postsecondaire et le nombre d'emprunteurs du Programme canadien de prêts aux étudiants	24
5.3.2 PRÊTS D'ÉTUDES À TEMPS PARTIEL	26

5.4	VERSEMENTS DE SUBVENTIONS DU PCPE	27
5.4.1	SUBVENTIONS CANADIENNES POUR ÉTUDES	27
5.4.2	SUBVENTIONS CANADIENNES D'ACCÈS	29
6.	APRÈS L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	31
6.1	PRÊTS EN REMBOURSEMENT	31
6.2	ENDETTEMENT DES ÉTUDIANTS DANS LE CADRE DU PROGRAMME	31
6.3	MESURES DE GESTION DE LA DETTE	34
6.3.1	RÉVISION DES MODALITÉS	35
6.3.2	EXEMPTION D'INTÉRÊTS	35
6.3.3	RÉDUCTION DE LA DETTE EN COURS DE REMBOURSEMENT	37
6.4	RADIATION DE LA DETTE	38
	Disposition applicable aux étudiants ayant une invalidité permanente	38
PARTIE III – RÉSULTATS DU PROGRAMME		39
7.	ÉVALUATION DES RÉSULTATS DU PROGRAMME	40
7.1	RAPPORT SUR LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PROGRAMME	40
	Objectif stratégique 1. ENGAGEMENT À L'ACCESSIBILITÉ	40
	Objectif stratégique 2. MIEUX FAIRE CONNAÎTRE LE PROGRAMME	41
	Objectif stratégique 3. UNE EXPÉRIENCE POSITIVE D'EMPRUNT	42
	Objectif stratégique 4. INTÉGRITÉ DU PROGRAMME CANADIEN DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS	43
	Réduction du nombre de défauts de remboursement : travailler avec une stratégie détaillée et holistique	45
PARTIE IV- DÉTAILS FINANCIERS		47
8.	DONNÉES FINANCIÈRES	49
8.1	RAPPORT CONSOLIDÉ SUR LE PROGRAMME CANADIEN DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS	49
9.	ANNEXES	54
	ANNEXE A : PORTEFEUILLE DU PRÊT D'ÉTUDES CANADIEN	54
	ANNEXE B : EMPRUNTEURS SELON L'ÉTAT CIVIL	55
	ANNEXE C : EMPRUNTEURS SELON L'ÂGE	56
	ANNEXE D : EMPRUNTEURS SELON LE SEXE	57
	ANNEXE E : EMPRUNTEURS SELON LE NIVEAU D'ÉTUDES	58
	ANNEXE F : MOBILITÉ DES EMPRUNTEURS D'UNE PROVINCE À L'AUTRE	59
	ANNEXE G : PRÊTS AUX ÉTUDIANTS À TEMPS PLEIN SELON LE TYPE D'ÉTABLISSEMENT	60
	ANNEXE H : PRÊTS AUX ÉTUDIANTS À TEMPS PARTIEL PAR PROVINCE/TERRITOIRE ET TYPE D'ÉTABLISSEMENT	60
	ANNEXE I : ENDETTEMENT RELATIF AU PRÊT D'ÉTUDES CANADIEN	61
	ANNEXE J : EXEMPTION D'INTÉRÊTS	63
10.	GLOSSAIRE	64

MESSAGE DU MINISTRE



En ma qualité de ministre des Ressources humaines et du Développement social, j'ai le plaisir de vous présenter le Rapport annuel du Programme canadien de prêts aux étudiants 2005-2006.

Un meilleur accès aux études postsecondaires vise à offrir de nouvelles possibilités et de nouveaux choix à la population canadienne. Notre objectif est de créer la main-d'œuvre la plus scolarisée, compétente, souple et inclusive du monde.

Le gouvernement du Canada reconnaît la valeur d'une main-d'œuvre scolarisée et hautement qualifiée afin de maintenir la compétitivité nationale dans un contexte économique fondé sur le savoir, et de permettre à la population de s'intégrer à la société à part entière. Le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) a pour but de surmonter les obstacles financiers aux études postsecondaires en offrant des prêts et des bourses d'études aux étudiants à temps plein et à temps partiel qui ont des besoins financiers reconnus.

Le PCPE investit dans la population depuis 1964. Depuis son lancement et jusqu'en juillet 2006, il a consenti des prêts d'études de quelque 28,1 milliards de dollars à plus de 3,95 millions d'étudiants. Durant l'année de prêt 2005-2006, il a consenti des prêts de 1,9 milliard de dollars, aidant ainsi plus de 40 p. 100 de tous les étudiants à temps plein au niveau postsecondaire dans les juridictions qui y participent. Le PCPE a également accordé 81 382 bourses d'études qui s'établissent à quelque 138,4 millions de dollars aux étudiants admissibles à temps partiel, aux étudiants qui ont des personnes à charge, aux étudiants qui sont issus de familles à faible revenu, aux femmes qui poursuivent des études doctorales et aux étudiants ayant une invalidité permanente.

Maintenant, nous nous devons de miser sur ce fondement et de l'améliorer afin de moderniser le régime canadien d'aide financière aux étudiants pour obtenir de meilleurs résultats dans le contexte économique mondial actuel qui est fondé de plus en plus sur le savoir.

Nous nous engageons à réaliser l'Avantage du savoir et à poser des gestes afin d'offrir et d'atteindre l'excellence en matière d'éducation postsecondaire.

L'honorable Monte Solberg, C.P., député
Ministre des Ressources humaines et du
Développement social

Vision

Le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) vise à offrir à tous les Canadiens la possibilité d'acquérir les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour jouer un rôle actif dans l'économie et la société.

Mission

Le PCPE cherche à favoriser l'accès aux études postsecondaires des étudiants qui ont des besoins financiers reconnus :

- *en accordant* des prêts et des bourses aux personnes admissibles;
- *en élaborant et en mettant en œuvre* des politiques qui assurent un juste équilibre entre les exigences en matière de reddition de comptes, d'intégrité et d'adaptation aux besoins changeants des étudiants et de la société;
- *en fournissant* aux étudiants et à leur famille l'information qui leur permettra de faire des choix éclairés;
- *en renforçant et en améliorant* la prestation des services, ce qui se traduirait par une plus grande satisfaction de la clientèle;
- *en assurant* le développement et le renouvellement d'une main-d'œuvre valorisée, qualifiée et motivée dans le cadre du PCPE;
- *en renforçant* les partenariats avec les partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux, les intervenants et les organisations étudiantes, et en les améliorant.

Mandat

Le mandat du PCPE consiste à promouvoir l'accès aux études postsecondaires en fournissant de l'aide financière sous forme de prêts ou de bourses aux étudiants admissibles, en fonction de leurs besoins financiers, et ce, sans égard à leur province ou territoire de résidence.

Mandat statutaire

Les prêts d'études canadiens consentis avant le 1^{er} août 1995 (prêts étudiants garantis)¹ sont régis conformément à la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* et aux règlements d'application. Les prêts d'études à risques partagés² (d'août 1995 à juillet 2000) et les prêts financés directement³ (d'août 2000 à aujourd'hui) sont régis par la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* et par son règlement d'application.

Bien que l'aide financière soit principalement accordée dans le cadre d'un programme de prêts, l'article 15 de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* autorise le PCPE à accorder des subventions non remboursables ciblées. Ces subventions non remboursables sont consenties aux étudiants ayant une incapacité chronique, aux étudiants issus de familles à faible revenu, aux femmes qui poursuivent des études au niveau du doctorat, aux étudiants ayant des personnes à charge et aux étudiants à temps partiel dans le besoin.

1. En vertu du régime de prêts garantis, le gouvernement fédéral garantit aux prêteurs le remboursement des prêts d'études canadiens.

2. Dans le cadre du régime à risque partagé, le gouvernement fédéral a versé à neuf prêteurs privés une prime de 5 % pour avoir accepté le risque de ne pas se faire rembourser.

3. Depuis août 2000, le gouvernement fédéral finance directement les prêts et a attribué des contrats à des tiers fournisseurs de services pour administrer le processus de prêt. La *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* et son règlement d'application ont été modifiés en 2000 pour permettre le financement direct des prêts.

RÉSUMÉ

Ce rapport annuel du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) a pour but d'informer le Parlement et la population canadienne des réalisations et du rendement du programme pour l'année de prêt 2005-2006 (du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006) et fournit des renseignements financiers détaillés pour l'exercice 2005-2006 (du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006).

Toutes les données contenues dans le présent rapport ne représentent que la part fédérale d'un prêt ou d'une bourse d'études. Il est possible que les étudiants aient aussi reçu des prêts provinciaux ou territoriaux, ainsi qu'un financement provenant d'autres sources.

CONTEXTE

Études postsecondaires au Canada

Des recherches indiquent que de plus en plus de Canadiens investissent dans leur avenir en poursuivant des études postsecondaires (université, collège communautaire, école de métiers, école privée de formation professionnelle ou collège carrière). Les études postsecondaires ouvrent des portes aux Canadiens en leur offrant de meilleures possibilités d'emploi, et elles profitent au Canada dans l'ensemble puisqu'elles favorisent la compétitivité, la productivité et la cohésion sociale. Le gouvernement du Canada joue un rôle prépondérant en veillant à ce que les Canadiens aient accès aux études postsecondaires en les aidant à financer leurs études au moyen de programmes tels que le PCPE.

Le PCPE réduit les obstacles financiers auxquels font face les étudiants de niveau postsecondaire qui ont des besoins financiers reconnus, en leur offrant des prêts et des subventions non remboursables. Depuis son entrée en vigueur en 1964 et jusqu'en juillet

2006, le PCPE a accordé près de 28,1 milliards de dollars en prêts à plus de 3,95 millions d'étudiants.

Partenaires provinciaux et territoriaux

Le gouvernement du Canada administre conjointement le PCPE et d'autres formes d'aide financière aux étudiants avec neuf provinces participantes et le Yukon. Le gouvernement du Canada offre des paiements compensatoires au Québec, aux Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut pour leurs propres programmes d'aide provinciale/territoriale aux étudiants, puisque ces juridictions ne participent pas directement au PCPE.

Régimes de prêts d'études canadiens

Depuis le 1^{er} août 2000, le gouvernement du Canada finance directement les prêts d'études fédéraux aux emprunteurs. Avant de consentir des prêts aux étudiants aux termes du régime de prêts directs, le PCPE accordait les prêts dans le cadre des régimes garantis et à risque partagé. C'est pourquoi le portefeuille total du PCPE inclut les trois méthodes de gestion des prêts aux étudiants : les régimes de prêts garantis, les régimes à risque partagé et le financement direct des prêts.

- La valeur totale du portefeuille du PCPE pour tous les prêts des trois régimes était de quelque 11 milliards de dollars au 31 mars 2006, soit une progression de 425 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.
- 0,2 milliard de dollars (2 p. 100) pour les prêts garantis;
- 3,4 milliards de dollars (31 p. 100) pour les prêts à risque partagé;
- 7,4 milliards de dollars (67 p. 100) pour les prêts directs.

Répercussions du budget fédéral de 2004

D'importantes améliorations au PCPE ont été annoncées dans le budget de 2004, et ces changements sont entrés en vigueur pour l'année de prêt 2005-2006.

- Le plafond de prêts fédéraux a été majoré, passant de 165 \$ à 210 \$ par semaine d'études.
- Le montant de la contribution parentale a été réduit afin d'aider les étudiants issus de familles à revenu moyen à avoir accès à une aide financière supplémentaire.
- Le coût des ordinateurs a été inclus dans les coûts admissibles pour les livres et fournitures.
- Une nouvelle subvention canadienne d'accès pour étudiants de famille à faible revenu a été créée pour venir en aide aux étudiants issus de familles à faible revenu qui entreprennent des études postsecondaires pour la première fois.
- Une nouvelle subvention canadienne d'accès pour étudiants ayant une invalidité permanente a été créée pour permettre aux étudiants admissibles d'obtenir une bourse d'un montant maximum de 2 000 \$ afin de réduire les obstacles liés aux invalidités. Depuis le 1^{er} août 2005, cette subvention remplace la subvention canadienne pour études à l'intention des étudiants dans le besoin ayant une invalidité permanente.
- Les mesures de gestion de la dette ont été améliorées : le revenu maximum accordé à un emprunteur afin qu'il soit admissible à l'exemption d'intérêts a été augmenté de 5 p. 100, et le montant maximum pouvant être réduit dans le cadre de la réduction de la dette en cours de remboursement (offert aux emprunteurs qui ont épuisé l'exemption d'intérêts) est passé de 20 000 \$ à 26 000 \$.
- Les frais administratifs accordés aux provinces et aux territoires participants, dans le but de les indemniser pour une partie des coûts liés à la réalisation de certains aspects du PCPE, tels que le processus d'évaluation des besoins, ont été augmentés.

Répercussions du budget fédéral de 2005

- L'admissibilité à l'exonération de remboursement des prêts canadiens aux étudiants a été étendue aux prêts directs. Dans le cas malheureux où un emprunteur qui a des prêts directs meurt ou devient invalide de façon permanente, l'exonération de remboursement du prêt est maintenant offerte quelle que soit la date à laquelle le décès ou l'invalidité survient.

Le budget fédéral de 2006

Une somme de 370 millions de dollars en nouveaux investissements a été engagée dans le budget de 2006 pour les deux prochaines années afin de favoriser l'excellence et l'admissibilité à l'enseignement postsecondaire. En vertu de l'engagement pris par le gouvernement du Canada, dans le budget de 2006, de travailler en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour rétablir l'équilibre fiscal, on a accordé des montants supplémentaires pouvant atteindre 1 milliard de dollars aux provinces et aux territoires pour soutenir les investissements destinés à promouvoir les innovations et l'accès à l'enseignement postsecondaire. On a aussi demandé au ministre des Ressources humaines et du Développement social de consulter les provinces et les territoires sur leurs objectifs, leurs rôles et leurs responsabilités à l'égard de l'enseignement et de la formation postsecondaires.

De plus, le gouvernement du Canada s'est engagé à aider les étudiants dans la poursuite de leurs études postsecondaires en diminuant les obstacles financiers par l'augmentation du soutien direct aux étudiants et à leur famille :

- Élargissement de l'admissibilité aux prêts d'études canadiens : le seuil du revenu minimal qui permettait de calculer la contribution parentale sera accru d'environ 17 p. 100. Cela permettra à un plus grand nombre d'étudiants issus de familles à revenu moyen ou élevé, c'est-à-dire ayant un revenu compris entre 65 000 \$ et 140 000 \$, d'être admissibles aux prêts d'études canadiens. Cette nouvelle mesure entrera en vigueur à compter d'août 2007; les effets relatifs

à cette mesure ne seront donc pas couverts dans ce rapport annuel.

- Création d'un nouveau crédit d'impôt pour les manuels, ce qui permettra d'offrir une déduction d'impôt équivalent à 65 \$ par mois pour les étudiants poursuivant des études postsecondaires à plein temps et à 20 \$ par mois pour les étudiants à temps partiel.
- Élimination de la limite actuelle de 3 000 \$ sur le revenu provenant d'une bourse, d'une bourse d'études ou d'une bourse de recherche qu'un étudiant peut recevoir sans avoir à payer d'impôt fédéral sur le revenu.

Améliorations au programme

Deux fournisseurs de services gèrent les comptes des emprunteurs qui ont contracté des prêts d'études canadiens au nom du PCPE. Le PCPE juge que le fait d'avoir recours à un seul fournisseur de services plutôt qu'à deux pour tous les emprunteurs améliorera l'efficacité de l'administration du programme. Le PCPE a donc mis sur pied un processus afin de négocier un contrat de prestation de services. Ce processus comprend la préparation d'une demande de proposition et la formation d'une équipe de transition pendant le processus de réapprovisionnement des fournisseurs de services, laquelle sera expérimentée dans ce domaine.

En août 2005, la responsabilité et la reddition de comptes en ce qui concerne le recouvrement des dettes contractées auprès de Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC), y compris des prêts étudiants en souffrance, ont été transférées à l'Agence du revenu du Canada. Cette initiative de recouvrement intégré contribue à une prestation de services plus efficace et plus rationalisée en enrayant la nécessité de reproduire l'investissement et les compétences spécialisées dans de nombreux ministères.

ACTIVITÉS DE PROGRAMME AVANT, PENDANT ET APRÈS LES ÉTUDES POSTSECONDAIRES

Connaissance du PCPE et du site Web Ciblétudes

Par le truchement de Ciblétudes (www.cibletudes.ca) et des sites Web des partenaires provinciaux, le PCPE aide à améliorer les connaissances des Canadiens en ce qui concerne les coûts et les avantages des études postsecondaires et les options de financement offertes aux étudiants.

- Le PCPE et les Centres Service Canada pour jeunes (CSCJ) qui sont situés en Nouvelle-Écosse se sont concertés pour offrir trois journées de formation sur le PCPE, ses politiques et ses processus à 100 employés régionaux de Service Canada. Cette formation sera aussi intégrée à un projet pilote qui s'intitule le « Programme des étudiants ambassadeurs », qui sera mis en œuvre en 2006-2007.
- Le PCPE a assisté à 14 salons professionnels et à des foires dans six provinces entre août 2005 et juillet 2006. Il a distribué différentes publications sur le PCPE, fait une présentation du site Web Ciblétudes et répondu aux questions portant sur les prêts aux étudiants.
- Une campagne pancanadienne de communications multimédias a été élaborée et lancée au cours de l'année de prêt 2005-2006 et coïncidait avec la restructuration du site Web Ciblétudes. Cette initiative quinquennale de marketing social assumée par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux participants cherche à encourager les parents de jeunes enfants à planifier et à économiser pour les études postsecondaires de leurs enfants et à leur faire mieux connaître la panoplie d'options pour financer les études.

Profil démographique des emprunteurs

Durant l'année de prêt 2005-2006 :

- La majorité des emprunteurs, soit 86 p. 100 de ceux qui étudiaient à temps plein et 70 p. 100 de ceux qui étudiaient à temps partiel, étaient célibataires.
- Près de la moitié (47,9 p. 100) des emprunteurs étudiant à temps plein étaient âgés de 21 ans ou moins, et 12,1 p. 100 étaient âgés de 30 ans et plus. En général, les emprunteurs qui étudiaient à temps partiel étaient plus âgés que les emprunteurs qui étudiaient à temps plein, 37,1 p. 100 d'entre eux étant âgés de 30 ans et plus.
- Le nombre de femmes qui recevait des prêts canadiens aux étudiants continuait d'être plus élevé que le nombre d'hommes correspondant. En effet, parmi les emprunteurs qui étudiaient à temps plein, six sur dix étaient des femmes; la proportion était de sept sur dix chez les étudiants à temps partiel.
- La plupart des emprunteurs (57,4 p. 100) qui étudiaient à temps plein étaient inscrits à des programmes de premier cycle et 38,3 p. 100 étaient inscrits à des programmes ne menant pas à un diplôme, comme ceux offerts par des collèges communautaires et des écoles de métiers. Les 4,3 p. 100 restants étudiaient au niveau de la maîtrise ou du doctorat. Les emprunteurs qui étudiaient à temps partiel étaient plus susceptibles de s'inscrire à des programmes ne menant pas à un diplôme que les emprunteurs qui étudiaient à temps plein.
- Parmi les emprunteurs qui étudiaient à temps plein, près de neuf sur dix n'ont pas quitté leur province ou territoire d'origine pour étudier, tandis que un sur dix a étudié à l'extérieur de sa province ou de son territoire d'origine. Les emprunteurs qui fréquentaient l'université étaient les plus mobiles.
- Le PCPE a accordé des prêts à 40,3 p. 100 de tous les étudiants à temps plein de niveau postsecondaire. Des quelque 853 000 étudiants de niveau postsecondaire provenant des juridictions qui participent aux prêts d'études canadiens, le PCPE a accordé des prêts à 343 638 étudiants à temps plein, pour un total de 1,9 milliard de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 6 382 emprunteurs, soit une hausse de 1,9 p. 100 du nombre total d'emprunteurs et une hausse de 306,2 millions de dollars en versements de prêts depuis l'année de prêt 2004-2005.
- Quelque 454 000 emprunteurs ont reçu des bonifications d'intérêts pendant leurs études; le gouvernement du Canada a donc accordé des bonifications d'intérêts totalisant 171 millions de dollars.
- Les emprunteurs à temps plein ont reçu un prêt de 5 631 \$ en moyenne, soit 802 \$ de plus par rapport à l'année de prêt précédente.
- Plus de la moitié de tous les emprunteurs (53 p. 100) provenaient de l'Ontario, et 16,4 p. 100 des emprunteurs provenaient de la Colombie-Britannique. Bien que le nombre d'emprunteurs de l'Ontario ait augmenté, le montant de leur prêt moyen a diminué.
- La proportion des emprunteurs qui fréquentaient l'université à temps plein a accusé une faible hausse de 1,2 point de pourcentage, pour atteindre 57,5 p. 100 du nombre total d'emprunteurs depuis 2004-2005. Pour ce qui est du pourcentage d'emprunteurs qui fréquentaient un collège ou un établissement privé, il s'établissait à 31,8 p. 100 et à 10,7 p. 100 du nombre total d'emprunteurs respectivement.

Prêts pour les études à temps partiel

Durant l'année de prêt 2005-2006 :

- Un total de 3,8 millions de dollars a été versé à 2 127 emprunteurs étudiant à temps partiel, qui représentaient moins de 1 p. 100 de la population totale d'emprunteurs. Le prêt moyen d'un étudiant à temps partiel était de

Versements des prêts d'études canadiens

Prêts pour les études à temps plein

Durant l'année de prêt 2005-2006 :

1 795 \$, soit à peu près l'équivalent de l'année précédente.

- L'Alberta a continué d'avoir le pourcentage le plus élevé de tous les emprunteurs étudiant à temps partiel, soit 30,6 p. 100, tandis que l'Ontario venait au deuxième rang à 29,5 p. 100.
- Près de la moitié (48,9 p. 100) de tous les emprunteurs étudiant à temps partiel fréquentaient l'université, 40,5 p. 100 fréquentaient le collège et 10,6 p. 100 fréquentaient un établissement privé.

Subventions canadiennes pour études

Les subventions canadiennes pour études (SCE) accordent une aide financière non remboursable aux étudiants admissibles qui ont des personnes à charge, aux étudiants ayant une invalidité permanente, aux étudiants dans le besoin ayant une invalidité permanente, aux étudiants à temps partiel qui sont dans le besoin et aux femmes qui poursuivent des études doctorales. Au cours de l'année de prêt 2005-2006 :

- Le PCPE a accordé 49 500 SCE, ce qui représente un coût total de 79,5 millions de dollars.
- La majeure partie du montant de la subvention (70,9 p. 100) a été versée aux étudiants qui ont des personnes à charge, soit un coût total de 56,3 millions de dollars.
- Le PCPE a accordé 8 488 SCE aux étudiants ayant une invalidité permanente, soit une somme totale de 19,4 millions de dollars, ce qui représente 24,4 p. 100 du montant total des SCE.
- Le PCPE a accordé 2 847 SCE aux étudiants à temps partiel qui sont dans le besoin, soit une somme totale de 3 millions de dollars, ce qui représente 3,7 p. 100 du montant total des SCE.
- Le PCPE a accordé 275 SCE aux femmes qui poursuivent des études doctorales, soit une somme totale de 0,8 million de dollars, ce qui représente 1 p. 100 du montant total des SCE.

Subventions canadiennes d'accès

En 2005-2006, le gouvernement du Canada a créé deux nouvelles subventions non remboursables : la subvention canadienne d'accès pour étudiants issus d'une famille à faible revenu et la subvention canadienne d'accès pour étudiants ayant une invalidité permanente. Cette dernière a remplacé la subvention canadienne pour études à l'intention des étudiants dans le besoin ayant une invalidité permanente. La nouvelle subvention a étendu l'avantage aux étudiants qui n'avaient pas atteint la limite de prêt. Au cours de l'année de prêt 2005-2006 :

- Le PCPE a accordé 9 794 subventions canadiennes d'accès pour étudiants ayant une invalidité permanente, soit une somme totale de 18,8 millions de dollars. Comparativement à 2004-2005, 6 880 étudiants de plus ayant une invalidité permanente ont reçu une subvention, principalement en raison de l'élargissement de l'application de cette subvention.
- Le PCPE a accordé 22 088 subventions canadiennes d'accès pour étudiants issus d'une famille à faible revenu, soit une somme totale de 40 millions de dollars.

Endettement moyen au titre des prêts d'études canadiens

L'endettement au titre des prêts d'études canadiens correspond au montant qu'un emprunteur doit au PCPE au début de la période de remboursement. Il convient de signaler que les étudiants peuvent également avoir reçu des prêts d'études provinciaux ou territoriaux. Au cours de l'année de prêt 2005-2006 :

- Les emprunteurs devaient au PCPE, en moyenne, 11 323 \$, soit 272 \$ ou 2,5 p. 100 de plus qu'au cours de l'année de prêt 2004-2005.
- Environ 43 p. 100 des emprunteurs devaient au PCPE plus de 10 000 \$, la même proportion que celle de l'année précédente.
- Le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique ont affiché les plus importantes augmentations du montant dû par rapport à

l'année de prêt précédente (740 \$ et 658 \$ respectivement). Le Yukon a affiché la plus petite augmentation, soit 86 \$, tandis que la dette moyenne au Manitoba a chuté de 176 \$.

- Les étudiants universitaires devaient en moyenne 14 708 \$ au début de leur période de remboursement, tandis que les étudiants du niveau collégial devaient en moyenne 9 020 \$ et les emprunteurs d'établissements privés devaient en moyenne 8 463 \$. Cela représente une augmentation de 2,6 p. 100, de 2 p. 100 et de 1,6 p. 100 respectivement par rapport à l'année de prêt 2004-2005.
- Les emprunteurs âgés de 26 à 29 ans avaient la dette moyenne la plus élevée, soit 14 217 \$.
- Les femmes devaient en moyenne 487 \$ de plus que les hommes.

Mesures de gestion de la dette

Le PCPE offre des programmes aux emprunteurs qui ont de la difficulté à rembourser leurs prêts. Les emprunteurs peuvent demander une révision des modalités de remboursement de leurs prêts pour diminuer (ou augmenter) leurs mensualités, une exemption d'intérêts s'ils ont temporairement des difficultés à rembourser leur prêt ou une réduction de la dette en cours de remboursement s'ils éprouvent des difficultés financières pour une période prolongée.

- Au total, 53 557 emprunteurs ont demandé une révision des modalités de leurs prêts, ce qui représente une hausse de 12,6 p. 100 par rapport à l'année de prêt 2004-2005.

Les emprunteurs qui bénéficient d'une exemption d'intérêts ne sont pas tenus de payer les intérêts ni le capital impayé de leur prêt d'études canadien, et ce, pour des périodes de six mois à la fois. Au cours de l'année de prêt 2005-2006 :

- Un total de 102 338 emprunteurs ont bénéficié d'une exemption d'intérêts, ce qui représente un coût total de 60,5 millions de dollars pour le gouvernement. Le nombre de personnes qui bénéficient d'une exemption d'intérêts a diminué de 5 850, et les coûts liés à

l'exemption d'intérêts ont diminué de 4,3 millions de dollars depuis l'année de prêt 2004-2005.

- La majorité des emprunteurs qui bénéficiaient d'une exemption d'intérêts étaient ceux dont le revenu familial mensuel était très faible : 35 p. 100 d'entre eux avaient un revenu familial mensuel de moins de 500 \$.
- Au total, 44,9 p. 100 de toutes les personnes qui bénéficiaient d'une exemption d'intérêts avaient fréquenté l'université, 37,6 p. 100 avaient fréquenté le collège et 17,4 p. 100 avaient fréquenté un établissement privé.
- Les emprunteurs plus âgés avaient tendance à se prévaloir davantage d'une exemption d'intérêts; 39,2 p. 100 des personnes qui bénéficiaient d'une exemption d'intérêts étaient âgés de 30 ans et plus.
- Les femmes représentaient 65 p. 100 des personnes qui bénéficiaient d'une exemption d'intérêts, tandis que les hommes représentaient 35 p. 100.

La réduction de la dette en cours de remboursement (RDR) est une autre mesure de gestion de la dette pour les emprunteurs qui ont de la difficulté à long terme à rembourser leurs prêts. Elle diminue le capital du prêt d'études canadien d'un emprunteur et réduit ses paiements mensuels à un niveau abordable selon son revenu. Au cours de l'année de prêt 2005-2006 :

- Un total de 4 311 emprunteurs de prêts d'études canadiens ont bénéficié de la RDR, ce qui représente un coût total de 26,7 millions de dollars pour le gouvernement. Le montant de la RDR varie considérablement d'une année à l'autre, selon le nombre d'emprunteurs qui y sont admissibles.

RÉSULTATS DU PROGRAMME

Les objectifs stratégiques du PCPE consistent à maintenir l'engagement du gouvernement en matière d'accessibilité, à mieux informer la population, à faire de l'expérience de prêt une expérience positive et à veiller au rendement, à l'intégrité et à la responsabilisation.

Engagement envers l'accessibilité

Le PCPE a mené une enquête de suivi auprès des jeunes âgés de 17 à 30 ans, inscrits ou non à des études postsecondaires⁴. L'enquête a révélé que 77 p. 100 de tous les titulaires de prêts d'études canadiens actuels⁵ qui ont été interrogés auraient vécu une expérience négative majeure s'ils n'avaient pas obtenu de prêts d'études du gouvernement pour leur année scolaire en cours. Ce pourcentage peut être réparti comme suit :

- Un total de 53 p. 100 des titulaires de prêts d'études canadiens ne se seraient pas inscrits pour l'année 2005-2006 s'ils n'avaient pas obtenu de prêts d'études. De ce pourcentage, 39 p. 100 auraient retardé leurs études et 14 p. 100 auraient abandonné leurs études complètement s'ils n'avaient pas reçu de prêt.
- Un total de 44 p. 100 ont indiqué qu'ils se seraient inscrits peu importe qu'ils aient reçu un prêt d'études ou non. Cependant, la moitié (48 p. 100) auraient changé leurs plans, c'est-à-dire qu'ils auraient diminué le nombre de cours auxquels ils étaient inscrits, auraient changé d'établissement d'enseignement ou auraient obtenu un emploi.

En outre, un total de 14 p. 100 des étudiants qui ont présenté une demande de prêt, mais qui n'y étaient pas admissibles, ont dû : (1) diminuer leur nombre de cours; (2) étudier à temps partiel plutôt qu'à temps plein; (3) changer d'établissement d'enseignement ou de programme d'études.

Connaissance du Programme canadien de prêts aux étudiants

Ce même sondage auprès des jeunes⁶ a également révélé les niveaux de connaissance du PCPE.

- Dans les provinces intégrées, 50 p. 100 connaissaient le PCPE, tandis que dans les provinces non intégrées, 48 p. 100 le connaissaient.

Le PCPE a effectué un autre sondage auprès de la population d'emprunteurs afin de déterminer le degré de sensibilisation et de satisfaction de la clientèle⁷.

- Les trois quarts (74 p. 100) des emprunteurs interrogés qui étaient en situation de remboursement ont trouvé que les options de remboursement étaient claires pour eux au moment où ils ont commencé à rembourser leurs prêts. Néanmoins, il y avait une différence importante en ce qui a trait à la compréhension de certains aspects concernant leurs prêts. Par exemple, la plupart des étudiants (86 p. 100) connaissaient clairement le montant total de leur prêt, mais seulement 66 p. 100 connaissaient clairement leur taux d'intérêt actuel.

Expérience de prêt positive

- Soixante-quinze pour cent (75 p. 100) des emprunteurs ont exprimé leur satisfaction en ce qui concerne le PCPE dans l'ensemble, soit une hausse de 6 p. 100 par rapport à l'année précédente. Seulement 4 p. 100 des emprunteurs ont exprimé leur mécontentement. En outre, plus d'emprunteurs croyaient que le service s'était amélioré (11 p. 100) plutôt que détérioré (6 p. 100) par rapport à l'année précédente.

4. Createc+ : *Special Investment Fund – 2006 SIF Omnibus Survey*, juillet 2006.

5. Les prêts étudiants gouvernementaux comprennent les prêts des provinces et des territoires participants et les prêts fédéraux.

6. Createc+ : *Special Investment Fund – 2006 SIF Omnibus Survey*, juillet 2006.

7. Createc+ : *2006 CSLP Client Satisfaction Survey*, août 2006.

Au chapitre de la satisfaction de la clientèle à l'égard du Centre de service national de prêts aux étudiants (CSNPE) :

- Quatre-vingt-quinze pour cent (95 p. 100) des emprunteurs ont été satisfaits du service qu'ils ont reçu dans la langue officielle de leur choix.
- Soixante-quatorze pour cent (74 p. 100) des emprunteurs ont été satisfaits de l'aide qu'ils ont reçue du CSNPE lorsqu'ils lui ont soumis leur première demande de renseignements.
- Soixante-treize pour cent (73 p. 100) des emprunteurs ont été satisfaits des réponses complètes données à leurs questions⁸.

Intégrité du Programme canadien de prêts aux étudiants

Les prêts d'études canadiens sont financés à même les deniers des contribuables canadiens, et le PCPE a pour but de sauvegarder effectivement l'intégrité du programme. Cela comprend les efforts pour réduire le taux de défaut de remboursement des prêts, la gestion du portefeuille de prêts et la réalisation de vérifications afin d'assurer la mise en œuvre appropriée du Programme et l'intégrité des états financiers. Comme réalisations et activités liées à l'intégrité pour l'année de prêt 2005-2006, mentionnons les suivantes :

- Le taux de défaut de remboursement des prêts d'études de trois ans a fléchi, passant de 28 p. 100 pour l'année 2003-2004 à 18 p. 100 pour 2004-2005. Une réduction supplémentaire de 3 p. 100 est prévue dans le cas des emprunteurs qui ont commencé à rembourser en 2005-2006.

- Afin de réduire la possibilité de demandes frauduleuses, le PCPE a établi un partenariat avec le registre d'assurance sociale pour valider les renseignements personnels qui sont associés à un numéro d'assurance sociale (NAS). Ce partenariat avait pour but de protéger les emprunteurs contre ceux qui essaieraient d'utiliser le NAS de quelqu'un d'autre ou qui l'utiliseraient effectivement pour obtenir du financement pour des études postsecondaires.
- Le PCPE, en collaboration avec les partenaires provinciaux, a réalisé de nombreuses vérifications financières, ainsi que des vérifications d'attestation annuelles qui déterminent l'exactitude des états financiers, du régime de prêts directs et des programmes de prêts intégrés aux étudiants. Le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux ont également entrepris conjointement trois examens de conformité portant sur des établissements d'enseignement désignés choisis au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick afin de vérifier si ces établissements se conformaient aux dispositions législatives et aux politiques établies pour les programmes d'aide financière aux étudiants.

8. Idem

INTRODUCTION

Le Rapport annuel du Programme canadien de prêts aux étudiants a pour but d'informer le Parlement et les Canadiens des réalisations et du rendement du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) pour l'année de prêt 2005-2006 (du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006) et de leur fournir des renseignements financiers détaillés pour l'exercice 2005-2006 (du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006).

Le présent rapport ne constitue pas un document stratégique ni un rapport de recherche, mais un résumé des activités importantes du programme, qui permet d'informer les lecteurs de la situation actuelle du PCPE. Il convient aussi de signaler que toutes les données contenues dans le présent rapport ne représentent que la part fédérale d'un prêt ou d'une bourse d'études. Il est possible que les emprunteurs aient également reçu des prêts provinciaux ou territoriaux et un financement provenant d'autres sources.

La **Partie I** du rapport décrit le **Contexte**, y compris le contexte et l'historique, ainsi que les rôles et les responsabilités du PCPE. Elle se penche également sur les facteurs externes qui influent sur les opérations du programme et les améliorations qui ont été apportées au PCPE au cours de l'année de prêt 2005-2006.

La **Partie II** du rapport examine les **Activités du programme**, plus précisément les activités du PCPE qui appuient les étudiants avant, pendant et après les études postsecondaires. Cela comprend les degrés de sensibilisation et d'accessibilité au PCPE, ainsi que les données démographiques sur les titulaires de prêts d'études canadiens une fois qu'ils ont reçu leurs prêts, et sur les étudiants une fois qu'ils ont reçu leurs bourses. Cette partie porte également sur le rendement global du portefeuille des prêts d'études canadiens pour l'année de prêt 2005-2006, et présente des renseignements sur le versement des prêts et des subventions, sur le remboursement des prêts et sur les mesures de gestion de la dette offertes aux emprunteurs lorsqu'ils ont terminé leurs études postsecondaires.

La **Partie III** présente les **Résultats du programme** de l'année de prêt 2005-2006 du PCPE.

La **Partie IV** présente les **Détails financiers**, tels que les données financières, les annexes et le glossaire.

PARTIE I

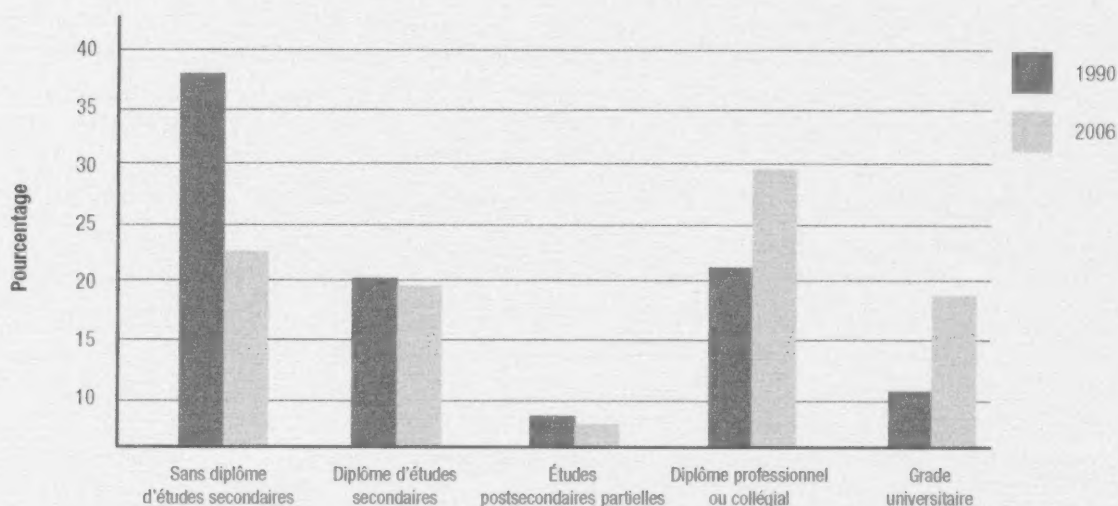
CONTEXTE

1. LES ÉTUDES POSTSECONDAIRES AU CANADA

Les recherches indiquent que le niveau de scolarisation des Canadiens augmente. En 2006, 49 p. 100 des Canadiens âgés de 15 ans et plus avaient achevé des études postsecondaires, c'est-à-dire qu'ils avaient des certificats d'une école de métier, des diplômes d'études collégiales ou des

diplômes universitaires, soit une augmentation de 16 points de pourcentage depuis 1990⁹. Les études postsecondaires ouvrent des portes aux Canadiens en leur offrant de meilleures possibilités d'emploi et en leur permettant de s'épanouir personnellement et de prendre part à la vie urbaine et communautaire.

Niveau d'études, Canada, 1990 et 2006



Compte tenu de l'évolution de la technologie et des exigences de plus en plus élevées en matière de compétences et de connaissances dans le contexte économique mondial, les études postsecondaires constituent un investissement dans l'avenir du Canada. Un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) révèle que le Canada avait le taux d'obtention de diplômes le plus élevé pour les études postsecondaires parmi les pays de l'OCDE et du Groupe des Sept en 2004¹⁰.

Des taux élevés d'achèvement des études postsecondaires, en plus de renforcer l'économie, améliorent la qualité de vie des citoyens. Une population dont le niveau de scolarisation est élevé est également importante pour la santé des collectivités. « Des recherches montrent qu'il existe un lien étroit entre des études postsecondaires et un niveau élevé d'engagement bénévole et de dons de bienfaisance, ainsi qu'un faible taux de criminalité et un recours moins fréquent aux services de santé¹¹ ».

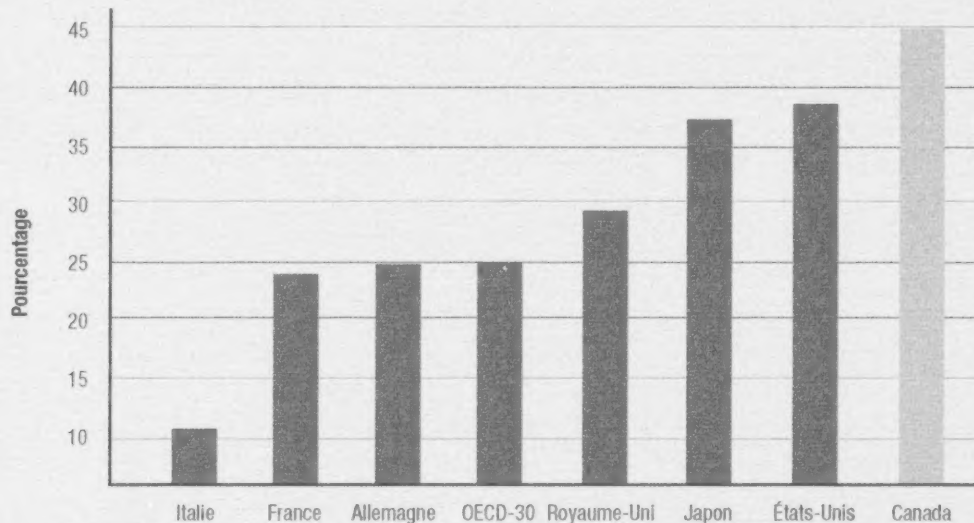
9. Ressources humaines et Développement social Canada, calculs effectués à partir de la *Revue chronologique de la population active*, 2006, n° 71F0004X au catalogue de Statistique Canada.

10. OCDE. « Tableau A1.3a. Population ayant atteint une formation tertiaire (2004) », dans *Regards sur l'éducation*, 2006.

11. Conseil canadien sur l'apprentissage. *L'enseignement postsecondaire au Canada – Un bilan positif – Un avenir incertain*, Ottawa, 2006.

Sur Internet : www.ccl-cca.ca/CCL/Reports/PostSecondaryEducation/Archives2006/index.htm?Language=FR

Diplôme d'études postsecondaires, personnes de 25 à 64 ans, Canada, pays du G-7 et moyenne des pays de l'OCDE-30, 2004



Bien que le taux de participation aux études postsecondaires soit à la hausse, les obstacles financiers empêchent encore certains Canadiens de fréquenter les établissements postsecondaires. Des études indiquent que l'accès des Canadiens aux possibilités d'apprentissage est inégal, et que la fréquentation des établissements est liée directement à la situation financière individuelle et à

l'emplacement géographique¹². En raison de la hausse des frais de scolarité et du coût de la vie, de nombreux étudiants comptent sur des sources de financement externes afin d'avoir accès aux études postsecondaires¹³.

12. Conseil canadien sur l'apprentissage. *L'enseignement postsecondaire au Canada – Un bilan positif – Un avenir incertain*, Ottawa, 2006. Sur Internet : www.ccl-cca.ca/CCL/Reports/PostSecondaryEducation/Archives2006/index.htm?Language=FR.

13. Usher, A. et Potter, A., *A State of the Field Review of Post-Secondary Education* préparé par le Educational Policy Institute, 2006. Sur Internet : www.ccl-cca.ca/NR/rdonlyres/3093CF3C-C93B-49CC-995D-A01A778E44D6/0/SoFreviewonPSE.pdf.

2. LE PROGRAMME CANADIEN DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS : UNE LONGUE TRADITION D'AIDE AUX ÉTUDIANTS

Le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) a pour but de réduire les obstacles financiers aux études postsecondaires¹⁴ en accordant des prêts et des bourses aux étudiants qui sont dans le besoin. Depuis sa mise sur pied en 1964 et jusqu'en juillet 2006, le PCPE a accordé près de 28,1 milliards de dollars en prêts d'études à plus de 3,95 millions d'étudiants.

2.1 RÉGIMES DE PRÊTS D'ÉTUDES CANADIENS

Le PCPE a été instauré en 1964 en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* afin de promouvoir l'accès aux études postsecondaires au Canada. Entre 1964 et 1995, les prêts aux étudiants ont été accordés dans le cadre du régime de prêts garantis, selon lequel les établissements financiers administraient les prêts et le processus de remboursement des prêts une fois que les étudiants étaient admis à recevoir de l'aide financière. En retour, le gouvernement du Canada garantissait chaque prêt d'études canadien en remboursant le plein montant des prêts qui étaient en défaut de paiement. En 1995, la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* a été adoptée pour administrer le régime de prêts à risque partagé, selon lequel les établissements financiers assumaient la responsabilité du risque possible de prêts en souffrance en contrepartie d'un paiement fixe du gouvernement.

Depuis le 1^{er} août 2000, la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* a été modifiée pour permettre au gouvernement de financer directement les prêts par le truchement du PCPE. Aux termes de la modification, le PCPE peut exercer un meilleur contrôle sur le processus de remboursement et offrir

des subventions non remboursables à des étudiants ciblés qui ont des besoins financiers reconnus.

Puisqu'il n'y a pas de nouveaux prêts en vertu des régimes de prêts garantis et à risque partagé, tous les prêts garantis devraient être remboursés d'ici 2018, tandis que les prêts à risque partagé devraient l'être d'ici 2023¹⁵. Jusqu'à ce que les emprunteurs aient remboursé les prêts de ces anciens régimes, un faible pourcentage d'emprunteurs pourraient avoir des prêts d'études canadiens dans le cadre de plus d'un régime, et effectuer des paiements distincts pour chacun.

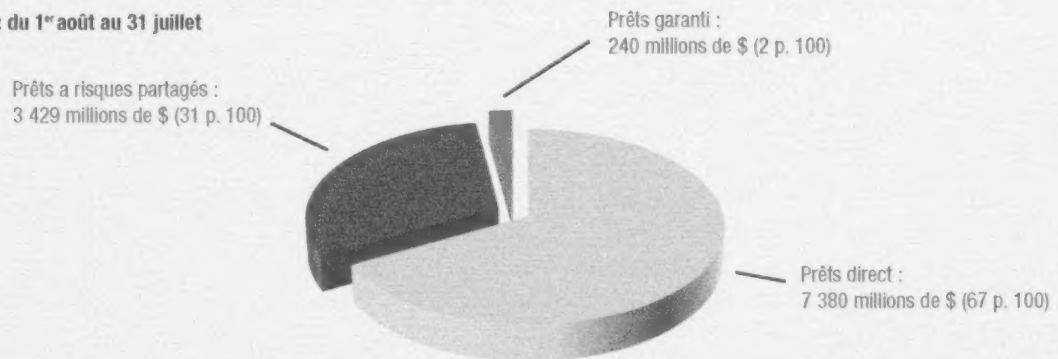
En outre, les emprunteurs qui ont un prêt d'études canadien dans une province ou un territoire non intégré doivent également effectuer des paiements distincts pour leur prêt provincial ou territorial et leur prêt d'études canadien. Le PCPE a actuellement des ententes d'intégration avec l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan; les étudiants de ces provinces peuvent gérer leurs prêts et effectuer des paiements pour leurs prêts directs provinciaux et fédéraux en même temps et au même endroit.

La valeur totale du portefeuille du PCPE, y compris les prêts garantis, les prêts à risque partagé et les prêts directs, était de 11 milliards de dollars au 31 mars 2006, ce qui représente une augmentation de 425 millions de dollars depuis le 31 mars 2005. Répartis selon les trois régimes de prêts, 2 p. 100 de ces prêts sont des prêts garantis, 31 p. 100 sont des prêts à risque partagé et 67 p. 100 sont des prêts directs (graphique 1).

14. Les études postsecondaires sont celles offertes dans des établissements d'enseignement publics (université ou collège communautaire) et des établissements d'enseignement privés (école de métiers, école privée de formation professionnelle ou collège carrière).

15. Bureau de l'actuaire en chef, *Rapport actuariel sur le Programme canadien de prêts aux étudiants au 31 juillet 2006*.

Sur Internet : www.osfi-bsif.gc.ca/app/DocRepository/1/fra/rapports/bac/cslp06_f.pdf.

Graphique 1 : Portefeuille de prêts du PCPE selon le régime de prêtsAnnée du prêt : du 1^{er} août au 31 juillet

2.2 ACTIVITÉS DU PROGRAMME ET MODÈLE LOGIQUE

La vision du PCPE consiste à donner aux Canadiens la possibilité d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour prendre part à l'économie et à la société. Le modèle logique indique la façon d'atteindre cette vision par une présentation schématique des activités, des extrants et des résultats directs et indirects du programme (Figure 1).

Les principales activités du programme comprennent :

- l'administration des prêts de façon à accorder du financement aux étudiants admissibles dans le besoin;
- l'octroi de subventions aux étudiants admissibles dans le besoin;
- l'établissement de relations avec les emprunteurs et les emprunteurs éventuels;
- la gestion du processus de remboursement des prêts;
- le maintien des relations avec les provinces, les territoires et les fournisseurs de services, ainsi qu'avec d'autres organismes gouvernementaux et intervenants;
- la collecte de renseignements sur le PCPE et l'aide financière aux étudiants.

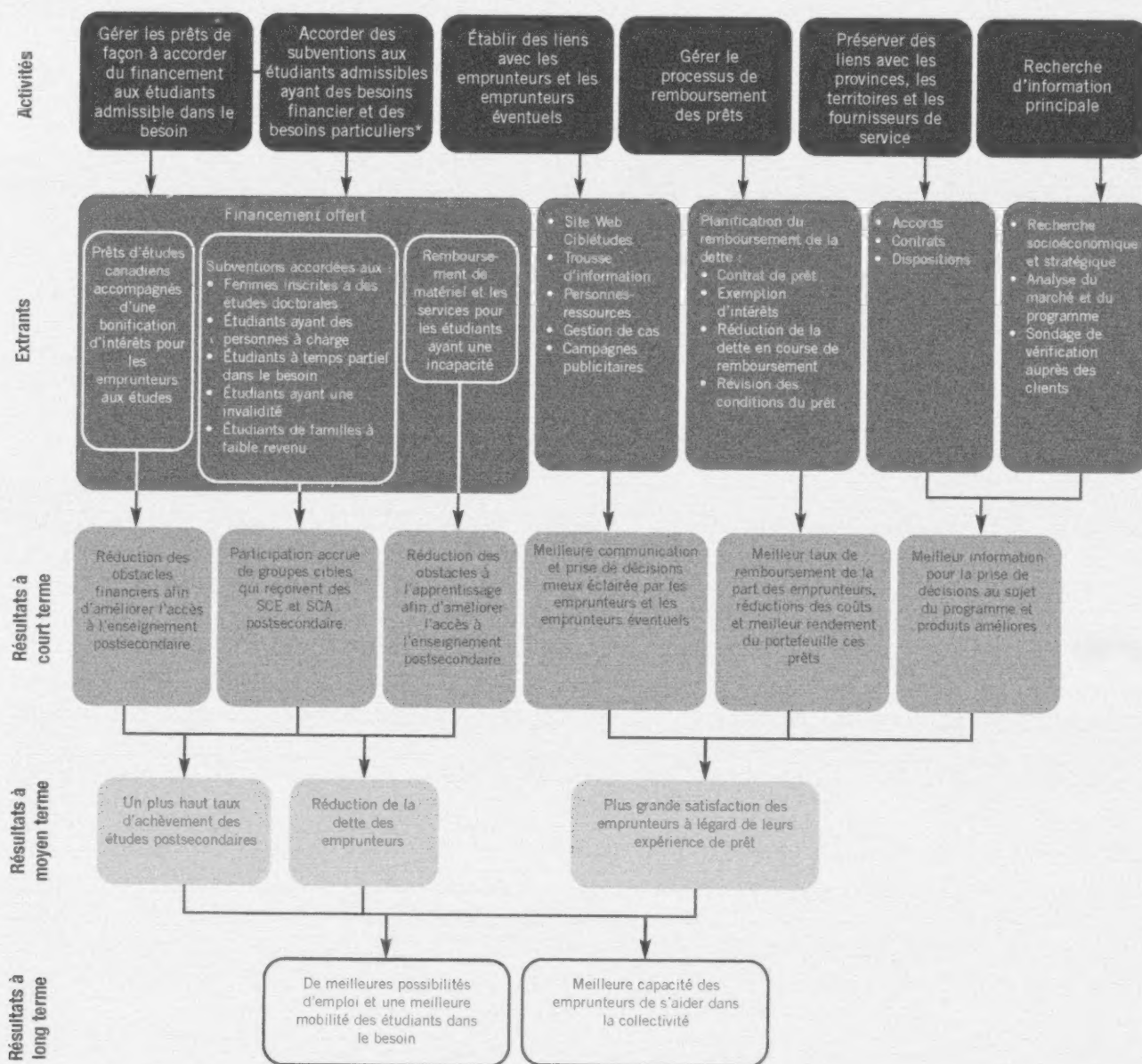
Ces activités ont pour but d'obtenir les résultats suivants pour l'emprunteur et le programme :

- améliorer l'accès aux études postsecondaires en réduisant les obstacles financiers;
- accroître la participation aux subventions canadiennes pour études (SCE) et aux subventions canadiennes pour l'accès aux études (SCAE) de groupes ciblés qui sont aux études postsecondaires;
- favoriser une prise de décisions mieux informée de la part des emprunteurs et des emprunteurs éventuels;
- améliorer la satisfaction de la clientèle en ce qui a trait à la prestation du Programme;
- améliorer le taux de remboursement, réduire le coût de l'administration des prêts et améliorer le rendement du portefeuille de prêts;
- améliorer la conception et la mise en œuvre du programme.

On prévoit que ces résultats augmenteront le taux de réussite aux études postsecondaires, diminueront le fardeau de la dette des emprunteurs, procureront aux emprunteurs une meilleure satisfaction quant au processus de prêt et offriront de meilleures possibilités d'emploi et une meilleure mobilité aux étudiants qui sont dans le besoin. Le but ultime est de donner la possibilité aux Canadiens d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour prendre part à la vie économique et à la société.

Tableau 1 : Modèle logique du Programme canadien de prêts aux étudiants
Modèle logique du Programme canadien de prêts aux étudiants

ÉNONCÉ DE VISION : Offrir aux Canadiens l'occasion d'acquérir le savoir et les compétences qui leur permettront de participer à l'économie et à la société.



* Les subventions canadienne pour études cibles les étudiants ayant des personnes à charge, une invalidité permanente, les étudiants à temps partiel dans le besoin et les femmes inscrites à des études doctorales.

* Les subventions canadienne d'accès ciblent les étudiants de familles à revenu et les étudiants ayant une invalidité permanente.

2.3 RÔLES ET RESPONSABILITÉS

Les responsables du PCPE travaillent en collaboration avec de nombreux autres partenaires afin d'assurer l'efficacité de l'offre de prêts et de subventions aux étudiants. Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC) est responsable de la gestion, de l'administration et de la prestation du PCPE au nom du gouvernement fédéral. Les partenaires de la prestation de services comprennent notamment les provinces, le Yukon, deux fournisseurs de services issus du secteur privé, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, d'autres divisions de RHDSC, Service Canada et l'Agence du revenu du Canada.

Partenaires provinciaux et territoriaux

Le financement du prêt étudiant d'un emprunteur provient à la fois du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et territoriaux. Le gouvernement du Canada finance 60 p. 100 du prêt d'un emprunteur jusqu'à concurrence de 210 \$¹⁶ par semaine d'étude. Le reste du financement est fourni par neuf provinces et le Yukon, lesquels contribuent au financement des prêts pour les étudiants qui y habitent. Les provinces et le Yukon procèdent à l'évaluation des demandes de prêts étudiants; ils déterminent si un étudiant est admissible au prêt d'études canadien, à la subvention canadienne pour études ou à la subvention canadienne pour l'accès aux études en examinant les besoins financiers et les critères d'admissibilité, et ils administrent leurs propres programmes d'aide financière. Le Québec, le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest ne participent pas au PCPE, mais ils reçoivent des montants compensatoires du gouvernement du Canada afin de gérer les programmes d'aide financière aux étudiants qu'ils offrent.

Le gouvernement du Canada travaille avec le territoire et les provinces participants afin

d'intégrer l'administration du programme et d'offrir à chaque étudiant une approche unifiée en matière d'emprunt. Le PCPE a signé des ententes d'intégration avec quatre des provinces canadiennes : l'Ontario et la Saskatchewan en 2001, Terre-Neuve-et-Labrador en 2004 et le Nouveau-Brunswick en 2005. Cela représente plus de 64 p. 100 des emprunteurs qui bénéficient du PCPE.

Les responsables du PCPE siègent à titre de coprésidents au Comité consultatif intergouvernemental sur l'aide financière aux étudiants (CCIAFE). Le CCIAFE est un comité consultatif fédéral-provincial-territorial qui tient des consultations permanentes sur l'élaboration des politiques et des programmes. Il est formé de représentants des ministères des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux qui sont responsables de l'aide financière aux étudiants. Ces derniers se rencontrent au moins deux fois par année afin de discuter des critères administratifs de base et de coordonner leurs politiques et leurs programmes respectifs. De plus, le CCIAFE forme des groupes de travail fédéraux, provinciaux et territoriaux en vue d'aborder certains enjeux particuliers relatifs à l'aide financière aux étudiants.

Fournisseurs de services

En plus de travailler en collaboration avec les provinces et les territoires, le PCPE travaille conjointement avec deux fournisseurs de services, l'un œuvrant auprès des établissements postsecondaires publics et l'autre auprès des établissements postsecondaires privés. Ces deux fournisseurs de services s'occupent de la gestion des comptes des emprunteurs au nom du PCPE et ils exercent leurs activités sous le nom de Centre de service national de prêts aux étudiants (CSNPE). Ce centre est le principal point de service aux étudiants; on y gère leurs prêts étudiants et on leur offre des services pendant les différentes phases de la vie d'un prêt étudiant,

16. À la suite des modifications annoncées dans le budget de 2004, la limite de prêt hebdomadaire est passée de 165 \$ à 210 \$ le 1^{er} août 2005.

qu'il s'agisse du versement du prêt, du remboursement ou de la gestion de la dette. Depuis 2005, le PCPE a mis sur pied un processus de réapprovisionnement des fournisseurs de services en vue de trouver un fournisseur de services national qui serait le seul à offrir des services à l'ensemble des étudiants.

Autres partenaires

Des groupes de travail ont été créés afin de continuellement améliorer les services offerts aux emprunteurs. Le Groupe consultatif national sur l'aide financière aux étudiants (GCNAFE) est l'un des principaux moyens utilisés par le PCPE pour tenir des consultations auprès des groupes partenaires. Cela permet ainsi aux associations étudiantes, aux établissements d'enseignement et aux gestionnaires des programmes d'aide financière aux étudiants d'exprimer leurs points de vue sur les politiques et les pratiques liées à l'aide financière aux étudiants accordée par le gouvernement fédéral. Les membres du GCNAFE se rencontrent deux fois par année afin de discuter de certains enjeux particuliers et d'exprimer leur avis sur l'élaboration des politiques et l'offre de programmes.

2.4 FACTEURS EXTERNES QUI TOUCHENT LE RENDEMENT

Le PCPE doit être administré en tenant compte du contexte de l'économie canadienne et de l'environnement sociopolitique. De nombreux facteurs peuvent affecter à la fois l'inscription à un programme d'études postsecondaire et la prestation du PCPE.

Facteurs démographiques et socioéconomiques

L'économie est l'un des facteurs qui influencent le besoin d'aide financière d'un étudiant et la décision de poursuivre des études dans un établissement

postsecondaire ou d'entrer sur le marché du travail. En période de ralentissement économique, les étudiants choisiront probablement de poursuivre leurs études à un niveau supérieur si les emplois sont rares. Toutefois, lorsque l'économie est prospère, les étudiants seront probablement plus enclins à entrer sur le marché du travail puisque de nombreux postes offrant des salaires avantageux sont disponibles.

Le lieu d'études, les coûts de formation et l'accessibilité aux programmes sont d'autres facteurs qui influencent l'accès à l'enseignement postsecondaire. À titre d'exemple, les étudiants qui vivent dans les régions rurales peuvent avoir à déménager pour s'inscrire dans un établissement d'enseignement postsecondaire en raison du manque de choix offerts dans leur région. Les frais de déménagement pour se rapprocher de l'établissement d'enseignement sont l'un des facteurs à considérer lorsqu'un étudiant décide de poursuivre ou non des études postsecondaires. Les autres facteurs externes comprennent notamment l'inflation, les frais de scolarité et les coûts d'emprunt à la fois pour l'étudiant et le gouvernement.

Selon le rapport actuariel de 2006, qui contient des prévisions démographiques pour le PCPE, lesquelles sont fondées sur les données dont il a été question précédemment, on estime qu'au cours des dix prochaines années, la population d'étudiants âgés de 18 à 34 ans qui poursuit des études postsecondaires à temps plein connaîtra une baisse alors que les taux d'utilisation des prêts seront à la hausse¹⁷.

De même, un ensemble de facteurs familiaux tels que le revenu familial, le niveau de scolarisation des parents et la structure familiale ont tous des répercussions sur la décision de poursuivre ou non des études postsecondaires¹⁸.

17. Bureau de l'actuaire en chef, *Rapport actuariel sur le Programme canadien de prêts aux étudiants au 31 juillet 2006*.

Sur Internet : www.osfi-bsif.gc.ca/app/DocRepository/1/fra/rapports/bac/cslp06_f.pdf.

18. Rahman, A.; Situ, J. et Jimmo, V., *Participation aux études postsecondaires : Résultats de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, octobre 2005, n° 81-595-MIF — N° 036 au catalogue de Statistique Canada.

2.5 AUTRES MESURES GOUVERNEMENTALES D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS

Offrir de l'aide financière à ceux qui désirent poursuivre leurs études postsecondaires est une responsabilité commune du gouvernement, des étudiants et de leur famille. Le PCPE est le plus

important programme offrant de l'aide financière aux étudiants canadiens. Toutefois il n'est pas le seul programme offert par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux pour appuyer et encourager les Canadiens à poursuivre des études postsecondaires.

Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire

La Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire a été créée le 18 juin 1998 comme organisme indépendant afin de gérer des fonds de 2,5 milliards de dollars provenant du gouvernement du Canada et d'offrir des bourses d'études du millénaire. L'accord de financement de la Fondation a été signé le 3 juillet 1998 par un représentant de la Fondation et par le ministre des Finances et celui du Développement des ressources humaines.

Elle vise à améliorer l'accès aux études postsecondaires de tous les Canadiens, et en particulier de ceux qui se heurtent à des obstacles économiques ou sociaux; à susciter chez les étudiants un degré élevé de réussite et d'engagement au sein de la société; et à former à l'échelle nationale une alliance d'organismes et de personnes fondée sur une action concertée dans le domaine de l'éducation postsecondaire. Ce souci d'offrir des bourses d'études aux étudiants qui visent l'excellence et de former une alliance nationale d'organismes et de personnes est ce qui distingue la Fondation du PCPE qui, de son côté, offre du financement seulement en fonction des besoins financiers des étudiants. Les responsables du PCPE et de la Fondation travaillent en collaboration afin d'effectuer des recherches dans les domaines visés par leurs mandats respectifs.

Les bourses du millénaire permettent soit de réduire la dette étudiante du bénéficiaire, soit de répondre aux besoins non satisfaits, en fonction de l'entente négociée avec chacun des gouvernements provinciaux et territoriaux qui s'occupent de remettre ces bourses. Les bourses d'accès du millénaire visent les étudiants qui proviennent de groupes qui sont traditionnellement sous-représentés dans les établissements d'enseignement postsecondaires, notamment les Premières nations, les Inuits et les Métis, les étudiants issus de familles à faible revenu et les autres étudiants dont les parents n'ont pas poursuivi des études postsecondaires.

La Fondation offre une variété de bourses et de prix. Depuis sa création, elle a remis aux étudiants du Canada plus de 800 000 bourses pour un montant total de plus de 2,4 milliards de dollars.

Autres programmes offerts par Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC)

- La subvention canadienne pour l'épargne-études (SCEE) permet aux Canadiens d'économiser pour les études postsecondaires de leurs enfants en attribuant des bourses

aux bénéficiaires des Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE). Les améliorations apportées cette année ont permis d'accroître les taux correspondants des bourses sur les investissements effectués dans les REEE pour les enfants issus de familles à moyen et à faible revenu. Au cours de l'année 2005-2006,

166 855 personnes ont retiré des fonds de leur REEE afin de s'inscrire dans un établissement postsecondaire au cours de la même année.

- Le Bon d'études canadien a été créé en 2005-2006 pour les familles à faible revenu. Il fournit à celles-ci une subvention pour les encourager à économiser pour les études postsecondaires de leurs enfants.
- Le programme de l'assurance-emploi incite certaines personnes qui reçoivent des prestations d'assurance-emploi à suivre des cours ou des programmes de formation ou à participer à d'autres types d'activités liées à l'emploi afin de faciliter leur retour sur le marché du travail et leur fournit un revenu de soutien pendant cette période. Ce service est soit géré conjointement avec les provinces et les territoires, soit offert par les provinces et les territoires par le truchement des paiements de transfert fédéraux.

Autres programmes offerts par le gouvernement fédéral

- Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) offre une aide financière aux étudiants autochtones et inuits afin de couvrir les frais de scolarité, les frais pour l'achat de livres et les frais de transport. Il offre aussi une allocation de subsistance par le truchement du Programme de soutien aux étudiants du niveau postsecondaire et du Programme préparatoire à l'entrée au collège et à l'université. Les établissements d'enseignement postsecondaire reçoivent aussi du soutien par le truchement du Programme d'aide aux étudiants indiens (PAEI) afin qu'ils puissent élaborer et offrir des programmes spéciaux conçus pour les Autochtones.
- Un allègement fiscal, sous la forme d'un crédit d'impôt fédéral sur les intérêts annuels des paiements de prêts étudiants, est offert à toutes les personnes ayant contracté des prêts étudiants offerts par les gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux.
- Le crédit d'impôt pour études, qui s'élève à 400 \$ par mois pour les étudiants à temps plein

et à 120 \$ par mois pour les étudiants à temps partiel, aide les étudiants à compenser les dépenses liées à leurs études. Ces changements permettent d'offrir un allègement fiscal à plus de 65 000 Canadiens qui perfectionnent leurs compétences et de leur donner accès aux mêmes avantages fiscaux que les autres étudiants du niveau postsecondaire.

- Le Programme des langues officielles dans l'enseignement accorde une aide financière aux provinces et aux territoires pour l'enseignement de la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde.
- Industrie Canada offre des bourses et des bourses de recherche par l'intermédiaire du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) et du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).
- Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un transfert fédéral de fonds en bloc aux provinces et aux territoires pour appuyer l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et les services sociaux.

Autres programmes provinciaux et territoriaux et autres sources de financement

Les gouvernements des provinces et des territoires offrent aussi des prêts, des bourses, des subventions et des programmes de gestion de la dette pour soutenir l'accès à l'enseignement postsecondaire en plus de gérer le Programme canadien de prêts aux étudiants pour les emprunteurs des neuf provinces et du territoire partenaires. Les étudiants peuvent aussi présenter des demandes de bourses et de subventions auprès d'institutions privées et des demandes de prêts auprès d'institutions financières.

3. AMÉLIORATIONS À L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE POUR L'ANNÉE DE PRÊT 2005-2006

3.1 CHANGEMENTS AU BUDGET

Effets du budget fédéral de 2004

Dans le budget fédéral de 2004, on a annoncé des changements au Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) afin de mieux refléter les coûts véritables des études postsecondaires au Canada. Ces changements sont entrés en vigueur le 1^{er} août 2005 et, par conséquent, ils ont eu des répercussions sur les étudiants pour l'année de prêt 2005-2006.

- Augmentation de la limite hebdomadaire de prêt : La limite fédérale de prêt est passée de 165 \$ à 210 \$ par semaine d'études pour fournir des fonds supplémentaires aux étudiants inscrits tant à plein temps qu'à temps partiel. Cette augmentation tient plus adéquatement compte de l'augmentation des coûts des études postsecondaires en diminuant les obstacles financiers et en aidant ainsi les étudiants à répondre à leurs besoins non financés et à réduire leur recours à des prêts privés. Cela a eu pour effet de diminuer le pourcentage d'étudiants atteignant la limite maximale permise, pourcentage qui est passé de 50 p. 100 en 2004-2005 à 34 p. 100 en 2005-2006¹⁹.
- Réduction de la contribution parentale : Plus d'étudiants issus de familles à revenu moyen sont maintenant admissibles aux prêts étudiants, puisque le montant de la contribution parentale prévue a été réduit.
- Coût d'achat de matériel informatique : Les dépenses pour le matériel informatique sont maintenant incluses dans la liste des coûts admissibles liés à l'achat de livres et de fournitures.
- Nouvelle subvention canadienne d'accès pour étudiants issus d'une famille à faible revenu : Cette nouvelle subvention permet d'accorder une aide financière aux étudiants de première année qui étudient au niveau postsecondaire pour la première fois et qui sont issus de familles à faible revenu. Cette subvention couvre la moitié des frais de scolarité de l'étudiant et peut atteindre 3 000 \$. Cette subvention est destinée aux étudiants dont la famille a un revenu familial donnant droit au Supplément de la prestation nationale pour enfants.
- Nouvelle subvention canadienne d'accès pour étudiants ayant une invalidité permanente : Cette subvention pouvant atteindre 2 000 \$ est offerte aux étudiants à temps plein ou à temps partiel admissibles afin de réduire les obstacles associés à l'invalidité. Cette subvention remplace l'actuelle subvention canadienne pour études à l'intention des étudiants dans le besoin ayant une invalidité permanente, qui n'était offerte qu'aux étudiants ayant une invalidité dont les besoins financiers dépassaient la limite hebdomadaire des prêts.
- Améliorations apportées aux mesures de gestion de la dette : Afin d'aider les emprunteurs à mieux gérer leur dette, les seuils de revenu permis donnant droit à une exemption d'intérêts ont été augmentés de 5 p. 100, et le montant maximal de réduction de la dette en cours de remboursement est passé de 20 000 \$ à 26 000 \$.

19. Bureau de l'actuaire en chef, *Rapport actuariel sur le Programme canadien de prêts aux étudiants au 31 juillet 2006*.
Sur Internet : www.osfi-bsif.gc.ca/app/DocRepository/1/fra/rapports/bac/cslp06_f.pdf

- Augmentation des frais administratifs payés aux administrations participantes : Cette augmentation vise à payer aux provinces et aux territoires une partie des coûts qu'ils engagent pour exécuter certains aspects du PCPE tels que le processus d'évaluation des besoins. Au cours de l'année de prêt 2005-2006, les frais administratifs ont atteint la somme de 13,9 millions de dollars, ce qui correspond à une augmentation de 4,5 millions de dollars par rapport à l'année précédente.

Effets du budget fédéral de 2005

- Élargissement de l'admissibilité à la radiation de dette en cas de décès ou d'invalidité permanente pendant la période de remboursement. À compter d'août 2005, la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* a été modifiée afin de permettre un traitement équitable et compatissant de tous les emprunteurs qui ont reçu un prêt d'études canadien dans le cadre du régime de financement direct des prêts, peu importe quand l'invalidité ou le décès a eu lieu. Antérieurement, les emprunteurs à qui on avait consenti directement des prêts pouvaient bénéficier d'une radiation de dette en raison d'une invalidité permanente ou en cas de décès, et ce, seulement si l'invalidité s'était déclarée avant le début du septième mois suivant la fin des études.
- La loi qui a créé la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire a été modifiée afin de permettre aux personnes protégées, y compris aux réfugiés au sens de la convention, de recevoir des bourses d'études et des bourses de la Fondation. Cette modification a permis de rendre les critères d'admissibilité aux bourses d'études du millénaire conformes à ceux du PCPE.

Le Budget fédéral de 2006

- Une somme de 370 millions de dollars en nouveaux investissements a été engagée dans le budget de 2006 pour les deux prochaines

années afin de favoriser l'excellence et l'admissibilité à l'enseignement postsecondaire. En vertu de l'engagement pris par le gouvernement du Canada, dans le budget de 2006, de travailler en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour rétablir l'équilibre fiscal, on a accordé des montants supplémentaires pouvant atteindre 1 milliard de dollars aux provinces et aux territoires pour soutenir les investissements destinés à promouvoir les innovations et l'accès à l'enseignement postsecondaire. On a aussi demandé au ministre des Ressources humaines et du Développement social de consulter les provinces et les territoires sur leurs objectifs, leurs rôles et leurs responsabilités à l'égard de l'enseignement et de la formation postsecondaires.

De plus, le gouvernement du Canada s'est engagé à aider les étudiants dans la poursuite de leurs études postsecondaires en diminuant les obstacles financiers par l'augmentation du soutien direct aux étudiants et à leur famille :

- Élargissement de l'admissibilité aux prêts d'études canadiens : Le seuil du revenu minimal qui permettait de calculer la contribution parentale sera accru d'environ 17 p. 100. Cela permettra à un plus grand nombre d'étudiants issus de familles à revenu moyen ou élevé, c'est-à-dire ayant un revenu compris entre 65 000 \$ et 140 000 \$, d'être admissibles aux prêts d'études canadiens. Cette nouvelle mesure entrera en vigueur à compter d'août 2007; les effets relatifs à cette mesure ne seront donc pas couverts dans ce rapport annuel.
- Création d'un nouveau crédit d'impôt pour les manuels, ce qui permettra d'offrir une déduction d'impôt équivalent à 65 \$ par mois pour les étudiants poursuivant des études postsecondaires à plein temps et à 20 \$ par mois pour les étudiants à temps partiel.

- Élimination de la limite actuelle de 3 000 \$ sur le revenu provenant d'une bourse, d'une bourse d'études ou d'une bourse de recherche qu'un étudiant peut recevoir sans avoir à payer d'impôt fédéral sur le revenu.

3.2 CHANGEMENTS AU PROGRAMME POUR L'ANNÉE DE PRÊT 2005-2006

Processus de réapprovisionnement des fournisseurs de services

Deux fournisseurs de services offrent actuellement des services quotidiens aux emprunteurs du PCPE. Ce dernier juge que le fait d'avoir recours à un seul fournisseur de services simplifiera le processus pour les étudiants et aura pour effet d'améliorer l'efficacité de l'administration du programme. En 2005-2006, le PCPE a donc mis sur pied un processus afin de négocier un contrat de prestation de services. Ce processus comprend la préparation d'une demande de proposition et la formation d'une équipe de transition pendant le processus de réapprovisionnement des fournisseurs de services, laquelle sera expérimentée dans ce domaine.

Agence du revenu du Canada

Depuis le 1^{er} août 2005, la responsabilité et l'obligation de rendre compte du recouvrement des dettes de Ressources humaines et Développement des compétences, y compris les prêts étudiants en défaut de paiement, ont été transférées à l'Agence du revenu du Canada (ARC). Les motifs justifiant cette initiative de recouvrement intégré est d'assurer l'efficacité et la simplification de la prestation de services en éliminant le besoin de répéter les investissements et l'expertise au sein de divers ministères.

Au cours de l'année de prêt 2005-2006, le PCPE a aussi lancé le Projet de validation du revenu de l'ARC afin que des ententes soient élaborées et négociées entre l'ARC et les juridictions participantes et afin de les mettre en œuvre. Ces ententes permettront de recueillir des données qui pourront être échangées et transmises électroniquement afin de valider les renseignements sur le revenu fournis par l'étudiant qui présente une demande de prêt.

PARTIE II

ACTIVITÉS DU PROGRAMME

4. AVANT LES ÉTUDES POSTSECONDAIRES

4.1 CONNAISSANCE DU PCPE ET DE CIBLÉTUDES

Afin que les étudiants canadiens puissent accéder complètement à l'enseignement postsecondaire, ils doivent être en mesure de connaître les programmes et les services offerts pour les aider à payer leurs frais de scolarité. Le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) permet aux Canadiens de mieux connaître les coûts et les avantages de l'enseignement postsecondaire, ainsi que les options de financement offertes aux étudiants, par le truchement du site Ciblétudes et des sites des autres partenaires provinciaux. Cela permet aussi de mieux connaître les subventions ciblées offertes par le PCPE aux étudiants qui font traditionnellement face à des obstacles liés à l'accès aux études postsecondaires. Veuillez consulter le chapitre 7 pour connaître les détails sur les résultats du programme liés à la sensibilisation.

Ciblétudes

Afin de sensibiliser les étudiants au PCPE et de respecter un engagement envers l'excellence du service à la clientèle, le PCPE vise à utiliser à leur plein potentiel les technologies de l'information et les services en ligne. Un élément central de cet engagement est le site Ciblétudes (www.cibletudes.ca), un guichet unique en ligne regroupant les renseignements et les outils qui touchent à l'enseignement postsecondaire. Ce site fournit aux Canadiens qui en sont à une étape importante de leur cheminement, des services de renseignements et de planification interactifs qui leur permettent d'élaborer des plans financiers en vue d'économiser, de planifier et de payer leurs études postsecondaires. Par le truchement du site Ciblétudes, il est possible :

- d'offrir aux Canadiens les ressources nécessaires (qu'il s'agisse d'outils de

planification interactifs ou de renseignements sur les programmes d'épargne, les prêts étudiants et les bourses d'études) dans le cas où ils doivent prendre des décisions importantes concernant les moyens d'économiser, de choisir et de financer leurs études postsecondaires.

- d'offrir aux gouvernements provinciaux et territoriaux, aux établissements d'enseignement et à d'autres organismes, des occasions de collaborer à l'offre de renseignements et d'outils de planification destinés aux Canadiens.

Le site Ciblétudes comprend aussi des liens vers le site du Centre de service national de prêts aux étudiants (CSNPE), ce qui permet aux étudiants de vérifier l'état de leurs prêts et de connaître les moyens pour rencontrer en personne l'un des responsables du CSNPE.

4.2 ACCÈS AUX ÉTUDES POSTSECONDAIRES

Le PCPE permet aux étudiants ayant des besoins financiers d'accéder aux études postsecondaires. Pour ce faire, on a recours à deux méthodes, c'est-à-dire au processus d'évaluation des besoins, qui détermine l'admissibilité aux prêts d'études canadiens et aux bourses²⁰ et à l'élaboration de politiques et de programmes qui ciblent des groupes précis de la population traditionnellement confrontés à des obstacles pour accéder aux études postsecondaires. La section sur les améliorations apportées au PCPE présentée au chapitre 3 fournit les détails sur les effets, pour les étudiants, des récentes annonces du budget et des changements apportés au programme.

20. Voir le *Rapport actuariel sur le Programme canadien de prêts aux étudiants au 31 juillet 2006*, pour une description de l'analyse financière qui détermine le processus d'évaluation des besoins.

Diffusion du message

Le Projet pilote de sensibilisation des étudiants ambassadeurs a été lancé en mai 2006 en partenariat avec le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) et les Centres de Service Canada pour la jeunesse situés en Nouvelle-Écosse. Grâce aux connaissances des étudiants embauchés par l'entremise des projets d'emplois d'été pour étudiants de la Nouvelle-Écosse, les responsables du projet ont été en mesure d'élaborer une nouvelle manière dynamique d'entrer en relation avec les étudiants de niveau secondaire pendant les périodes où ceux-ci doivent prendre des décisions importantes relatives à leurs études postsecondaires.

En février 2005, 90 employés de la région de la Nouvelle-Écosse ont reçu une formation de trois jours sur le programme, ses politiques et ses processus. À la suite de cette formation, les employés de première ligne étaient en mesure de fournir de l'information sur le PCPE lorsque les Centres de ressources humaines Canada (maintenant appelés Centres Service Canada) recevaient des demandes de renseignements. En 2006, la formation a été étendue afin que les employés puissent présenter de l'information sur le Programme aux emprunteurs étudiants potentiels, dont les avantages à long terme d'investir et de planifier en vue des études postsecondaires, le site Web Ciblétudes et les options de remboursement de la dette des études postsecondaires. À la fin du projet pilote en juillet 2006, on estime qu'environ 4 315 étudiants de la Nouvelle-Écosse avaient été joints.

Les responsables du programme de diffusion du PCPE participent à de nombreux événements partout au pays afin de distribuer les publications du PCPE, d'aider les participants des foires à naviguer sur le site Ciblétudes et de répondre aux questions sur l'aide financière aux étudiants. Entre août 2005 et juillet 2006, les représentants du PCPE ont assisté à 14 événements dans six provinces, notamment à des salons d'éducation, à des foires de l'emploi, à des conférences de partenaires et à des foires d'information dans les écoles secondaires.

La campagne de communication pancanadienne est une initiative de marketing social établie pour une période de cinq ans qui a été élaborée par le gouvernement fédéral en partenariat avec les gouvernements provinciaux et territoriaux. Les principaux objectifs de cette campagne de communication consistent à améliorer la planification et les économies des familles pour la formation postsecondaire de leurs enfants et à faire mieux connaître à ces dernières les options de financement des études postsecondaires.

La campagne multimédia a été élaborée à la fin de 2005, et le concept de publicité radio a reçu de bonnes critiques de la part de groupes de consultation. Toutefois, puisque aucune nouvelle publicité gouvernementale ne pouvait être diffusée avant les élections fédérales, la première année de la campagne de communication pancanadienne a été écourtée, se tenant du 3 au 31 mars 2006. La combinaison des médias comprenait notamment les revues spécialisées, les journaux, la radio, les annonces diffusées sur le câble, les bannières Web et les affiches. Cela a permis de diriger l'auditoire vers le site Ciblétudes et de présenter le numéro de téléphone 1 800 O-Canada pour obtenir plus de renseignements.

Processus d'évaluation des besoins

Le PCPE est fondé sur la prémisse que la responsabilité des études postsecondaires doit être partagée entre les étudiants, leur famille et le gouvernement. À cet effet, le financement offert par le PCPE a pour objectif de compléter les autres ressources financières accessibles à l'étudiant.

Le PCPE est offert en partenariat avec les provinces et les territoires participants, lesquels sont responsables de l'évaluation des besoins financiers des étudiants et de l'admissibilité aux programmes d'aide financière fédéraux en fonction des lignes directrices émises par le PCPE, tout en évaluant par la même occasion leur admissibilité aux programmes d'aide financière provinciaux. Le bureau d'aide financière aux étudiants des provinces et des territoires révisé les demandes de prêts déposées par les étudiants et évalue les ressources financières et les besoins en fonction des critères d'admissibilité du programme.

Le processus d'évaluation des besoins est basé sur les besoins financiers au lieu d'être fondé sur les revenus. Afin de déterminer le montant du prêt qui sera accordé à un étudiant, on doit évaluer les ressources de celui-ci telles que les avoirs, la contribution du conjoint et la contribution parentale, et ce, en les comparant aux dépenses de l'étudiant, lesquelles comprennent les frais de scolarité, les manuels, les fournitures, les allocations de subsistance, les frais de transport et les dépenses de garderie pour les enfants. Le coût de l'enseignement postsecondaire est aussi directement lié au choix de l'établissement d'enseignement postsecondaire, au programme de formation et aux frais associés à ce programme ainsi qu'aux frais devant être assumés si l'étudiant doit vivre à l'extérieur de la résidence familiale. Veuillez consulter le chapitre 5 pour connaître le profil démographique des emprunteurs et des bénéficiaires de bourses ainsi que la répartition des mesures d'aide financière.

4.2.1 Simplification du processus de demande de prêts

Puisque les emprunteurs de prêts d'études canadiens font souvent partie du groupe d'âge des 18 à 25 ans et que pour la plupart, il s'agit de leur premier emprunt, les responsables du PCPE ont comme objectif de simplifier le processus de demande de prêts afin qu'il soit plus facile à comprendre pour les étudiants.

Entente d'intégration

L'une des méthodes simplifiant ce processus de gestion est l'intégration de l'administration des prêts fédéraux et provinciaux. L'intégration de prêts permet aux emprunteurs qui déposent une première demande de prêt de n'avoir qu'à fournir une seule demande de prêt, une seule évaluation des besoins, un seul certificat de prêt et un seul formulaire de convention de prêt. Cela leur permet aussi d'avoir accès à des mesures communes d'aide au

remboursement. Ainsi, la dette de ces emprunteurs est administrée par un seul organisme et l'étudiant n'effectue qu'un seul paiement pour rembourser le prêt intégré, ce qui simplifie le processus de prêt pour les emprunteurs.

Réalizations de l'année 2005-2006

En vue de simplifier les exigences relatives aux documents que l'emprunteur doit fournir, un nouveau formulaire combiné comprenant à la fois le *Certificat d'admissibilité* et l'*Entente de prêt étudiant* a été créé pour les prêts étudiants canadiens et pour les prêts étudiants intégrés. Par ailleurs, l'Alberta, en collaboration avec le PCPE, a implanté un nouveau système de confirmation électronique d'inscription pour les documents de prêts, en août 2005, afin de simplifier le processus de confirmation de l'inscription des étudiants à temps plein. Ce processus électronique est similaire à celui qui est utilisé, en tout ou en partie, dans les autres régions participantes.

5. PENDANT LES ÉTUDES POSTSECONDAIRES

5.1 PRÊTS EN COURS D'ÉTUDES

Quarante pour cent (40 p. 100) du portefeuille du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) est détenu par des emprunteurs dont les études sont en cours de réalisation²¹, ce qui représente un montant total estimé à 4,4 milliards de dollars. Quant au 60 p. 100 restant, il est détenu par des emprunteurs qui effectuent le remboursement de leurs prêts. Parmi les prêts détenus par des étudiants qui sont encore aux études, on estime à 0,6 p. 100 le nombre de prêts garantis, à 6 p. 100 le nombre de prêts provenant d'un régime à risque partagé et à 93,4 p. 100, le nombre de prêts directs au 31 mars 2006. Veuillez consulter l'annexe A pour obtenir plus de renseignements.

5.2 PROFIL DÉMOGRAPHIQUE DES EMPRUNTEURS DE PRÊTS D'ÉTUDES CANADIENS

L'état civil, l'âge, le sexe, le niveau d'études, le choix de l'établissement et l'endroit où l'étudiant choisit d'étudier sont tous des indicateurs qui fournissent des renseignements sur les étudiants qui reçoivent des prêts d'études canadiens. Le fait

de surveiller les changements dans les données démographiques sur les emprunteurs permet aux responsables du PCPE de mieux satisfaire les besoins des emprunteurs, et ce, en améliorant la prestation de services, en facilitant l'accès à l'enseignement postsecondaire et en contribuant à améliorer le remboursement des prêts.

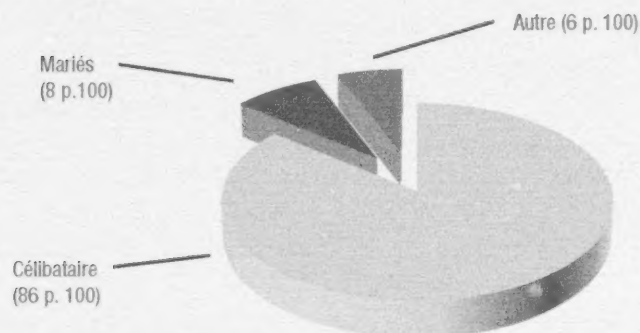
La section suivante présente les données démographiques générales sur les emprunteurs de prêts d'études canadiens pour l'année de prêt 2005-2006. D'autres tableaux de référence pour les emprunteurs étudiant à temps plein et à temps partiel sont contenus dans la section des annexes. Comparativement à l'année précédente, on constate que les emprunteurs sont plus souvent des femmes que des hommes, qu'ils sont plus souvent célibataires que mariés, qu'ils font partie plus souvent du groupe d'âge inférieur à 25 ans, qu'ils poursuivent plus souvent des études dans des programmes universitaires de premier cycle et qu'ils étudient plus souvent dans la province de l'Ontario qu'ailleurs au Canada.

5.2.1 EMPRUNTEURS SELON L'ÉTAT CIVIL

La grande majorité des emprunteurs était célibataire, soit 86 p. 100 des étudiants à temps plein (graphique 2) et 70 p. 100, dans le cas des

Graphique 2 : État civil des emprunteurs qui étudient à temps plein

Année de prêt : du 1^{er} août au 31 juillet



21. « Aux études » renvoie aux emprunteurs qui fréquentent encore un établissement postsecondaire ou qui ont terminé leurs études depuis moins de six mois (période de grâce).

étudiants à temps partiel. Huit pour cent (8 p. 100) des étudiants à temps plein et 17 p. 100 des étudiants à temps partiel étaient mariés²², tandis que 6 p. 100 des étudiants à temps plein et 13 p. 100 des étudiants à temps partiel n'étaient ni mariés ni célibataires²³.

Les emprunteurs à temps plein de la catégorie « Autres » ont reçu des montants de prêt moyen plus élevés que ceux des autres catégories, soit 7 013 \$, une augmentation de 25 p. 100 comparativement à l'année précédente. En général, les emprunteurs étudiant à temps partiel ont reçu des prêts moyens considérablement inférieurs à ceux offerts aux étudiants à temps plein, et les emprunteurs qui étudiaient à temps partiel et qui étaient mariés ont reçu, quant à eux, des prêts moyens plus élevés, soit 1 921 \$ (voir l'annexe B).

5.2.2 EMPRUNTEURS SELON L'ÂGE

Au cours de l'année de prêt 2005-2006, on a constaté peu de changements dans le nombre d'emprunteurs à temps plein dont les études sont en cours, et ce, dans toutes les catégories d'âge, bien qu'une légère hausse dans la catégorie d'âge représentant les plus jeunes étudiants, tout particulièrement celle des étudiants ayant moins de 21 ans, a été constatée par rapport à l'année précédente. Parmi les étudiants à temps plein, 47,9 p. 100 font partie de la catégorie des 21 ans et moins et 29,8 p. 100 de la catégorie des 22 à 25 ans. Seulement 10,3 p. 100 font partie de la catégorie des 26 à 29 ans, et ceux de la catégorie 30 ans et plus ne représentent que 12,1 p. 100. Contrairement aux emprunteurs à temps plein, 37,1 p. 100 des emprunteurs à temps partiel font partie de la catégorie des 30 ans et plus.

Le montant moyen des prêts accordés aux étudiants à temps plein augmente avec l'âge. Les emprunteurs à temps plein de la catégorie des 30 ans et plus ont reçu des prêts moyens évalués à 6 730 \$ alors que ceux de la catégorie des 21 ans et moins ont reçu des

prêts moyens évalués à 4 915 \$. Bien que le montant des prêts ait augmenté pour toutes les catégories d'âge par rapport à l'année précédente, il est bon de souligner que le pourcentage d'augmentation augmente aussi avec l'âge. Le prêt moyen d'un étudiant de 21 ans et moins a connu une hausse de 12,4 p. 100 alors que le prêt moyen d'un étudiant de 30 ans et plus a connu une hausse de 22,1 p. 100.

Cette variation s'explique par de nombreux facteurs. Premièrement, les emprunteurs plus âgés ont tendance à être classés dans la catégorie des personnes indépendantes; ainsi, le revenu de leurs parents n'est pas pris en compte dans le calcul de leurs ressources financières. Pour ce qui est des emprunteurs plus jeunes, ils sont plus susceptibles d'être classés dans la catégorie des personnes à charge, ce qui fait que la contribution parentale prévue tend à réduire le montant de leur prêt. Deuxièmement, les emprunteurs plus âgés poursuivent plus souvent des études supérieures où les frais de scolarité et les autres dépenses sont plus élevées que pour les autres niveaux d'enseignement. Troisièmement, les emprunteurs plus âgés n'habitent généralement plus dans la résidence familiale, contrairement aux plus jeunes emprunteurs, ce qui fait qu'ils reçoivent des sommes plus élevées pour couvrir leurs frais de subsistance. Finalement, les emprunteurs plus âgés sont plus susceptibles d'avoir des enfants à leur charge et, par conséquent, d'avoir de plus grandes dépenses et de recevoir des prêts plus élevés que ceux des emprunteurs plus jeunes. Toutes les catégories d'emprunteurs ont connu des hausses dans le montant moyen des prêts au cours de la dernière année, ce qui peut possiblement s'expliquer par la hausse de la limite hebdomadaire qui est entrée en vigueur au cours de cette année de prêt ainsi que par la hausse des frais de scolarité. Consultez l'annexe C pour obtenir plus de renseignements.

22. La catégorie « Mariés » inclut les conjoints de fait.

23. La catégorie « Autres » fait référence aux étudiants qui sont séparés, divorcés, veufs ou à ceux qui n'ont donné aucune réponse à cette question.

5.2.3 EMPRUNTEURS SELON LE SEXE

Le nombre de femmes étudiant à temps plein qui reçoivent des prêts d'études canadiens continue d'être supérieur au nombre d'hommes dans la même situation, soit 60 p. 100 pour les femmes comparativement à 40 p. 100 pour les hommes. Ce pourcentage est similaire à celui des inscriptions à l'université : 58 p. 100 des inscriptions à l'université pour l'année 2005-2006 ont été faites par des femmes²⁴. Dans le même ordre d'idées, le nombre de femmes étudiant à temps partiel, qui recevait des prêts d'études canadiens, est aussi supérieur à celui des hommes de la même catégorie. Parmi les emprunteurs à temps partiel, les femmes représentent 69 p. 100 tandis que les hommes représentent 31 p. 100. Pour les deux

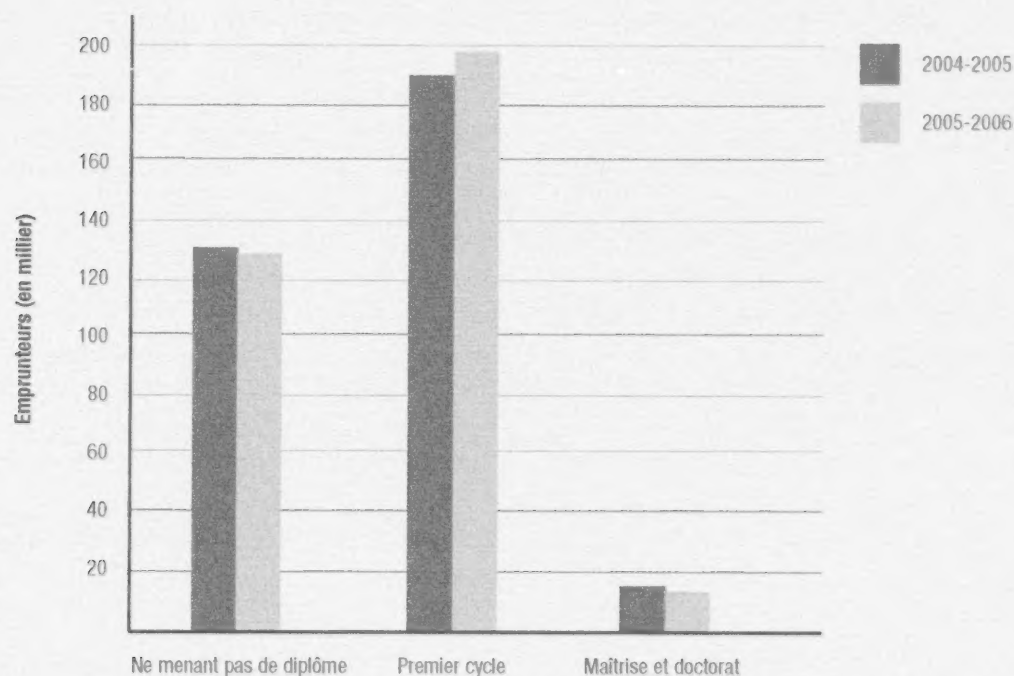
catégories d'étudiants, à temps plein ou à temps partiel, les femmes continuent d'obtenir des montants de prêt moyen supérieurs à ceux des hommes. Consultez l'annexe D pour obtenir plus de renseignements.

5.2.4. EMPRUNTEURS SELON LE NIVEAU D'ÉTUDES

La majorité des emprunteurs étudiant à temps plein (57,4 p. 100) étaient inscrits à un programme de premier cycle et 38,3 p. 100 étaient inscrits à un programme ne menant pas à un diplôme et dispensé dans un établissement d'enseignement privé, un collège ou une université. Les autres emprunteurs étudiant à temps plein (4,3 p. 100) étudiaient à la maîtrise ou au doctorat (graphique 3). Contrairement aux emprunteurs

Graphique 3 : Emprunteurs étudiant à temps plein selon le niveau d'études

Année de prêt : du 1^{er} août au 31 juillet



24. Statistique Canada, *Le Quotidien*, le mardi 7 novembre 2006. Sur Internet : www.statcan.ca/Daily/Francais/061107/tq061107.htm.

étudiant à temps plein, la majorité des emprunteurs étudiant à temps partiel (54 p. 100) étaient inscrits à un programme ne menant pas à un diplôme universitaire.

Les emprunteurs étudiant à temps plein ont connu une hausse du montant moyen de prêt au cours de la dernière année de prêt. La répartition des augmentations varie selon le niveau d'études. Ainsi, elle est de 16,1 p. 100 pour les programmes de premier cycle et de 20,5 p. 100 pour les programmes de doctorat (annexe E).

5.2.5 MOBILITÉ : OÙ VONT LES EMPRUNTEURS POUR ÉTUDIER

L'un des avantages du PCPE est que les étudiants peuvent inclure, dans le processus d'évaluation des besoins, les frais de déménagement et les frais de subsistance lorsqu'ils doivent changer de région pour poursuivre leurs études postsecondaires. Les prêts d'études canadiens sont mobiles, c'est-à-dire qu'ils permettent aux emprunteurs d'étudier dans d'autres villes, que ce soit à l'intérieur de leur province ou territoire d'origine ou ailleurs au Canada, afin qu'ils puissent fréquenter l'établissement postsecondaire de leur choix.

Presque neuf emprunteurs à temps plein sur dix (88,9 p. 100) sont demeurés dans leur province ou territoire d'origine pour poursuivre leurs études au cours de l'année de prêt 2005-2006, alors que 11,2 p. 100 d'entre eux sont allés étudier à l'extérieur

de leur province ou territoire d'origine. Les emprunteurs de l'Ontario (93,9 p. 100) sont ceux qui sont le plus susceptibles de rester dans leur province d'origine, suivis par les emprunteurs de la Colombie-Britannique (87,5 p. 100). Le taux de mobilité des emprunteurs dans certaines provinces et certains territoires peut être élevé en raison du fait qu'il existe peu d'établissements postsecondaires et que l'offre de programmes est limitée dans ces régions. De même, les emprunteurs peuvent avoir une préférence pour les établissements en dehors de leur province ou territoire d'origine. À titre d'exemple, 83,5 p. 100 des emprunteurs provenant du Yukon étudiaient à l'extérieur de leur territoire en 2005-2006, tandis que les emprunteurs de l'Île-du-Prince-Édouard sont considérés comme la deuxième catégorie d'emprunteurs les plus mobiles au Canada avec un taux de mobilité de 39,3 p. 100.

Les données indiquent que les emprunteurs provenant des provinces de l'Atlantique qui quittent leur province pour étudier ont tendance à demeurer dans le Canada Atlantique ou à se rendre en Ontario. De la même manière, les emprunteurs de la région de l'Ouest canadien tendent à demeurer dans cette région ou à s'inscrire dans des établissements d'enseignement de l'Ontario. L'annexe F présente des détails supplémentaires sur la mobilité des emprunteurs par province ou territoire et indique le lieu d'étude des emprunteurs lorsque ceux-ci quittent leur province ou territoire d'origine. Les emprunteurs qui se sont inscrits à l'université

Tableau 1 : Mobilité des emprunteurs selon le type d'établissement d'enseignement

Année de prêt : du 1^{er} août au 31 juillet

Type d'établissement d'enseignement	2004-2005 Emprunteurs					2005-2006 Emprunteurs				
	Continuant à habiter dans leur province d'origine		Ayant quitté leur province d'origine		Total	Continuant à habiter dans leur province d'origine		Ayant quitté leur province d'origine		Total
	N ^o	En % du total	N ^o	En % du total		N ^o	En % du total	N ^o	En % du total	
Université	162 102	85,4	27 678	14,6	189 780	169 579	85,8	27 987	14,2	197 566
Collège	104 852	94,6	5 707	5,2	110 559	103 826	94,9	5 571	5,1	109 397
Privé	32 480	87,2	4 779	12,8	37 259	32 029	86,5	4 991	13,5	37 020
Total*	299 434	88,7	38 164	11,3	337 256	305 434	88,9	38 549	11,2	343 638

*Remarque : Le nombre d'emprunteurs par institution peut être légèrement supérieur au nombre total étant donné que les emprunteurs sont susceptibles d'avoir contracté des prêts auprès de divers types d'institutions.

sont parmi les emprunteurs les plus mobiles, c'est-à-dire que 14,2 p. 100 d'entre eux se sont déplacés vers une autre province ou territoire pour poursuivre leurs études postsecondaires. Ils sont suivis par les emprunteurs étudiant dans les établissements d'enseignement privés (13,5 p. 100) et par les emprunteurs étudiant dans les collèges (5,1 p. 100), comme l'indique le **tableau 1**.

5.3 VERSEMENT DES PRÊTS D'ÉTUDES CANADIENS

Pendant que les emprunteurs sont aux études à temps plein, ils n'ont pas à effectuer de paiements sur leurs prêts, et ceux-ci sont sans intérêts. Cela leur permet de se concentrer sur leurs études sans avoir à porter immédiatement le fardeau du remboursement de leurs prêts. Le gouvernement du Canada paie ces intérêts sous réserve des limites à vie des périodes sans intérêts prévues par la loi²⁵. Au cours de l'année 2005-2006, environ 454 000 emprunteurs²⁶ ont reçu de l'aide sous forme de bonification d'intérêts pendant les études, alors que le gouvernement du Canada a consacré 171 millions de dollars à cet effet. Les emprunteurs étudiant à temps partiel ont aussi accès aux prêts afin de poursuivre leurs études postsecondaires. Ils doivent faire des paiements sur les intérêts de leur prêt pendant qu'ils poursuivent

leurs études, mais ils ne sont pas tenus de rembourser le capital avant d'avoir terminé leurs études.

5.3.1 PRÊTS D'ÉTUDES À TEMPS PLEIN

Le PCPE a aidé environ 40,3 p. 100 des étudiants à temps plein qui fréquentaient des établissements postsecondaires en 2005-2006. Parmi les 853 000 étudiants de niveau postsecondaire²⁷ des provinces et des territoires participant au programme cette année, le PCPE a fourni des prêts à 343 638 étudiants à temps plein pour un total de 1,9 milliard de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 6 382 emprunteurs ou d'une hausse de 1,9 p. 100 des emprunteurs totaux du PCPE, et de 306,2 millions de dollars en versements de prêts depuis l'année de prêt 2004-2005.

En outre, le montant moyen du prêt s'est accru de 802 \$ ou de 16,6 p. 100 depuis l'année de prêt précédente (tableau 2). L'augmentation importante du montant du prêt moyen cette année peut être attribuée en partie à la hausse de la limite de prêt hebdomadaire, qui est passée de 165 \$ à 210 \$, et qui est entrée en vigueur dans la présente année de prêt. La limite de prêt hebdomadaire a été augmentée pour mieux tenir compte du coût croissant de l'éducation postsecondaire et répondre ainsi aux besoins non financés des étudiants en plus de réduire la dépendance aux emprunts privés.

Tableau 2 : Versement des prêts d'études canadiens

Année de prêt : du 1^{er} août au 31 juillet

Situation	2004-2005			2005-2006		
	N° d'emprunteurs	Valeur des prêts en M\$	Moyenne (\$)	N° d'emprunteurs	Valeur des prêts en M\$	Moyenne (\$)
Temps plein	337 256	1 628,8	4 829	343 638	1 935,0	5 631
Temps partiel	2 572	4,6	1 798	2 127	3,8	1 795
Total	339 828	1 633,4	s.o.	345 765	1 938,9	s.o.

25. Les emprunteurs étudiant à temps plein peuvent recevoir des prêts d'études canadiens et une bonification de leurs intérêts pendant qu'ils poursuivent leurs études pour un maximum de 340 semaines (après le 1^{er} août 1995) dans toute leur vie. Les emprunteurs qui atteignent cette limite pendant qu'ils sont aux études doivent commencer à rembourser leur prêt d'études canadien.

26. Ce nombre inclut les 343 638 emprunteurs étudiant à temps plein qui ont reçu un prêt durant l'année de prêt 2005-2006 ainsi que ceux étudiant à temps plein qui ont reçu une bonification de leurs intérêts pour des prêts d'années antérieures.

27. Bureau de l'actuaire en chef, *Rapport actuariel sur le Programme canadien de prêts aux étudiants au 31 juillet 2006*.

Prêts d'études à temps plein par province ou territoire

Plus de la moitié des emprunteurs du PCPE (53 p. 100) provenaient de l'Ontario dans l'année de prêt 2005-2006, tandis que la Colombie-Britannique présentait le deuxième nombre d'emprunteurs en importance (16,4 p. 100). Le Manitoba, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick ont tous connu une augmentation du nombre d'emprunteurs, tandis que les autres provinces ou territoires participants ont enregistré des diminutions. Terre-Neuve-et-Labrador a continué de présenter la réduction la plus basse

(7,3 p. 100) du nombre d'emprunteurs depuis 2004-2005.

C'est l'Île-du-Prince-Édouard qui a connu l'augmentation la plus importante du montant moyen du prêt au cours de l'année écoulée, avec une hausse de 1 280 \$ ou 24,3 p. 100. Toutefois, les emprunteurs de la Nouvelle-Écosse ont continué de présenter le montant de prêt moyen le plus élevé (6 739 \$), tandis que les emprunteurs de Terre-Neuve-et-Labrador ont le moins emprunté (5 110 \$) (tableau 3).

Tableau 3 : Prêts d'études à temps plein par province ou territoire

Année de prêt : du 1^{er} août au 31 juillet

Province ou territoire	2004-2005			2005-2006		
	N° d'emprunteurs	Valeur des prêts en M\$	Moyenne (\$)	N° d'emprunteurs	Valeur des prêts en M\$	Moyenne (\$)
T.-N.-L.	10 395	46,5	4 476	9 640	49,3	5 110
I.-P.-É.	3 280	17,3	5 261	3 239	21,2	6 541
N.-É.	16 044	88,8	5 536	15 895	107,1	6 739
N.-B.	15 434	80,0	5 184	15 918	88,8	5 576
Ont.	167 354	768,9	4 594	182 016	971,2	5 336
Man.	9 180	41,5	4 518	9 305	48,7	5 238
Sask.	14 132	71,3	5 043	13 245	80,8	6 102
Alb.	41 422	198,9	4 801	37 844	215,0	5 682
C.-B.	59 764	314,4	5 261	56 306	351,5	6 242
Yn.	251	1,2	4 944	230	1,4	6 119
Total	337 256	1 628,3	4 829	343 638	1 935,0	5 631

Relation entre le nombre d'inscriptions dans les établissements d'enseignement postsecondaire et le nombre d'emprunteurs du Programme canadien de prêts aux étudiants

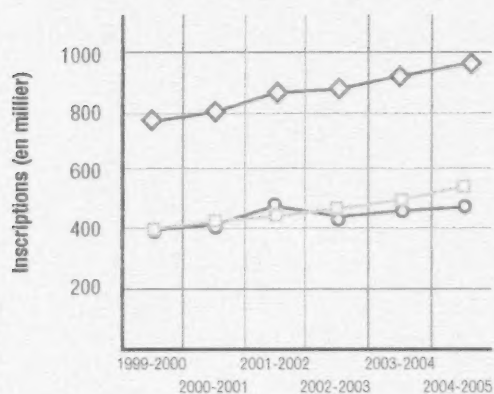
Les inscriptions dans les universités et les collèges ont augmenté considérablement depuis le début de la décennie. En effet, il y a eu une hausse d'environ 187 000 étudiants entre les années scolaires 1999-2000 et 2004-2005. Toutefois, le nombre d'étudiants souscrivant à un prêt d'études canadien (taux de souscription au PCPE) est resté plutôt stable partout au Canada comme on peut le voir dans les deux

graphiques ci-dessous. Les données montrent toutefois que les tendances dans le nombre d'étudiants inscrits dans les collèges et les universités et les taux de souscription au PCPE diffèrent sur le plan géographique.

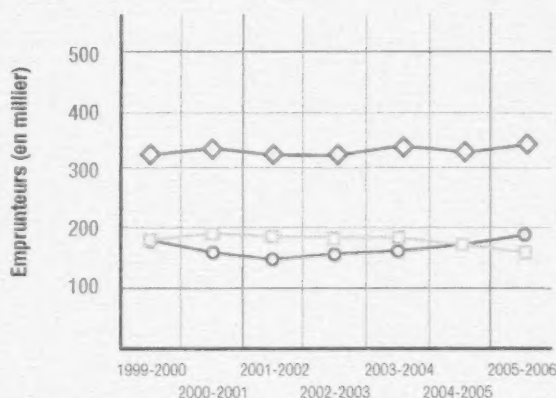
Les inscriptions dans les universités et les collèges ont augmenté plus rapidement en Ontario que dans les autres administrations participant au PCPE depuis 2002-2003. Pour l'Ontario, les augmentations annuelles étaient respectivement de 5 p. 100, 6 p. 100 et 8 p. 100 pour les années scolaires 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005. Ce résultat peut être en partie attribué aux répercussions du report à partir de la double cohorte de l'Ontario. Pour les autres administrations participantes, les inscriptions ont décliné de 3 p. 100 en 2002-2003 et ont augmenté de 5 p. 100 et de 1 p. 100 seulement au cours des deux années scolaires suivantes.

Les tendances relatives au taux de souscription au PCPE pour l'Ontario étaient contraires aux tendances observées dans les autres administrations. Pour l'Ontario, le taux de souscription au PCPE a diminué avant 2002-2003, puis a augmenté de 2 p. 100, de 8 p. 100, de 5 p. 100 et de 9 p. 100 dans les quatre années ultérieures. Contrairement à l'Ontario, le nombre d'emprunteurs du PCPE dans les autres administrations participantes a connu un léger déclin, soit d'environ 1 p. 100 annuellement de 2001-2002 à 2003-2004, suivi par une diminution notable de 6 p. 100 en 2004-2005 et par une autre réduction de 5 p. 100 en 2005-2006. Le déclin du taux de souscription au PCPE dans les administrations non ontariennes peut être le résultat de divers facteurs, y compris des tendances démographiques différentes entre les administrations et le fait que les étudiants se fient davantage à d'autres sources financières.

Inscriptions dans les collèges et les universités



Emprunteurs du PCPE



Ontario



Autres Administration



Total



Sources : Les estimations des inscriptions sont tirées du Système d'information statistique sur la clientèle des collèges communautaires (SISCCC) pour 1999-2000, du Système d'information sur les étudiants postsecondaires (SIEP) pour la période 1999-2000 à 2004-2005 et des enquêtes sur la population active (enquêtes de novembre, 1999-2005) de Statistique Canada. Les estimations du nombre d'emprunteurs du PCPE ont été fondées sur les données administratives du PCPE.

En 2002-2003, deux cohortes d'étudiants ont été diplômées en même temps des écoles postsecondaires de l'Ontario, en raison de l'élimination de la 13^e année scolaire du programme d'études en Ontario.

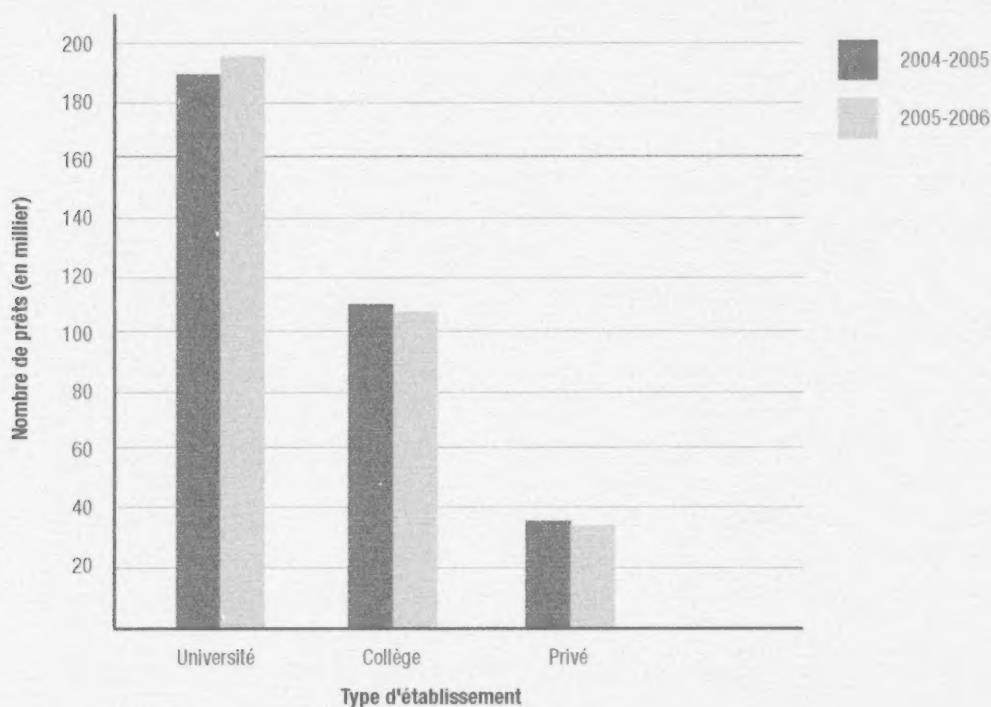
Prêts d'études à temps plein par type d'établissement

La proportion des emprunteurs étudiant à temps plein qui fréquentent l'université a augmenté légèrement de 1,2 p. 100 pour s'établir à 57,5 p. 100, depuis l'année de prêt 2004-2005, tandis que le nombre d'emprunteurs fréquentant les collèges et les établissements privés a diminué légèrement. Les

emprunteurs des collèges représentaient 31,8 p. 100 du total global, tandis que les emprunteurs des établissements privés comptaient pour 10,7 p. 100 (graphique 4). Les emprunteurs des établissements privés ont continué de présenter le prêt moyen le plus élevé (6 934 \$), alors que les emprunteurs des collèges avaient le prêt moyen le plus bas, à 5 132 \$ (annexe G).

Graphique 4 : Nombre de prêts d'études à temps plein par type d'établissement

Année de prêt : 1^{er} août au 31 juillet



5.3.2 PRÊTS D'ÉTUDES À TEMPS PARTIEL

En 2005-2006, une somme de 3,8 millions de dollars a été versée aux emprunteurs étudiant à temps partiel, qui représentaient moins de 1 p. 100 du nombre total d'emprunteurs. Le nombre d'emprunteurs étudiant à temps partiel a continué de décroître dans l'ensemble. En effet, il y avait 445 emprunteurs de moins que dans l'année de

prêt 2004-2005. À la différence des emprunteurs étudiant à temps plein, les emprunteurs étudiant à temps partiel ont reçu un prêt moyen de 1 795 \$, montant qui est resté constant par rapport à l'année de prêt antérieure. Ce montant de prêt peut être en partie attribuable à trois facteurs : l'aide totale pour les étudiants à temps partiel s'élève à un montant cumulatif de 4 000 \$, le fait que les emprunteurs étudiant à temps partiel sont tenus de payer des intérêts pendant qu'ils font

leurs études, et le fait que les emprunteurs étudiant à temps partiel sont admissibles aux subventions canadiennes pour études à l'intention des étudiants à temps partiel dans le besoin. Ces facteurs pourraient tous réduire le montant du prêt.

Prêts d'études à temps partiel par province ou territoire

L'Alberta a continué de présenter le pourcentage le plus élevé d'emprunteurs étudiant à temps partiel, soit 30,6 p. 100 dans l'année de prêt 2005-2006, suivie par l'Ontario avec 29,5 p. 100. En moyenne, les emprunteurs étudiant à temps partiel de la Colombie-Britannique et de l'Île-du-Prince-Édouard ont emprunté les plus fortes sommes (2 195 \$ et 2 189 \$ respectivement) en 2005-2006, par comparaison au prêt moyen national pour études à temps partiel de 1 795 \$ (annexe H).

Prêts d'études à temps partiel par type d'établissement

Au cours de l'année de prêt 2005-2006, près de la moitié (48,9 p. 100) des emprunteurs étudiant à temps partiel fréquentaient l'université, 40,5 p. 100 fréquentaient le collège et 10,6 p. 100 fréquentaient un établissement privé. Ces chiffres sont semblables à ceux de l'année précédente.

La valeur moyenne des prêts diffère grandement entre les types d'établissements. Les emprunteurs étudiant à temps partiel fréquentant un établissement privé au cours de l'année de prêt 2005-2006 ont emprunté le plus d'argent, soit en moyenne 3 064 \$ et deux fois plus que les emprunteurs des collèges (1 533 \$). Les emprunteurs étudiant à temps partiel dans les universités avaient un prêt moyen de 1 736 \$. Les moyennes par type d'établissement sont semblables à celles de l'année dernière (annexe H).

5.4 VERSEMENT DES SUBVENTIONS DU PCPE

Le gouvernement du Canada fournit aux étudiants des subventions canadiennes pour études (SCE) et des subventions canadiennes pour l'accès aux études (SCAE) pour accroître la participation des groupes sous-représentés dans l'éducation postsecondaire. Selon un sondage effectué en 2006 auprès des jeunes de 17 à 30 ans, si les subventions gouvernementales pour études (ce qui comprend à la fois les subventions fédérales et les subventions provinciales) n'avaient pas été accordées cette année, 13 p. 100 des emprunteurs d'un prêt gouvernemental n'auraient pas été étudiants cette année et 13 p. 100 n'auraient pas poursuivi d'études postsecondaires du tout²⁸.

5.4.1 SUBVENTIONS CANADIENNES POUR ÉTUDES

Les subventions canadiennes pour études (SCE) fournissent une assistance non remboursable aux étudiants admissibles ayant des personnes à charge, aux étudiants ayant une invalidité permanente, aux étudiants à temps partiel dans le besoin et aux femmes poursuivant des études doctorales. Au cours de l'année de prêt 2005-2006, 49 500 SCE ont été accordées pour un total d'environ 79,5 millions de dollars (tableau 4).

Étudiants ayant des personnes à charge

Cette subvention a été créée en août 1998 afin d'aider les étudiants à temps plein et à temps partiel ayant des personnes à charge qui avaient fait la preuve de leurs besoins financiers. Les étudiants à temps plein peuvent recevoir une subvention maximale de 3 120 \$ par année de prêt, tandis que les étudiants à temps partiel peuvent recevoir une subvention maximale de 1 920 \$ par année de prêt. Les étudiants se voient accorder cette subvention seulement après que la subvention canadienne pour études à l'intention des étudiants à temps partiel dans le besoin et l'assistance maximale fédérale pour études à temps partiel ont été versées.

28. Createc+ : *Special Investment Fund - 2005 SIF Omnibus Survey*, juin 2006.

Tableau 4 : Dépenses en subventions canadiennes pour études, 2005-2006Année de prêt : 1^{er} août au 31 juillet

Prov. / Territoire	Étudiants ayant des personnes à charge (temps plein et temps partiel)		Étudiants ayant une invalidité permanente		Étudiants à temps partiel ayant des besoins manifestes		Femmes inscrites au doctorat		Total	
	Nombre	Valeur en milliers de \$	Nombre	Valeur en milliers de \$	Nombre	Valeur en milliers de \$	Nombre	Valeur en milliers de \$	Nombre	Valeur en milliers de \$
T.-N.-L.	473	603,4	*	0,0	*	2,8	*	15,0	481	621,2
I.-P.-É.	134	172,8	67	237,9	104	106,2	*	9,0	308	526,0
N.-É.	962	1 581,6	1 276	1 658,0	14	42,3	*	23,1	2 280	3 905,1
N.-B.	1 126	1 615,8	136	623,1	29	32,6	20	53,8	1 311	2 325,3
Ont.	20 344	29 148,1	5 094	11 529,5	293	272,1	102	304,8	25 833	41 255,6
Man.	1 246	1 746,0	182	648,8	47	52,5	*	20,8	1 482	2 468,0
Sask.	2 433	3 271,5	257	1 105,8	56	61,8	*	22,9	2 754	4 461,9
Alb.	4 439	6 589,4	511	1 834,2	610	498,0	14	39,1	5 574	8 960,6
C.-B.	6 683	11 540,8	960	1 748,4	1 691	1 692,1	108	303,8	9 442	15 485,1
Yn.	30	47,0	*	23,2	*	0,0	*	0,0	35	70,3
Total	37 890	56 317,6	8 488	19 409,0	2 847	2 960,3	275	792,2	49 500	79 479,1

- *Remarques : 1. À l'exclusion des subventions qui ont été accordées par les gouvernements provinciaux ou territoriaux ou des subventions canadiennes pour études équivalentes accordées par les gouvernements provinciaux ou territoriaux non participants.
 2. Un étudiant peut recevoir plus d'un type de subvention. Par conséquent, le montant moyen versé à chaque étudiant ne peut être calculé.
 3. Les nombres de subventions inférieurs à dix ont été supprimés.

Au cours de l'année de prêt 2005-2006, 37 890 subventions pour étudiants avec personnes à charge ont été accordées, pour un total de 56,3 millions de dollars, ce qui représente 70,9 p. 100 du montant total versé en subventions canadiennes pour études.

Mesures d'adaptation pour étudiants ayant une invalidité permanente

Selon un rapport publié par le Bureau de la condition des personnes handicapées, bien que le pourcentage de personnes handicapées qui terminent leurs études universitaires augmente de manière constante, il existe toujours un écart par comparaison aux personnes non handicapées. On estime en effet qu'en 2004, 13 p. 100 des personnes handicapées avaient obtenu un diplôme universitaire par comparaison à 21 p. 100 chez les personnes non handicapées²⁹.

La subvention canadienne visant les mesures d'adaptation pour étudiants ayant une invalidité permanente a été créée en 1995 pour aider à compenser les coûts exceptionnels liés à l'éducation et associés à une invalidité permanente et pour aider les étudiants ayant une invalidité permanente à poursuivre des études postsecondaires. Les étudiants à temps plein et à temps partiel ayant une invalidité permanente peuvent recevoir une SCE aussi longtemps qu'ils sont admissibles à des prêts et jusqu'à concurrence de 8 000 \$ par année de prêt.

Au cours de l'année de prêt 2005-2006, 8 488 subventions visant les mesures d'adaptation pour étudiants ayant une invalidité permanente ont été accordées, pour un total de 19,4 millions de dollars, ce qui représente 24,4 p. 100 du montant total des subventions canadiennes pour études.

29. Bureau de la condition des personnes handicapées, *Vers l'intégration des personnes handicapées 2006*, Ressources humaines et Développement social Canada, 2006.

Étudiants à temps partiel dans le besoin

Cette subvention a été créée en 1995 pour aider les étudiants à temps partiel incapables d'étudier à temps plein et dont le revenu tombe sous un seuil prescrit. La subvention maximale offerte aux étudiants admissibles est de 1 200 \$ par année de prêt et vise à couvrir les coûts d'éducation admissibles (comme les dépenses relatives aux droits de scolarité, aux livres et à la garde d'enfants).

Au cours de l'année de prêt 2005-2006, 2 847 subventions canadiennes pour études à l'intention des étudiants à temps partiel dans le besoin ont été accordées, pour un total de 2,9 millions de dollars, ce qui représente 3,7 p. 100 du montant total des subventions canadiennes pour études.

Femmes inscrites au doctorat

Depuis 1995, cette subvention aide les étudiantes inscrites dans certains programmes de doctorat où les femmes sont traditionnellement sous-représentées. Le montant de subvention offert aux étudiantes admissibles est d'un maximum de 3 000 \$

par année de prêt (pour une durée maximale de trois ans).

Au cours de l'année de prêt 2005-2006, 275 subventions canadiennes pour études ont été accordées à des femmes inscrites au doctorat, pour un total de 0,8 million de dollars, ce qui représente 1 p. 100 du montant total des subventions canadiennes pour études.

5.4.2 SUBVENTIONS CANADIENNES D'ACCÈS

Le gouvernement du Canada a créé deux nouvelles subventions en 2005-2006 : la subvention canadienne d'accès pour étudiants ayant une invalidité permanente et la subvention canadienne d'accès pour étudiants issus d'une famille à faible revenu. Au cours de l'année de prêt 2005-2006, 31 882 subventions canadiennes d'accès ont été accordées pour un total de 58,9 millions de dollars (**tableau 5**).

Tableau 5 : Dépenses en subventions canadiennes d'accès, 2005-2006

Année de prêt : 1^{re} août au 31 juillet

Prov. / territoire	SCA - Invalidité permanente		SCA - Faible revenu		Total	
	Nombre	Valeur en milliers de \$	Nombre	Valeur en milliers de \$	Nombre	Valeur en milliers de \$
T.-N.-L.	93	183,6	571	771,0	664	954,6
I.-P.-É.	"	2,0	10	16,0	11	18,0
N.-E.	742	1 458,2	1 018	2 487,3	1 760	3 945,5
N.-B.	8	12,2	31	58,2	39	70,4
Ont.	6 338	12 188,6	15 346	26 412,6	21 684	38 601,3
Man.	265	504,7	453	735,3	718	1 240,0
Sask.	538	1 062,2	582	1 312,9	1 120	2 375,1
Alb.	707	1 385,0	1 319	2 572,8	2 026	3 957,7
C.-B.	1 097	2 027,8	2 751	5 673,4	3 848	7 701,2
Yn	"	10,0	"	9,5	12	19,5
Total	9 794	18 834,4	22 088	40 049,0	31 882	58 883,3

- *Remarques : 1. À l'exclusion des subventions qui ont été accordées par les gouvernements provinciaux ou territoriaux ou des subventions canadiennes pour études équivalentes accordées par les gouvernements provinciaux ou territoriaux non participants.
 2. Un étudiant peut recevoir plus d'un type de subvention. Par conséquent, le montant moyen versé à chaque étudiant ne peut être calculé.
 3. Les nombres de subventions inférieurs à dix ont été supprimés.

Étudiants ayant une invalidité permanente

Cette subvention est offerte aux étudiants à temps plein et à temps partiel atteints d'une invalidité permanente et ayant fait la preuve de leurs besoins financiers. Elle vise à les aider à couvrir les coûts d'hébergement, les droits de scolarité, les frais relatifs aux livres et les autres dépenses liées à l'éducation jusqu'à concurrence de 2 000 \$ par année de prêt. Elle remplace la subvention canadienne pour études à l'intention des étudiants dans le besoin ayant une invalidité permanente, qui était accessible seulement aux étudiants ayant reçu un montant de prêt maximal. Cette nouvelle subvention s'étend aux étudiants qui n'avaient pas atteint la limite de prêt. Au cours de l'année de prêt 2005-2006, 9 794 subventions pour étudiants ayant une invalidité permanente ont été accordées pour une valeur totale de 18,8 millions de dollars. Par comparaison à l'année 2004-2005, on a accordé 6 880 subventions de plus aux étudiants ayant une invalidité permanente, surtout en raison de la couverture accrue de cette subvention canadienne d'accès.

Étudiants de familles à faible revenu

Cette subvention est offerte aux étudiants de première année admis pour la première fois dans un établissement postsecondaire désigné à un programme d'au moins deux ans qui conduit à l'obtention d'un certificat, d'un grade ou d'un diplôme. Elle couvre la moitié des droits de scolarité jusqu'à concurrence de 3 000 \$. Au cours de l'année de prêt 2005-2006, 22 088 étudiants de familles à faible revenu ont reçu cette subvention, pour une valeur totale de 40 millions de dollars.

Le **tableau 6** montre la répartition par type d'établissement. Les subventions pour revenu faible ont été accordées le plus fréquemment aux étudiants fréquentant une université, suivis par les étudiants fréquentant un collège puis par ceux fréquentant un établissement privé. Les subventions pour invalidité permanente accordées aux étudiants des universités et des collèges avaient une distribution semblable. Le faible nombre d'étudiants fréquentant un établissement privé et ayant reçu une subvention pour faible revenu est cohérent étant donné que la plupart des programmes offerts par les établissements privés ne durent qu'une année et que les étudiants visés ne seraient pas admissibles à la subvention.

Tableau 6 : Subventions canadiennes d'accès par type d'établissement

Année de prêt : 1^{er} août au 31 juillet

Type d'établissement	Subvention - invalidité permanente		Subvention - faible revenu	
	N° de subventions	Valeur (en milliers de \$)	N° de subventions	Valeur (en milliers de \$)
Université	4 699	9 116	12 744	27 631
Collège	4 577	8 694	8 607	10 142
Privé	518	1 024	737	2 076
Total	9 794	18 834	22 088	40 049

6. APRÈS L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

Les responsables du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) croient qu'il faut s'assurer que les emprunteurs sont satisfaits de l'expérience de prêt, c'est pourquoi ils surveillent continuellement les commentaires des emprunteurs et cherchent à obtenir leur rétroaction en ce qui concerne les programmes et les services. Pour la plupart des emprunteurs, il s'agit de la première expérience avec un prêt et, par conséquent, ils ont besoin d'assistance supplémentaire pour planifier le remboursement et comprendre son processus. Les responsables du PCPE reconnaissent aussi que certains emprunteurs ont de la difficulté à rembourser leur prêt et offrent des mesures de gestion de la dette pour les aider. Les emprunteurs peuvent faire une demande de révision des modalités ou d'exemption d'intérêts s'ils connaissent des difficultés financières temporaires à rembourser leur prêt et une demande de réduction de la dette en cours de remboursement s'ils connaissent des difficultés financières prolongées.

6.1 PRÊTS EN REMBOURSEMENT

Une fois que les emprunteurs étudiant à temps plein ont terminé leurs études, l'intérêt commence à courir immédiatement sur la dette, mais aucun versement n'est exigé avant que six mois se soient écoulés après la fin des études. Cette période de six mois s'appelle délai de grâce. Au septième mois, le ou les prêts obtenus par l'emprunteur étudiant à temps plein dans le cadre du PCPE sont consolidés et l'emprunteur entre dans la période de remboursement.

Soixante pour cent (60 p. 100) des prêts accordés en vertu du PCPE sont détenus par des emprunteurs en remboursement, pour un montant total d'environ 6,6 milliards de dollars. Parmi les prêts en remboursement, les prêts garantis ne comptent que pour 3 p. 100, presque la moitié concerne des prêts à

risque partagé (48 p. 100) et presque la moitié vise des prêts directs (49 p. 100) qui ont été accordés par le gouvernement du Canada après 2000. Voir l'annexe A pour obtenir des détails.

Les emprunteurs disposent typiquement de 114 mois (9,5 ans) pour rembourser leur prêt par versements mensuels. Toutefois, le PCPE offre une certaine souplesse pour la période d'amortissement ou de remboursement. La révision des modalités constitue une caractéristique qui donne à l'emprunteur la souplesse pour gérer le remboursement de son prêt d'une manière adaptée à sa situation. Elle peut être utilisée comme mesure de gestion de la dette conçue pour diminuer les versements mensuels et peut aussi servir à augmenter les versements pour permettre à l'emprunteur de rembourser la totalité du prêt sur une période écourtée.

6.2 ENDETTEMENT DES ÉTUDIANTS DANS LE CADRE DU PROGRAMME

L'endettement dans le cadre du Programme concerne le montant qu'un emprunteur doit au PCPE au moment d'entrer dans la période de remboursement. Il est important de noter que le montant que doit un emprunteur reflète seulement la portion fédérale d'un prêt étudiant direct. Les emprunteurs sont également susceptibles d'avoir contracté des prêts étudiants auprès des provinces ou des territoires et peuvent avoir des prêts en vertu du régime de prêts garantis ou du régime de prêts à risque partagé.

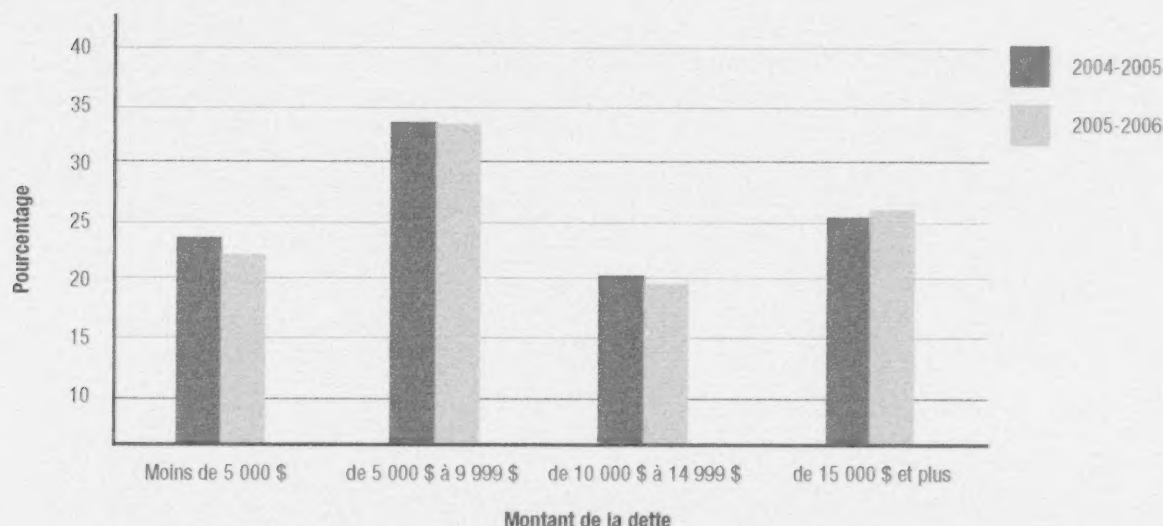
Au cours de l'année de prêt 2005-2006, les emprunteurs devaient en moyenne 11 323 \$ au PCPE au moment d'entrer dans la période de remboursement. C'était 272 \$ de plus que le montant exigible en 2004-2005. En général, ce sont les emprunteurs des provinces atlantiques, les

emprunteurs universitaires, les emprunteurs de sexe féminin et les emprunteurs dans la catégorie d'âge des 26 à 29 ans qui devaient le plus d'argent. Comme en 2004-2005, environ 43 p. 100 des emprunteurs en remboursement devaient plus de

10 000 \$ au PCPE au cours de l'année de prêt 2005-2006. Toutefois, le pourcentage de ceux qui devaient au moins 15 000 \$ a légèrement augmenté (graphique 5). L'annexe I donne plus de détails.

Graphique 5 : Endettement des emprunteurs de prêts d'études canadiens

Année de prêt : 1^{er} août au 31 juillet



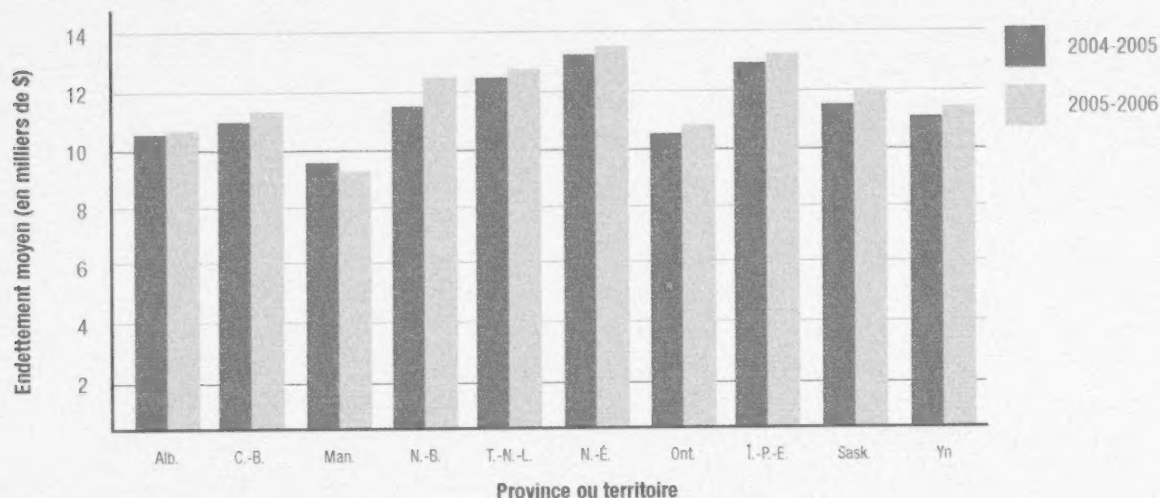
Endettement par province ou territoire

En 2005-2006, le montant moyen de la dette au moment d'entrer dans la période de remboursement a augmenté dans toutes les provinces et tous les territoires participants, sauf au Manitoba. Le graphique 6 montre que les emprunteurs manitobains devaient le moins d'argent (9 579 \$), alors que les emprunteurs de la Nouvelle-Écosse en devaient le plus (13 702 \$). Ce sont le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique qui présentaient les hausses les plus élevées du montant exigible (740 \$ et 658 \$ respectivement). Le Yukon a connu la plus faible augmentation (86 \$), et l'endettement moyen a fléchi de 176 \$ au Manitoba (annexe I).

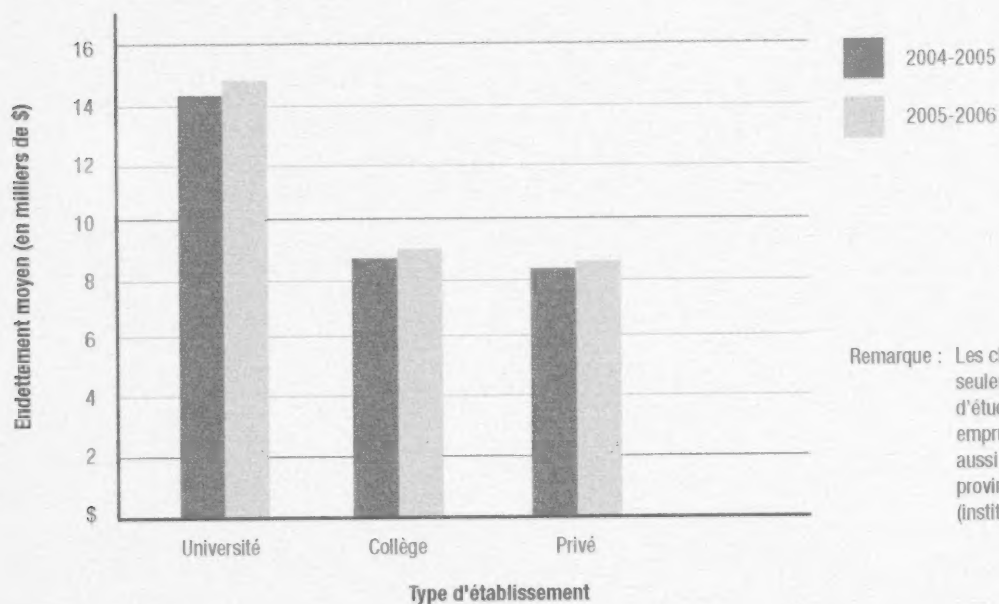
Endettement par type d'établissement et par âge

Au cours de l'année de prêt 2005-2006, le niveau d'endettement global moyen était de 11 323 \$ pour

tous les établissements postsecondaires (graphique 7). Les emprunteurs de tous les établissements ont connu une augmentation de l'endettement, mais cette augmentation était modeste par comparaison aux années précédentes. Les emprunteurs universitaires devaient en moyenne 14 708 \$ au moment d'entrer dans la période de remboursement, soit 3 385 \$ de plus que la moyenne globale. Il est important de noter que les programmes universitaires tendent à être plus longs et à coûter plus cher que les programmes des collèges ou des établissements privés. Le montant total d'endettement des emprunteurs universitaires a augmenté de 366 \$, ou 2,5 p. 100, depuis l'année de prêt 2004-2005. Les emprunteurs universitaires âgés de 30 ans et plus devaient le plus d'argent par comparaison à ceux des autres catégories d'âge (19 440 \$), tandis que les emprunteurs des collèges âgés de 21 ans et moins devaient le moins d'argent (5 458 \$).

Graphique 6 : Endettement moyen par province ou territoireAnnée de prêt : 1^{er} août au 31 juillet

Remarque : Les chiffres représentent seulement les prêts d'études canadiens. Les emprunteurs peuvent aussi avoir des prêts provinciaux ou privés (institutions bancaires).

Graphique 7 : Endettement moyen par type d'établissementAnnée de prêt : 1^{er} août au 31 juillet

Remarque : Les chiffres représentent seulement les prêts d'études canadiens. Les emprunteurs peuvent aussi avoir des prêts provinciaux ou privés (institutions bancaires).

Les emprunteurs qui fréquentaient les collèges devaient en moyenne 9 020 \$, ce qui était 2 303 \$ de moins que la moyenne globale nationale des emprunteurs. Toutefois, les emprunteurs des collèges devaient 2 p. 100 de plus qu'en 2004-2005. À l'instar des emprunteurs universitaires, les emprunteurs des collèges âgés de 30 ans et plus devaient le plus d'argent dans leur catégorie au moment de terminer leurs études, soit une somme de 11 676 \$.

La dette moyenne des emprunteurs fréquentant les établissements privés a augmenté de 1,6 p. 100 par rapport à 2004-2005 pour s'établir à une moyenne de 8 463 \$ en 2005-2006 (annexe I). Les emprunteurs des établissements privés dont l'âge se situait entre 26 et 29 ans devaient le plus d'argent au moment d'entrer dans la période de remboursement, soit 9 761 \$. Même si les emprunteurs des établissements privés ont reçu le plus par année de prêt pendant qu'ils faisaient leurs études (6 934 \$ par année), ils étaient ceux qui devaient le moins d'argent au moment d'entrer dans la période de remboursement (8 463 \$) par comparaison avec les emprunteurs des universités et des collèges. Cet écart s'explique par le fait qu'ils fréquentent un établissement d'enseignement moins longtemps et cumulent par conséquent un endettement moindre que les emprunteurs qui fréquentent l'université.

Dans tous les types d'établissements et dans toutes les catégories d'âge, les emprunteurs des universités âgés de 30 ans et plus devaient le plus d'argent au moment d'entrer dans la période de remboursement (19 440 \$), tandis que les emprunteurs des collèges âgés de 21 ans et moins devaient le moins d'argent, soit 5 458 \$.

Endettement selon le sexe, l'âge et le type d'établissement

En ce qui concerne l'endettement selon le sexe, les femmes devaient 487 \$ de plus en moyenne que les hommes en 2005-2006. Par comparaison avec les emprunteurs de divers groupes d'âge, les

emprunteurs âgés entre 26 et 29 ans avait la dette moyenne la plus élevée, soit 14 217 \$, c'est-à-dire 2 894 \$ de plus que la moyenne pour tous les groupes d'âge. Les femmes qui fréquentaient l'université devaient le plus d'argent (15 009 \$ en moyenne), tandis que les femmes qui fréquentaient les établissements privés en devaient le moins (8 286 \$ en moyenne). L'annexe I fournit des renseignements détaillés sur l'endettement.

6.3 MESURES DE GESTION DE LA DETTE

Les emprunteurs sont jugés en retard s'ils ne versent pas leurs mensualités à temps, et considérés en défaut de remboursement s'ils continuent à ne pas effectuer leurs paiements pendant une période allant au-delà de 270 jours³⁰. Les prêts non remboursés sont transférés à l'Agence du revenu du Canada pour recouvrement. Le Programme encourage fortement les emprunteurs à communiquer avec le Centre de service national de prêts aux étudiants (CSNPE), afin de discuter des mesures de gestion de la dette s'ils ont de la difficulté à effectuer leurs paiements, ou sont en retard.

Le PCPE offre des programmes à l'intention des emprunteurs qui ont de la difficulté à rembourser leur prêt. Les emprunteurs peuvent demander une révision des modalités. Ceux qui éprouvent des difficultés temporaires à effectuer leurs paiements peuvent présenter une demande d'exemption d'intérêts, tandis qu'il est possible pour ceux qui connaissent une difficulté financière prolongée de demander une réduction de la dette en cours de remboursement après avoir épuisé l'option d'exemption d'intérêts.

Cependant, il semble que les emprunteurs ne soient pas parfaitement renseignés au sujet des options d'aide au remboursement qui leur sont offertes s'ils éprouvent des problèmes à s'acquitter de leur dette. Selon l'Enquête de 2006 sur la satisfaction de la

30. Pour les prêts directs, on estime qu'il y a un défaut de remboursement lorsqu'il y a un retard de 270 jours. Pour les prêts garantis et à risque partagé, on estime qu'il y a un défaut de remboursement lorsqu'il y a un retard de trois mois ou plus.

clientèle, réalisée auprès des emprunteurs du PCPE, 60 p. 100 des débiteurs qui n'ont pas demandé une exemption d'intérêts au cours des derniers six mois ont déclaré être au courant des options d'aide au remboursement du CSNPE lorsqu'il leur était impossible d'effectuer leurs paiements à date fixe. Toutefois, 40 p. 100 des emprunteurs ne pouvaient nommer aucune de ces options³¹. Le PCPE s'applique à améliorer la communication des mesures de gestion de la dette aux emprunteurs.

6.3.1 RÉVISION DES MODALITÉS

La révision des modalités est une option qui offre à l'emprunteur de la flexibilité dans la gestion du remboursement de son prêt en tenant compte de sa situation financière. Cette option peut être utilisée comme mesure de gestion de la dette conçue pour réduire la mensualité lorsque l'emprunteur est incapable d'effectuer le remboursement de son prêt d'études canadien selon les modalités d'acquittement. Dans le cadre du programme actuel de prêts aux étudiants, environ 50 p. 100 des emprunteurs remboursent leur prêt en respectant les modalités originales, et environ 25 p. 100 ont recours à la révision des modalités, soit pour augmenter, soit pour réduire leurs mensualités, ce qui se produit dans des proportions à peu près équivalentes.

Au cours de l'année de prêt 2005-2006, 53 557 emprunteurs ont modifié les modalités de leur prêt, ce qui correspond à une augmentation de 12,6 p. 100 par rapport à l'année 2004-2005.

6.3.2 EXEMPTION D'INTÉRÊTS

L'exemption d'intérêts est une mesure de gestion de la dette offrant un allègement à court terme aux emprunteurs qui éprouvent une difficulté financière temporaire et peuvent difficilement rembourser leur prêt d'études canadien. Les emprunteurs qui bénéficient d'une exemption d'intérêts ne sont pas tenus d'effectuer de paiements du capital ou de versements d'intérêts

pour rembourser leur prêt d'études canadien pendant des périodes de six mois à la fois. L'intérêt du prêt ne s'accumule pas lorsqu'un emprunteur bénéficie de l'exemption d'intérêts, car le gouvernement du Canada paye l'intérêt au nom de l'emprunteur. Ce dernier peut demander une exemption d'intérêts pendant une période allant jusqu'à 30 mois en tout temps pendant la période de remboursement de son prêt. En outre, l'emprunteur qui utilise toute la période de 30 mois d'exemption d'intérêts pourrait être admissible à une exemption pendant une période supplémentaire allant jusqu'à 24 mois au cours des cinq premières années après avoir quitté ses études. En août 2005, les seuils de revenu servant à déterminer l'admissibilité à l'exemption d'intérêts ont augmenté de 5 p. 100, ce qui a étendu le champ d'admissibilité pour ceux qui éprouvent une difficulté financière.

En 2005-2006, 102 338 emprunteurs ont bénéficié de l'exemption d'intérêts, ce qui a coûté au total 60,5 millions de dollars au gouvernement. Le nombre de bénéficiaires de l'exemption d'intérêts a continué de diminuer, de 5 850 personnes depuis l'année de prêt 2004-2005. De même, le coût de l'exemption d'intérêts a aussi chuté, passant de 64,8 millions de dollars en 2004-2005 à 60,5 millions de dollars en 2005-2006 (annexe J).

Exemption d'intérêts selon le revenu familial mensuel

L'exemption d'intérêts est une mesure conçue pour aider les emprunteurs qui sont temporairement incapables d'effectuer les paiements sur leur prêt d'études canadien, en raison du chômage ou d'un faible revenu. Au cours de l'année de prêt 2005-2006, 102 338 emprunteurs ont bénéficié d'une exemption d'intérêts, le capital dû atteignant 16 941 \$ en moyenne. Comme le tableau suivant le montre, la majorité des emprunteurs bénéficiant de l'exemption d'intérêts ont un revenu familial mensuel très faible : trente-cinq pour cent

31. Createc + : 2006 CSLP Client Satisfaction Survey, août 2006.

(35 p. 100) des bénéficiaires de l'exemption d'intérêts sont issus de familles dont le revenu mensuel est inférieur à 500 \$. En outre, certains emprunteurs dont le revenu familial mensuel est élevé sont également admissibles à l'exemption d'intérêts en raison de leurs besoins manifestes. Il peut s'agir d'un emprunteur dont la famille compte un plus grand nombre de personnes, de sorte que le revenu par personne est moins élevé, ou d'un emprunteur qui a un capital impayé plus élevé relativement à sa dette (tableau 7).

Bénéficiaires de l'exemption d'intérêts selon le type d'établissement

Au cours de l'année de prêt 2005-2006, 44,9 p. 100 de tous les bénéficiaires de l'exemption d'intérêts avaient fréquenté l'université (45 965), soit une hausse par rapport à 41,6 p. 100 l'année précédente. Les bénéficiaires qui avaient fréquenté un collège ou un établissement d'enseignement privé représentaient respectivement 37,6 p. 100 et 17,4 p. 100. Bien que le nombre de bénéficiaires de l'exemption d'intérêts ayant fréquenté un collège ou une université soit demeuré assez constant depuis l'année de prêt 2004-2005, le nombre d'étudiants bénéficiaires inscrits dans les établissements privés a diminué de façon perceptible, de 5 200, au cours de la même période.

Bénéficiaires de l'exemption d'intérêts selon le sexe

En 2005-2006, 65 p. 100 des bénéficiaires de l'exemption d'intérêts étaient des femmes, tandis que les hommes représentaient 35 p. 100 (annexe J). Ces pourcentages correspondent étroitement à l'ensemble des emprunteurs du PCPE : 60 p. 100 des emprunteurs du PCPE étaient des femmes au cours de cette année de prêt.

Bénéficiaires de l'exemption d'intérêts selon la province ou le territoire

Toutes les provinces ou territoires participants ont connu une chute du nombre d'emprunteurs qui ont bénéficié de l'exemption d'intérêts au cours de cette année, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard qui a montré une légère hausse. L'Ontario avait le plus grand nombre d'emprunteurs qui bénéficiaient de l'exemption d'intérêts, tandis que le Yukon en comptait le moins. Cette situation correspond au nombre global d'emprunteurs qui relèvent de ces administrations (annexe J).

Tableau 7 : Exemption d'intérêts selon le revenu familial mensuel
Année de prêt : 1^{er} août au 31 juillet

Revenu familial mensuel (\$)	2004-2005		2005-2006	
	Nombre de bénéficiaires de l'exemption d'intérêts	Capital dû – moyenne (\$)	Nombre de bénéficiaires de l'exemption d'intérêts	Capital dû – moyenne (\$)
Moins de 500	30 952	13 840	35 830	16 319
de 500 à 999	24 591	13 784	24 585	16 018
de 1 000 à 1 499	21 229	14 945	17 640	16 670
de 1 500 à 1 999	14 027	16 557	10 954	17 998
de 2 000 à 2 499	4 524	17 677	3 356	18 899
de 2 500 à 2 999	6 901	17 316	5 357	18 955
de 3 000 et plus	5 964	19 283	4 616	21 461
Total	106 188	15 078	102 338	16 941

6.3.3 RÉDUCTION DE LA DETTE EN COURS DE REMBOURSEMENT

En 1998, le programme de réduction de la dette en cours de remboursement (RDR), dont une mesure d'élargissement est entrée en vigueur le 1er août 2005, a été créé afin d'aider les emprunteurs ayant épuisé les ressources en matière d'exemption d'intérêts, et qui, à cause d'une difficulté financière, éprouvent toujours une grande difficulté à rembourser leur prêt d'études canadien. La RDR réduit le capital dû d'un emprunteur (jusqu'à 50 p. 100 du capital pour un maximum de 10 000 \$), ainsi que les mensualités de remboursement jusqu'à un niveau abordable, basé sur le revenu. On peut offrir deux réductions supplémentaires à un emprunteur qui continue à éprouver une difficulté financière après la première réduction, soit 10 000 \$ pour la deuxième réduction et 6 000 \$ pour la troisième. Une période minimale de 12 mois doit s'écouler entre les réductions, c'est-à-dire avant que l'emprunteur puisse présenter une demande pour les deuxième et troisième réductions portant sur le capital du prêt.

Entre les années de prêt 2003-2004 et 2004-2005, on a remarqué une augmentation appréciable du nombre d'emprunteurs, soit 3 077 de plus, qui bénéficiaient de la RDR. Cette augmentation s'est produite en raison d'une vague d'emprunteurs ayant des prêts garantis et à risque partagé qui ont reçu une exemption d'intérêts après 1998, l'ont épuisée (5 ans) et sont devenus admissibles à la RDR. Pour l'année de prêt 2005-2006, le nombre de bénéficiaires de la RDR est demeuré assez élevé, le nombre s'établissant à 4 311 emprunteurs du PCPE et le coût total pour le gouvernement se chiffant à 26,7 millions de dollars (tableau 8).

Tableau 8 : Réduction de la dette en cours de remboursement

Année de prêt : 1^{er} août au 31 juillet

Année de prêt	Bénéficiaires d'une RDR	Valeur (en M\$)
2003-2004	1 952	9,9
2004-2005	5 029	36,1
2005-2006	4 311	26,7

6.4 RADIATION DE LA DETTE

Disposition applicable aux étudiants ayant une invalidité permanente

Le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) vient en aide aux personnes qui ont une invalidité permanente et qui éprouvent des difficultés financières pour rembourser leur prêt d'études en raison de leur invalidité. La disposition applicable aux étudiants ayant une invalidité permanente (DEIP) permet l'exonération de la dette d'études. Pour y avoir droit, une personne doit présenter des documents médicaux et financiers qui satisfont aux exigences définissant l'invalidité permanente conformément aux lois relatives au Programme.

Dans le contexte du PCPE, la définition de ce qui constitue une invalidité permanente est celle prévue par la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* et son règlement d'application. Selon la loi, une « invalidité permanente » est une

Limitation fonctionnelle causée par un état d'incapacité physique ou mentale qui réduit la capacité d'une personne d'exercer les activités quotidiennes nécessaires pour participer à des études de niveau postsecondaire ou au marché du travail et dont la durée prévue est la durée de vie probable de celle-ci.

En outre, il doit être démontré que l'emprunteur, étant donné son revenu familial, est actuellement ou sera dans l'avenir incapable de rembourser son prêt d'études sans privation excessive en raison de son invalidité permanente.

Les prêts d'études canadiens directs et à risque partagé comportaient en outre une exigence supplémentaire d'admissibilité, soit que l'invalidité permanente de l'emprunteur devait avoir commencé avant le début du remboursement du prêt, c'est-à-dire avant ou pendant le délai de grâce de six mois. On a annoncé dans le budget fédéral de 2005 un élargissement de la disposition applicable aux étudiants ayant une invalidité permanente ou décédés, en retirant la contrainte de temps pour les prêts directs. Depuis le 29 juin 2005, l'amendement de la disposition permet la radiation de la dette dans le cas des prêts directs lorsque l'emprunteur est incapable de respecter ses obligations de remboursement en raison d'une invalidité permanente ou du décès, l'invalidité permanente ou le décès pouvant survenir à n'importe quel moment.

Au cours de l'année de prêt 2005-2006, 482 emprunteurs ont bénéficié d'une radiation de la dette grâce à la disposition applicable aux étudiants ayant une invalidité permanente, ce qui a coûté au

total au gouvernement environ 5,2 millions de dollars. Il s'agit d'une réduction de 8,4 p. 100 du nombre d'emprunteurs relativement à l'année de prêt 2004-2005 (**tableau 9**).

Tableau 9 : Radiation de la dette par suite de la disposition applicable aux étudiants ayant une invalidité permanente

Année de prêt	Nombre d'emprunteurs	Valeur totale des dettes radiées (\$)	Valeur moyenne des dettes radiées (\$)
2004-2005	526	6 312,7	12 001
2005-2006	482	5 182,3	10 752

Année de prêt : du 1^{er} août au 31 juillet

PARTIE III

RÉSULTATS DU

PROGRAMME

7. ÉVALUATION DES RÉSULTATS DU PROGRAMME

7.1 RAPPORT SUR LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PROGRAMME

Outre les réalisations et les résultats du programme au cours de l'année de prêt 2005-2006, cités partout jusqu'à présent dans le Rapport annuel, le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) poursuit quatre objectifs stratégiques dans les activités quotidiennes et la planification afin de suivre de près les résultats à moyen et à long terme tels qu'indiqués dans le modèle logique. Cette démarche facilite la surveillance et l'évaluation du programme, ainsi que la communication des résultats au Parlement et à la population canadienne³².

Les 4 objectifs stratégiques du PCPE sont les suivants :

1. Maintenir l'engagement du gouvernement à l'accessibilité
2. Mieux faire connaître le programme
3. Rendre positive l'expérience d'emprunt
4. Assurer le rendement, l'intégrité et l'obligation de rendre compte

La section suivante présente des indicateurs pour chacun des objectifs stratégiques du PCPE.

Objectif stratégique 1. ENGAGEMENT À L'ACCESSIBILITÉ

Impact du prêt étudiant du gouvernement³³

Le PCPE encourage l'accès à l'éducation postsecondaire en offrant une aide financière aux étudiants qui ont démontré un besoin. Le processus

d'évaluation servant à déterminer le besoin démontré est administré par les provinces et les territoires participants à l'aide d'une méthode utilisée pour cerner le besoin financier (voir le chapitre 4 qui présente la méthode d'évaluation des besoins). De cette façon, il est difficile d'obtenir une estimation précise de la taille de la population cible visée par le programme. Grâce à des enquêtes cependant, le PCPE peut déterminer le (soi-disant) impact sur les emprunteurs et la jeunesse canadienne, de l'accès (ou du non-accès) aux prêts d'études canadiens et aux subventions.

Le PCPE réalise une enquête afin de suivre de près les jeunes de 17 à 30 ans, qu'ils soient inscrits ou non à des programmes d'études postsecondaires³⁴. Cette enquête explore les raisons pour lesquelles les jeunes qui ne sont pas inscrits à un programme d'études ne poursuivent pas des études postsecondaires, et examine également les stratégies financières, y compris l'utilisation et la valeur perçue du PCPE, des jeunes qui sont inscrits. L'enquête a démontré que 77 p. 100 de tous les détenteurs actuels d'un prêt d'études canadien ont indiqué qu'ils auraient eu des problèmes importants s'ils n'avaient pu obtenir un prêt d'études canadien pour l'année scolaire en cours. Les étudiants qui ont indiqué cela se répartissent de la façon suivante :

- Un total de 53 p. 100 des détenteurs d'un prêt étudiant du gouvernement ne se seraient pas inscrits au cours de l'année du rapport sans un prêt étudiant (comparativement à 57 p. 100 l'année précédente). Parmi ceux-ci, 39 p. 100 auraient reporté leurs études, et 14 p. 100 de plus auraient abandonné complètement leurs études s'ils n'avaient pas obtenu de prêt.
- Une autre tranche de 44 p. 100 se seraient inscrits indépendamment de l'obtention d'un prêt étudiant. Cependant, la moitié d'entre eux

32. En plus du Rapport annuel, le PCPE fait rapport au Parlement et aux Canadiens par le biais du *Rapport sur le rendement de Ressources humaines et Développement social Canada*, lequel peut être consulté au www.tbs-sct.gc.ca/dpr-rmr/0506/HRSDC-RHDC/hrsdc-rhdc_f.asp.

33. Les prêts étudiants du gouvernement renvoient aux prêts étudiants du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et territoriaux participants.

34. Createc+: Special Investment Fund – 2006 SIF Omnibus Survey, août 2006.

(48 p. 100) auraient modifié leurs plans en réduisant leur charge de cours, en changeant d'établissement d'enseignement ou en obtenant un emploi.

En outre, un total de 14 p. 100 des étudiants qui ont demandé un prêt, mais n'étaient pas admissibles, ont dû : 1) réduire leur charge de cours, 2) étudier à temps partiel plutôt qu'à temps plein ou 3) changer d'établissement d'enseignement ou de programme d'études.

Importance des prêts étudiants du gouvernement pour aider au financement des études postsecondaires

Les prêts étudiants du gouvernement représentent pour les détenteurs de prêts la plus importante source de financement des études postsecondaires. Soixante-treize pour cent (73 p. 100) des étudiants ont recours dans une large part aux prêts étudiants du gouvernement, tandis que 62 p. 100 ont déclaré qu'il s'agissait de leur principale source de financement. Cependant, les emprunteurs du programme de prêts étudiants du gouvernement ont eu recours à cette source dans une moindre mesure comparativement à l'année précédente.

Parmi les jeunes qui ont participé à l'enquête, et qui n'étaient pas inscrits à un établissement d'enseignement postsecondaire, 36 p. 100 ont donné comme raisons des contraintes financières/de coûts, c'est-à-dire insuffisance de fonds, nécessité de travailler pour épargner, inquiétude au sujet du niveau d'endettement ou de la capacité de rembourser. Il s'agit d'une augmentation de 4 p. 100 comparativement à l'année précédente. Douze pour cent (12 p. 100) de ceux qui n'étaient pas inscrits ont cité l'absence d'un prêt étudiant du gouvernement comme la principale contrainte financière, ce qui constituait le même pourcentage que l'année précédente. Cependant, plus du double (26 p. 100) ont reconnu que le principal obstacle était la crainte d'être

incapable de rembourser le prêt. En conséquence, pour certaines personnes, l'impossibilité de bénéficier d'un prêt étudiant du gouvernement, ou la crainte de s'endetter, constituaient un obstacle à l'accès à l'éducation postsecondaire.

Objectif stratégique 2. MIEUX FAIRE CONNAÎTRE LE PROGRAMME

Connaissance du Programme canadien de prêts aux étudiants

Afin que le PCPE puisse accroître l'accès aux études postsecondaires, les Canadiens doivent être au courant des programmes et des services qui leur sont offerts pour les aider à payer leurs études.

La même enquête réalisée auprès des jeunes dans l'Objectif stratégique 1, a aussi posé aux répondants diverses questions relativement à leur connaissance du PCPE. Les résultats ont indiqué que dans les provinces en régime intégré, 50 p. 100 d'entre eux connaissaient le PCPE, tandis que dans les provinces où il n'y avait pas de régime intégré, seulement 48 p. 100 le connaissaient.

Ciblétudes

Le site Web Ciblétudes (www.cibletudes.ca) est une ressource en ligne d'information et d'outils de planification interactifs, accessible à partir d'un même point, qui permet aux Canadiens d'explorer les possibilités d'apprentissage et d'études, d'élaborer des stratégies d'éducation, et de mettre au point des plans financiers afin d'atteindre leurs objectifs. Au moyen de Ciblétudes, le PCPE offre aussi aux emprunteurs actuels et futurs des outils et de l'information pour les aider à présenter une demande de prêt, ainsi qu'à conserver et à rembourser leur prêt. Il s'agit d'un moyen intégral pour le PCPE de mieux informer la clientèle au sujet du programme et des avantages d'une éducation postsecondaire en général, ainsi que de

l'excellence des services de soutien. Selon les résultats obtenus :

- Un total de 43 p. 100 de tous les emprunteurs ont cherché de l'information sur l'aide financière aux étudiants au cours des 12 derniers mois.
- Parmi les emprunteurs ayant cherché de l'information sur l'aide financière aux étudiants, 82 p. 100 ont utilisé une source offerte sur le Web, dont 29 p. 100 qui ont utilisé les sites Web de Ciblétudes et du Centre de service national de prêts aux étudiants, et 28 p. 100 qui ont eu recours à un site Web provincial.

Connaissance des options de remboursement

Selon l'Enquête 2006 du PCPE sur la satisfaction de la clientèle³⁵, les trois quarts (74 p. 100) des emprunteurs en cours de remboursement ont bien compris les options de remboursement au moment d'entrer dans la période d'acquittement. Cependant, il existait une grande différence relativement à la compréhension de certains détails au sujet de leur prêt. Par exemple, la plupart des étudiants (86 p. 100) connaissaient bien le montant total de leur prêt, mais seulement 66 p. 100 étaient au courant du taux d'intérêt actuel.

Objectif stratégique 3. UNE EXPÉRIENCE POSITIVE D'EMPRUNT

Dans le but d'offrir un excellent service, le PCPE réalise annuellement une enquête sur les emprunteurs qui bénéficient de prêts d'études canadiens afin d'évaluer leur expérience et leur satisfaction relativement aux services qu'ils reçoivent au cours de l'année.

En 2005-2006, 75 p. 100 des emprunteurs ont indiqué être satisfaits du PCPE en général, soit une augmentation de 6 p. 100 par rapport à l'année précédente. Seulement 4 p. 100 des emprunteurs ont exprimé de l'insatisfaction. En outre, un plus grand nombre d'emprunteurs croyaient que le service s'était amélioré (11 p. 100), plutôt que détérioré (6 p. 100) par rapport à l'année précédente.

Quant au Centre de service national de prêts aux étudiants (CSNPE) en particulier, les emprunteurs, à différentes étapes du cycle de leur prêt, ont indiqué des taux semblables de satisfaction, soit 77 p. 100 des clients aux études, et 75 p. 100 des clients en cours de remboursement. Cependant les emprunteurs inscrits aux établissements publics ont indiqué un taux moyen plus élevé comparativement à ceux inscrits aux établissements privés.

Un solide indicateur du taux de satisfaction est le fait, pour un emprunteur, d'avoir reçu son prêt en temps opportun et, par conséquent, d'avoir pu payer ses frais de scolarité sans pénalité. Ceux qui ont reçu leur prêt à temps pour payer leurs frais de scolarité étaient beaucoup plus susceptibles d'être satisfaits relativement au temps nécessaire pour recevoir le prêt (63 p. 100), que ceux qui n'ont pas reçu leur prêt à temps (43 p. 100).

Parmi les résultats concernant le service offert par le CSNPE, notons les suivants :

- Quatre-vingt-quinze pour cent (95 p. 100) des emprunteurs étaient satisfaits relativement au service dans la langue officielle de leur choix.
- Soixante-quatorze pour cent (74 p. 100) des emprunteurs étaient satisfaits de l'aide reçue du CSNPE en réponse à leur demande d'information lors du contact initial.
- Soixante-treize pour cent (73 p. 100) des emprunteurs étaient satisfaits des réponses, jugées complètes, données à leurs questions.

35. Createc+: 2006 CSLP Client Satisfaction Survey, août 2006.

Il est également important de remarquer qu'un nombre inférieur d'emprunteurs ont connu des problèmes au cours de la présente année de prêt comparativement à l'année précédente. En outre, parmi les emprunteurs qui ont eu des problèmes, un plus grand nombre étaient satisfaits des solutions obtenues.

Objectif stratégique 4. INTÉGRITÉ DU PROGRAMME CANADIEN DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

Les prêts d'études canadiens sont financés par les contribuables canadiens, et le PCPE s'assure vigoureusement que l'intégrité du programme est protégée. Pour ce faire, le PCPE prend des mesures pour réduire le taux de défaut de remboursement, gère le portefeuille de prêts, et réalise des audits et des vérifications afin d'assurer l'exécution appropriée du programme et l'intégrité des états financiers.

Principales réalisations et activités en matière d'intégrité pour l'année de prêt 2005-2006 :

- Le PCPE s'est associé au Bureau d'immatriculation aux assurances sociales pour authentifier des renseignements personnels liés à un numéro d'assurance sociale (NAS). Cette démarche permet de prévenir l'utilisation frauduleuse du NAS des emprunteurs pour obtenir le financement d'études postsecondaires.
- Le PCPE a effectué de nombreux audits des comptes et de nombreuses vérifications en collaboration avec l'Ontario, la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador et le Nouveau-Brunswick, ainsi que des vérifications d'attestation annuelles (pour déterminer l'exactitude des états financiers) du régime de prêts directs et des programmes de prêts étudiants intégrés.

- Trois examens de conformité, réalisés conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux, sur des établissements scolaires agréés sélectionnés au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, ont permis de vérifier que ces établissements respectaient la politique et les lois établies pour les programmes d'aide financière aux étudiants.
- Un atelier annuel organisé à Edmonton (Alberta) a réuni des représentants fédéraux, provinciaux et territoriaux, ainsi que des participants non gouvernementaux, afin d'examiner des problèmes de vérification et d'intégrité relatifs aux programmes de prêts étudiants, et de trouver des solutions.
- Le PCPE a terminé environ 50 enquêtes portant sur des allégations de pratiques abusives de l'ordre de 0,5 million de dollars.
- La mise en application permanente du Cadre des politiques d'agrément lancé en 2004 a permis d'instaurer une rigueur accrue en matière d'agrément des établissements d'éducation postsecondaire.
- Le PCPE a travaillé étroitement avec la Gendarmerie royale du Canada afin de s'assurer que l'on donnait suite à tout soupçon d'activité frauduleuse.

Rendement du portefeuille

La capacité du PCPE de réduire le nombre d'étudiants qui ne peuvent respecter leurs engagements constitue un moyen d'améliorer le rendement, l'intégrité et l'obligation de rendre compte du programme. On considère qu'un emprunteur est en défaut de remboursement de son prêt étudiant lorsque le compte est en souffrance depuis plus de 270 jours (ce qui correspond à une absence de paiements pendant neuf mois environ). Bien que le défaut de remboursement puisse survenir en tout temps au cours de la période d'acquiescement (généralement dix ans), la plupart des défauts de paiement (plus de 75 p. 100) se produisent dans les trois ans après le début de la phase de remboursement. Le PCPE utilise le taux de défauts de remboursement d'une

Table 10 : Taux de défauts de remboursement de prêt d'une cohorte dans une période de trois ans (p. 100)
Année de prêt : 1^{er} août au 31 juillet

Province/Territoire	2002-2003	2003-2004	2004-2005 P	2005-2006 Pr
CANADA	28,7	28,0	18,0	15,2
T.-N.-L.	22,4	29,5	20,4	16,3
I.-P.-É.	28,3	23,3	16,1	17,6
N.-É.	35,2	33,5	22,8	18,2
N.-B.	25,4	31,5	26,9	26,6
Ont.	27,6	25,6	15,2	11,2
Man.	30,5	31,4	20,2	11,1
Sask.	32,5	28,0	19,9	17,1
Alb.	25,6	25,4	15,9	18,9
C.-B.	32,6	31,4	20,6	17,4
Type d'établissement	2002-2003	2003-2004	2004-2005 P	2005-2006 Pr
Université	18,4	20,5	12,0	7,0
Collège	29,2	31,6	19,5	10,6
Privé	46,9	40,7	33,7	28,9

P : Préliminaire **Pr** : Prévu

Remarques: 1. On estime qu'il y a défaut de remboursement lorsqu'il y a un retard de plus de 270 jours dans le cas du régime de prêts directs.
 2. De tous les prêts qui entrent en phase de remboursement dans une année particulière, le taux de défaut sur trois ans est défini comme étant le rapport entre le montant cumulatif de tous les prêts en souffrance pendant cette année-là et les deux années de prêt subséquentes.
 3. En août 2003, le plan de prélèvement automatique des paiements a été arrêté temporairement pour des raisons juridiques. Cette situation a entraîné un taux de défaut plus élevé que la normale pour les emprunteurs dont le prêt a été consolidé durant l'année 2003-2004, comme l'a noté le Rapport actuariel au 31 juillet 2004.

cohorte dans une période de trois ans³⁶ comme principal indicateur de rendement du portefeuille (voir la zone de texte **Réduction du taux de défaut de remboursement : travailler avec une stratégie détaillée et holistique**, à la p. 45).

- Le taux de défaut de remboursement d'une cohorte dans une période de trois ans a chuté, passant de 28 p. 100 pour la cohorte de remboursement de 2003-2004, à 18 p. 100 pour la cohorte de 2004-2005. Une réduction

supplémentaire de 3 p. 100 est prévue dans le cas de la cohorte d'emprunteurs qui sont entrés en phase de remboursement en 2005-2006 (tableau 10).

36. Le taux de défaut sur trois ans est défini comme étant le rapport entre le montant cumulatif de tous les prêts en souffrance pendant la période englobant l'année de consolidation et les deux années de prêt suivantes et le montant total de tous les prêts consolidés au cours de l'année.

RÉDUCTION DU TAUX DE DÉFAUT DE REMBOURSEMENT : TRAVAILLER AVEC UNE STRATÉGIE DÉTAILLÉE ET HOLISTIQUE

L'un des principaux indicateurs du rendement du portefeuille est le taux de défaut de remboursement sur une période donnée. Chaque fois qu'un emprunteur ne rembourse pas son prêt étudiant, le gouvernement subit une perte financière. Plus de la moitié des prêts non remboursés sont éventuellement récupérés par une mesure de « recouvrement ». Cependant la perte demeure appréciable. Par exemple, près de 300 millions de dollars sont entrés dans les comptes du gouvernement à titre de perte possible future par défaut de remboursement à la suite de prêts accordés au cours de l'année 2005-2006 (voir le **tableau 11**). Le gouvernement du Canada est également préoccupé des effets négatifs des mesures de recouvrement (y compris la mauvaise cote de crédit) sur l'avenir financier des étudiants emprunteurs.

En conséquence, diminuer le nombre d'emprunteurs qui ne remboursent pas leur prêt est devenu l'un des objectifs clés du PCPE qui a mis en place une stratégie de gestion détaillée et holistique du portefeuille afin de réduire le taux de défaut de remboursement. Les résultats de cette stratégie sont clairement démontrés au **tableau 10**, qui indique sur une période de trois ans une baisse du taux de défaut de remboursement de la cohorte, qui passe de 28 p. 100 dans le cas de la cohorte 2003-2004 en cours de remboursement, à 18 p. 100 pour la cohorte de 2004-2005. Une réduction supplémentaire de trois pour cent est prévue dans le cas de la cohorte qui commence sa phase de remboursement au cours de 2005-2006.

La stratégie conçue pour réduire les défauts de remboursement vise à améliorer la communication et à bâtir une relation avec les emprunteurs qui ne connaissent pas l'existence des programmes d'aide qui leur sont offerts, comme l'exemption d'intérêts et la réduction de la dette en cours de remboursement (voir le **chapitre 7**). Par exemple, le PCPE, conjointement avec des partenaires provinciaux et territoriaux, a établi un Cadre des politiques d'agrément, qui permet aux programmes fédéraux et provinciaux de prêts étudiants de surveiller les taux de remboursement pour des établissements scolaires individuels, puis de travailler avec ces établissements afin de s'assurer que les emprunteurs sont bien informés de leurs droits et de leurs obligations. Un autre segment de la stratégie est axé sur la participation directe des établissements scolaires à des projets et des initiatives permettant de mettre à l'essai différentes démarches afin de voir ce qui fonctionne le mieux pour orienter les emprunteurs au sujet des prêts étudiants. Une troisième partie intégrante de la stratégie consiste à travailler avec nos fournisseurs de services, qui administrent le programme de prêts, afin d'améliorer la communication avec les emprunteurs.

Une initiative qui a déjà eu un impact considérable est la Campagne d'orientation pré-consolidation, décrite dans le Rapport annuel de 2004-2005. Cette initiative a été créée pour donner suite à des résultats de recherche montrant qu'une vaste proportion d'emprunteurs qui sont en défaut de remboursement de leur prêt étudiant le sont au début de la période d'acquittement après avoir manqué leur tout premier paiement. Par exemple, en 2002-2003 et en 2003-2004, ce groupe d'emprunteurs, soit les retardataires pour le premier paiement, ont contribué à eux seuls à 14 et à 19 p. 100 respectivement du taux de défaut de remboursement (voir le tableau). Le PCPE a mis au point un modèle économétrique afin d'identifier de façon préventive les emprunteurs qui pourraient manquer leur premier paiement lorsqu'ils entrent dans la phase de remboursement. Nos fournisseurs de services ont communiqué avec ces emprunteurs et leur ont fourni l'information pertinente sur les obligations et les options de remboursement, ainsi que sur d'autres programmes d'aide. Grâce à cette

initiative, le taux de retard du premier paiement continue de s'améliorer. En termes de taux de défaut de remboursement, ce groupe d'emprunteurs n'a contribué que dans la mesure de 10 p. 100 à la cohorte de 2004-2005, et l'on prévoit que cette contribution sera réduite à 6 p. 100 dans le cas de la cohorte d'emprunteurs de 2005-2006. En trois ans, le nombre de défauts de remboursement en raison du retard du premier paiement a diminué, passant de 14 à 6 p. 100.

La Campagne d'orientation pré-consolidation constitue un exemple de partenariat pour collaborer à la mise en application d'approches innovatrices pour réduire le taux de défaut de remboursement.

	Groupe d'emprunteurs			
	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06(F)
Défaut de remboursement sur 3 ans	29 p. 100	28 p. 100	18 p. 100	15 p. 100
Causé par le retard du premier paiement	14 p. 100	19 p. 100	10 p. 100	6 p. 100

PARTIE IV
**DÉTAILS
FINANCIERS**

8. DONNÉES FINANCIÈRES

Toutes les données dans cette section représentent l'exercice allant du 1er avril 2005 au 31 mars 2006.

8.1 RAPPORT CONSOLIDÉ SUR LE PROGRAMME CANADIEN DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS³⁷

En août 2000, le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) est passé du secteur des modalités de financement à risque partagé, qui était en place dans les institutions financières entre 1995 et juillet 2000, à celui d'un plan de financement de prêts directs aux étudiants. Selon ce nouvel arrangement, le gouvernement du Canada offre le financement nécessaire aux étudiants, et deux fournisseurs de services détiennent des contrats pour administrer les prêts.

Entité comptable

Le PCPE est la seule entité décrite dans le présent rapport, qui n'inclut pas les activités ministérielles associées à l'exécution du PCPE. Les données relatives aux dépenses sont surtout de nature législative, établies conformément à la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* (LFPE) et à la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* (LFAFE).

Méthode de comptabilité

Les données financières sont préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus, et figurant dans le *Manuel de comptabilité et de vérification pour le secteur public*, publié par l'Institut canadien des comptables agréés.

Conventions comptables particulières

Revenus

Deux sources de revenus font l'objet d'un rapport : le produit de l'intérêt sur les prêts directs, et la

récupération relative aux prêts garantis et aux reprises. Les pratiques comptables du gouvernement exigent que la récupération relativement aux deux sources soit portée au crédit du Trésor du gouvernement. Les récupérations n'apparaissent pas avec les dépenses dans les comptes du PCPE, mais figurent séparément dans les états financiers de Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC) et du gouvernement.

A. Produit de l'intérêt sur les prêts directs

— On demande aux emprunteurs de payer un intérêt simple sur leur prêt étudiant lorsqu'ils quittent les études à temps plein. À ce moment-là, les étudiants ont l'option de choisir un taux d'intérêt variable (taux préférentiel + 2,5 p. 100), ou un taux fixe (taux préférentiel + 5 p. 100). Les valeurs représentent les intérêts courus sur le solde impayé des prêts directs du gouvernement. Les emprunteurs continuent de payer les intérêts courus sur les prêts garantis et à risque partagé directement au prêteur privé qui détient ces prêts. À partir du 1^{er} août 2005, la limite hebdomadaire de prêt est passée de 165 \$ à 210 \$ par semaine d'étude. À mesure que des fonds plus importants sont offerts aux étudiants, le total des versements de prêt ira en s'accroissant et, en conséquence, le produit de l'intérêt généré augmentera probablement.

B. Récupérations relatives aux prêts garantis

— Le gouvernement rembourse les prêteurs privés dans le cas de tout prêt accordé avant le 1^{er} août 1995 qui fait l'objet d'un défaut de remboursement (c'est-à-dire que les prêteurs demandent le paiement de tout montant du principal ou

37. Ressources humaines et Développement social Canada, *Rapport sur le rendement 2005-2006*. Ce document peut être consulté à l'adresse suivante : www.tbs-sct.gc.ca/dpr-rmr/0506/HRSDC-RHDSC/hrsc-rhdsc_f.asp.

des intérêts, qui n'a pas été remboursé complètement). Les valeurs représentent la récupération du principal et des intérêts en cas de défaut de remboursement de ces prêts.

- C. **Récupération relative aux reprises** — Selon les ententes à risque partagé, le gouvernement rachètera des institutions financières participantes tout prêt accordé entre le 1^{er} août 1995 et le 31 juillet 2000 qui fait l'objet d'un défaut de remboursement pendant au moins 12 mois après la période de l'étude, qui ne totalise pas plus de 3 p. 100 du solde moyen mensuel du prêteur quant aux prêts étudiants impayés en cours de remboursement. Le montant payé est fixé à 5 p. 100 de la valeur des prêts en question. Les valeurs représentent la récupération du principal et des intérêts de ces prêts.

Subventions canadiennes pour études et Subventions canadiennes pour l'accès aux études

Les subventions canadiennes pour études et les subventions canadiennes pour l'accès aux études améliorent l'accès à l'éducation postsecondaire en offrant une aide financière non remboursable aux étudiants de niveau postsecondaire. Quatre types de subventions canadiennes pour études sont disponibles pour aider 1) les étudiants ayant une invalidité permanente à payer les dépenses nécessaires aux études, qui sont liées à une incapacité (jusqu'à 8 000 \$ par année); 2) les étudiants qui ont des personnes à charge (jusqu'à 3 120 \$ pour les étudiants à temps plein, et jusqu'à 1 920 \$ pour les étudiants à temps partiel, par année); 3) les étudiants à temps partiel qui ont des besoins manifestes (jusqu'à 1 200 \$ par année); et 4) les femmes dans certains champs d'études au niveau du doctorat (jusqu'à 3 000 \$ par année pendant une période maximale de trois ans). Deux subventions canadiennes pour l'accès aux études sont offertes depuis le 1^{er} août 2005 pour aider : 1) les étudiants issus d'une famille à faible revenu, qui commencent

leur première année d'études postsecondaires (50 p. 100 des frais de scolarité, jusqu'à 3 000 \$); et 2) les étudiants ayant une invalidité permanente afin de contribuer aux dépenses liées aux études et au logement (jusqu'à 2 000 \$ par année)³⁸.

Coûts de recouvrement

Ces montants représentent le coût associé à l'utilisation d'agences privées de recouvrement pour récupérer les prêts d'études canadiens qui font l'objet d'un défaut de remboursement. Les prêts recouvrés comprennent les prêts garantis et à risque partagé, qui font l'objet d'un défaut de remboursement, ou que le gouvernement a racheté à un prêteur privé; ainsi que des prêts directs accordés après le 31 juillet 2000, et qui sont retournés à RHDSC par un tiers, soit le fournisseur de services, à titre de prêt faisant l'objet d'un défaut de remboursement. À partir du 1^{er} août 2005, les Services de recouvrement non fiscaux de l'Agence du revenu du Canada se sont engagés à administrer les activités de recouvrement relativement aux prêts à risque partagé, garantis et directs.

Coûts relatifs au fournisseur de service

Le PCPE a recours à des tiers, soit des fournisseurs de services, pour administrer la constitution d'un dossier de prêt, la gestion des prêts pendant les études, les activités relatives au remboursement à la fin des études, et la gestion de la dette. Ce crédit représente le coût associé à ces services prévus dans l'entente.

Prime de risque

La prime de risque représente la part de rémunération offerte aux établissements de crédit participant au programme de prêts à risque partagé du 1^{er} août 1995 au 31 juillet 2000. La prime de risque représente 5 p. 100 de la valeur des prêts qui sont consolidés, calculée et payée au moment où les étudiants quittent leurs études et entrent dans la phase de remboursement. En retour, les prêteurs assument le risque associé au non-remboursement de ces prêts.

38. La nouvelle subvention canadienne d'accès pour étudiants ayant une invalidité permanente remplace la subvention canadienne pour études à l'intention des étudiants dans le besoin ayant une invalidité permanente.

Reprise

Sous réserve des dispositions des contrats avec les établissements de crédit, le gouvernement achètera d'un prêteur les prêts étudiants qui font l'objet d'un défaut de remboursement pendant une période d'au moins 12 mois et qui, globalement ne dépassent pas 3 p. 100 du solde moyen mensuel du prêteur quant aux prêts étudiants impayés en cours de remboursement. Le montant payé est fixé à 5 p. 100 de la valeur des prêts en question. Les données comprennent aussi tout remboursement effectué aux institutions financières participantes quant aux récupérations.

Frais d'administration payés aux provinces et aux territoires

Conformément à la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* (LFAFE), le gouvernement s'est entendu avec neuf provinces et un territoire afin de faciliter l'administration du PCPE. Ils administrent l'application ainsi que les activités d'évaluation des besoins relativement à l'aide financière fédérale aux étudiants, et en retour, le gouvernement fédéral lui verse des frais d'administration. À partir du 1^{er} août 2005, les frais d'administration payés aux provinces ont été augmentés afin de mieux indemniser leur contribution à l'administration du PCPE.

Coût de l'intérêt échû au titre de l'emprunt pendant les études

Les capitaux nécessaires pour accorder les prêts directs sont obtenus par le truchement des activités générales de financement du ministère des Finances. Le coût d'emprunt de ces capitaux est inscrit dans les activités globales de financement du ministère des Finances. Ces données représentent le coût attribué au PCPE pour soutenir les prêts directs pendant que les étudiants sont aux études. Les limites de prêts hebdomadaires ont augmenté à partir du 1^{er} août 2005. À mesure que des fonds plus importants sont offerts aux étudiants, le total des versements de prêt ira en s'accroissant et, en conséquence, le coût de l'intérêt échû au titre de l'emprunt pendant les études s'élèvera aussi.

Coût de l'intérêt échû au titre de l'emprunt pendant la période de remboursement

Les capitaux nécessaires pour accorder les prêts directs sont obtenus par le truchement des activités générales de financement du ministère des Finances. Le coût d'emprunt de ces capitaux est inscrit dans les activités globales de financement du ministère des Finances. Ces données représentent le coût attribué au PCPE pour soutenir les prêts directs pendant que les étudiants sont en cours de remboursement de leur prêt d'études canadien.

Bonification d'intérêts pendant les études

Une caractéristique majeure de l'aide fédérale aux étudiants réside dans le fait que les étudiants emprunteurs n'ont pas à payer l'intérêt sur leur prêt aussi longtemps qu'ils poursuivent leurs études à temps plein et, dans le cas de prêts accordés avant le 1^{er} août 1993, pendant six mois après la fin des études. Conformément aux programmes de prêts garantis et à risque partagé, le gouvernement paye l'intérêt à l'établissement de crédit au nom de l'étudiant.

Exemption d'intérêts

On peut obtenir de l'aide pour couvrir l'intérêt du prêt et suspendre les paiements du principal des prêts en cours de remboursement, pour une période allant jusqu'à 54 mois, dans le cas d'emprunteurs qui éprouvent des difficultés temporaires à rembourser leur prêt. Le remplacement des prêts garantis et à risque partagé par des prêts directs n'a pas modifié l'exemption d'intérêts pour les prêts en difficulté du point de vue de l'emprunteur. Cependant, on a changé la méthode d'inscription des coûts associés. Dans le cas des prêts accordés avant le 1^{er} août 2000, le PCPE indemnise les établissements de crédit pour la perte d'intérêts équivalente au montant d'intérêts courus dans le cas de prêts bénéficiant de l'exemption d'intérêts. Dans le cas de prêts accordés après le 1^{er} août 2000, un coût d'exemption d'intérêts est inscrit pour compenser les intérêts courus de prêts directs. À partir du 1^{er} août 2005, on a haussé les seuils de

revenu servant à déterminer l'admissibilité à l'exemption d'intérêts afin qu'un plus grand nombre d'emprunteurs puissent bénéficier de cette option.

Réduction de la dette en cours de remboursement

L'option de réduction de la dette en cours de remboursement (RDR) aide les emprunteurs qui éprouvent des difficultés à long terme à rembourser leur prêt. La RDR est un programme fédéral d'aide au remboursement par lequel le gouvernement du Canada réduit le principal impayé d'un prêt d'études canadien d'un emprunteur admissible jusqu'à un niveau abordable après épuisement de l'option d'exemption d'intérêts, et seulement cinq années après que l'emprunteur a quitté ses études. À partir du 1^{er} août 2005, le montant maximal d'aide sous forme de RDR a été fixé à 26 000 \$, qui est offert aux emprunteurs admissibles sous la forme d'une réduction initiale allant jusqu'à 10 000 \$, d'une deuxième réduction allant jusqu'à 10 000 \$, et d'une réduction finale allant jusqu'à 6 000 \$. Dans le cas de prêts accordés avant le 1^{er} août 2000, le PCPE paye à l'établissement de crédit le montant du principal de la dette de l'étudiant correspondant à la réduction accordée par le gouvernement du Canada dans le cadre de la RDR. Dans le cas de prêts accordés après le 1^{er} août 2000, le gouvernement du Canada radie une portion du principal du prêt.

Paielements des demandes de remboursement et radiation de la dette

Depuis le début du programme en 1964, et jusqu'au 31 juillet 1995, le gouvernement garantissait complètement tous les prêts accordés aux étudiants par des prêteurs privés. Le gouvernement rembourse les prêteurs privés dans le cas de n'importe lequel de ces prêts qui font l'objet d'un défaut de paiement (c'est-à-dire que dans certaines conditions, les prêteurs peuvent réclamer tout montant de principal ou d'intérêts, qui n'a pas été complètement remboursé, après quoi, les Services de recouvrement de l'Agence du revenu du Canada (ARC) tenteront de récupérer ces montants)³⁹.

Les arrangements à risque partagé permettaient aussi aux prêts accordés à partir du 1^{er} août 1995 jusqu'au 31 juillet 2000 d'être garantis dans certaines conditions particulières. Ces arrangements couvrent les coûts associés aux garanties de prêts.

Conformément à la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*, et à la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*, le gouvernement assume le plein montant du principal impayé plus les intérêts courus en cas de décès de l'emprunteur, ou si ce dernier est atteint d'une invalidité permanente et incapable de rembourser le prêt sans privation excessive.

Coût associé à une créance irrécouvrable

Dans le cadre des prêts directs, le gouvernement est le propriétaire des prêts accordés aux étudiants, et doit les inscrire comme actifs. En conséquence, les principes comptables généralement reconnus exigent l'établissement d'une provision pour les pertes futures associées à ces prêts. La provision doit être établie pendant l'année au cours de laquelle les prêts sont accordés, même si les pertes peuvent survenir plusieurs années plus tard. Les données représentent le coût annuel relativement aux provisions pour les créances irrécouvrables et pour la réduction de la dette en cours de remboursement pour les prêts directs.

Paielements compensatoires aux provinces et aux territoires non participants

Les provinces et les territoires peuvent choisir de ne pas participer au PCPE. Ces provinces et ces territoires reçoivent des paiements compensatoires pour alléger le coût de l'exécution d'un programme semblable d'aide financière aux étudiants.

39. Dans le cadre d'une annonce effectuée le 1^{er} août 2005, les activités de perception ont été transférées de Développement social Canada à l'Agence du revenu du Canada.

Tableau 11 : Ventilation consolidée du programme canadien de prêts aux étudiants – programmes combinés

(en millions de dollars)	Dépenses réelles		2005-2006	
	2003-2004	2004-2005	Prévision	Dépenses réelles
Revenus				
Intérêts gagnés sur les prêts directs	174,3	226,6	286,6	315,7
Sommes récupérées sur les prêts garantis	91,3	76,2	63,7	66,8
Sommes récupérées sur les reprises de prêts	9,6	11,0	13,6	13,1
Total des revenus	275,2	313,8	363,9	395,6
Dépenses				
<i> Paiements de transfert</i>				
Subventions canadiennes pour études et pour l'accès aux études	66,8	64,5	128,0	129,7
<i> Administration des prêts</i>				
Frais de recouvrement ^a	13,4	14,8	19,4	13,6
Coûts des fournisseurs de services	41,0	46,0	66,3	50,2
Prime de risque	11,7	5,5	7,5	2,7
Reprise de prêts	4,3	4,2	4,9	4,3
Frais d'administration des provinces et territoires	8,6	9,4	15,7	13,9
Total des frais d'administration des prêts	79,2	79,9	113,8	84,7
<i> Coût de l'aide gouvernementale</i>				
<i> Avantages consentis aux étudiants</i>				
Frais d'intérêts liés aux emprunts (classe A) ^a	148,6	163,8	173,4	159,3
Frais liés aux emprunts pendant le remboursement (classe B) ^a	68,1	96,6	164,3	111,4
Bonification d'intérêts pendant les études	27,4	16,1	13,8	12,1
Exemption d'intérêts ^a	73,8	63,2	66,8	67,2
Réduction de la dette en cours de remboursement	10,7	27,1	20,7	31,4
Réclamations payées et prêts pardonnés	34,8	27,7	17,9	24,8
<i> Créances irrécouvrables ^c</i>				
Réduction de la dette en cours de remboursement	11,5	11,5	12,2	13,3
Créances irrécouvrables	193,3	456,2	219,7	297,2
Total du coût de l'aide gouvernementale	568,2	862,2	688,8	716,7
Total des dépenses	714,2	1006,6	930,6	931,1
Résultats d'exploitation nets	439,0	692,8	566,7	535,5
<i> Paiements compensatoires aux provinces non participantes ^d</i>	<i>244,8</i>	<i>175,8</i>	<i>146,6</i>	<i>158,2</i>
Résultats d'exploitation finaux	683,8	868,6	713,3	693,7

a. Ces coûts sont associés aux prêts d'études canadiens directs, mais sont assumés par Développement social Canada (DSC).

b. Ces coûts sont associés aux prêts d'études canadiens directs, mais sont assumés par le ministère des Finances.

c. Cela représente les dépenses annuelles relatives aux provisions pour les créances irrécouvrables et la réduction de la dette en cours de remboursement comme l'exige la comptabilité d'exercice. Les dépenses relatives aux créances irrécouvrables de 2004-2005 incluent un rajustement de 257,1 millions de dollars suivant la révision du taux relatif aux créances irrécouvrables publié par le Bureau de l'actuaire en chef dans le *Rapport actuariel sur le Programme canadien de prêts aux étudiants au 31 juillet 2004*. Ce rajustement est rétroactif au début du régime de financement direct (2000).

d. Depuis 2003-2004, ces données représentent les dépenses annuelles comptabilisées en vertu de la méthode de comptabilité d'exercice plutôt que le montant réel versé aux provinces non participantes. En 2005-2006, le montant total des versements compensatoires a été de 161,3 millions de dollars.

9. ANNEXES

ANNEXE A

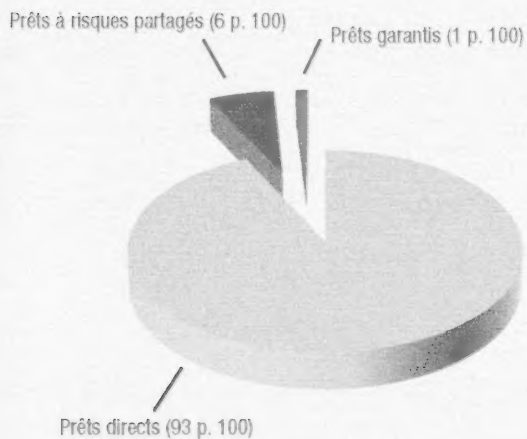
PORTEFEUILLE DES PRÊTS D'ÉTUDES CANADIENS

Du 31 mars 2003 au 31 mars 2006 (en M\$)

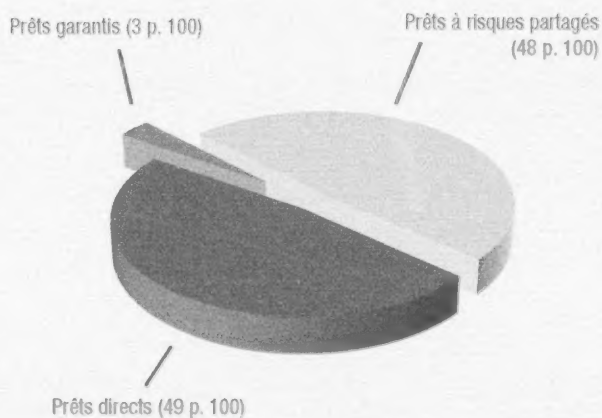
Au 31 mars	Prêts garantis		Prêts à risques partagés		Prêts directs		Total des prêts (Garantis, à risques partagés et directs)		
	Prêts d'emprunteurs aux études	Prêts en cours de remboursement	Prêts d'emprunteurs aux études	Prêts en cours de remboursement	Prêts d'emprunteurs aux études	Prêts en cours de remboursement	Prêts d'emprunteurs aux études	Prêts en cours de remboursement	Prêts aux études et en remboursement
2003	83,8	514,0	887,2	4 574,6	2 875,1	1 247,3	3 846,1	6 335,9	10 182,0
2004	58,2	386,0	594,6	4 162,4	3 339,1	2 079,2	3 981,9	6 627,6	10 609,5
2005	38,8	287,0	392,9	3 656,8	3 645,0	2 602,7	4 076,7	6 546,5	10 623,2
2006	26,1	214,4	263,1	3 165,9	4 154,4	3 225,3	4 443,6	6 605,6	11 049,2

Source: Bureau du contrôleur, Services financiers et administratifs
Exercice : du 1^{er} avril au 31 mars

Prêts - aux études au 31 mars 2006



Prêts - en remboursement au 31 mars 2006



ANNEXE B

EMPRUNTEURS SELON L'ÉTAT CIVIL

État civil des emprunteurs aux études à temps plein

État civil	2004-2005			2005-2006		
	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)
Célibataire	285 065	1 342,3	4 709	295 916	1 612,4	5 449
Marié	31 263	169,0	5 405	28 516	187,9	6 590
Autre	20 928	117,5	5 615	19 206	134,7	7 013
Total	337 256	1 628,8	4 829	343 638	1 935,0	5 631

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

État civil des emprunteurs aux études à temps partiel

État civil	2004-2005			2005-2006		
	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)
Célibataire	1 810	3,2	1 783	1 489	2,6	1 769
Marié	462	0,9	1 905	358	0,7	1 921
Autre	300	0,5	1 727	280	0,5	1 768
Total	2 572	4,6	1 798	2 127	3,8	1 795

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

ANNEXE C

EMPRUNTEURS SELON L'ÂGE

Emprunteurs aux études à temps plein selon l'âge

Âge	2004-2005			2005-2006		
	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)
Moins de 21	158 171	691,5	4 372	164 524	808,7	4 915
de 22 à 25 ans	100 423	507,8	5 056	102 284	616,5	6 027
de 26 à 29 ans	35 193	180,9	5 307	35 290	230,0	6 505
30 ans et plus	43 469	239,6	5 511	41 580	279,8	6 730
Total	337 256	1 628,8	4 829	343 638	1 935,0	5 631

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

Emprunteurs aux études à temps partiel selon l'âge

Âge	2004-2005			2005-2006		
	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)
Moins de 21	711	1,3	1 760	334	0,6	1 683
de 22 à 25 ans	642	1,1	1 779	652	1,2	1 793
de 26 à 29 ans	368	0,7	1 901	351	0,6	1 714
30 ans et plus	851	1,5	1 800	790	1,5	1 878
Total	2 572	4,6	1 798	2 127	3,8	1 795

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

ANNEXE D

EMPRUNTEURS SELON LE SEXE

Emprunteurs aux études à temps plein selon le sexe

Sexe	2004-2005			2005-2006		
	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)
Femme	202 364	987,9	4 882	206 412	1180,7	5 720
Homme	134 892	640,9	4 751	137 226	754,3	5 497
Total	337 256	1628,8	4 829	343 638	1935,0	5 631

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

Emprunteurs aux études à temps partiel selon le sexe

Sexe	2004-2005			2005-2006		
	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)
Femme	1 732	3,1	1 808	1 462	2,6	1 805
Homme	840	1,5	1 780	663	1,2	1 771
Total	2 572	4,6	1 798	2 127	3,8	1 795

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

ANNEXE E

EMPRUNTEURS SELON LE NIVEAU D'ÉTUDES

Emprunteurs aux études à temps plein selon le niveau d'études

Niveau d'études	2004-2005			2005-2006		
	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)
Doctorat	2 622	16,9	6 439	2 699	21,0	7 760
Maîtrise	11 902	70,8	5 948	11 953	86,1	7 209
Premier cycle	189 949	908,1	4 781	197 417	196,4	5 550
Ne menant pas à un diplôme	132 783	633,0	4 767	131 569	731,7	5 565
Total	337 256	1 628,8	4 829	343 638	1 935,0	5 631

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

Emprunteurs aux études à temps partiel selon le niveau d'études

Niveau d'études	2004-2005			2005-2006		
	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)
Doctorat	*	0,0	1 743	*	0,0	1 793
Maîtrise	75	0,2	2 375	57	0,1	2 296
Premier cycle	1 114	1,9	1 667	919	1,6	1 693
Ne menant pas à un diplôme	1 379	2,6	1 874	1 149	2,1	1 851
Total	2 572	4,6	1 798	2 127	3,8	1 795

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

*Remarque : le nombre d'emprunteurs inférieur à dix a été supprimé.

ANNEXE F

MOBILITÉ DE L'EMPRUNTEUR ENTRE LES PROVINCES

Mobilité de l'emprunteur selon la province

Prov./Territoire	2004-2005 Emprunteurs					2005-2006 Emprunteurs				
	Demeurés dans leur province ou territoire d'origine		Déménagés à l'extérieur de leur province/territoire d'origine		Total	Demeurés dans leur province ou territoire d'origine		Déménagés à l'extérieur de leur province/territoire d'origine		Total
	N°	% du total	N°	% du total		N°	% du total	N°	% du total	
T.-N.-L.	8 793	84,6	1 602	15,4	10 395	8 206	85,1	1 434	14,9	9 640
P.-É.	1 971	60,1	1 309	39,9	3 280	1 967	60,7	1 272	39,3	3 239
N.-É.	12 775	79,6	3 269	20,4	16 044	12 543	78,9	3 352	21,1	15 895
N.-B.	11 717	75,9	3 717	24,1	15 434	12 184	76,5	3 734	23,5	15 918
Ont.	157 130	93,9	10 224	6,1	167 354	170 900	93,9	11 116	6,1	182 016
Man.	7 798	84,9	1 382	15,1	9 180	7 929	85,2	1 376	14,8	9 305
Sask.	11 138	78,8	2 994	21,2	14 132	10 274	77,6	2 971	22,4	13 245
Alb.	35 383	85,4	6 039	14,6	41 422	31 891	84,3	5 953	15,7	37 844
C.-B.	52 381	87,6	7 383	12,4	59 764	49 244	87,5	7 062	12,5	56 306
Yn.	34	13,5	217	86,5	251	38	16,5	192	83,5	230
Total	299 120	88,7	38 136	11,3	337 256	305 176	88,8	38 462	11,2	343 638

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

Mobilité des emprunteurs du Programme canadien de prêts aux étudiants en 2005-2006 – d'une province à l'autre

Province/ territoire d'origine des prêts	Province/territoire d'études													E.-U.	Reste du monde	Total
	T.-N.-L.	P.-É.	N.-É.	N.-B.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn.	Q.C.	T.N.-O.	CAN.			
T.-N.-L.	8 206	73	535	213	324	11	14	91	56	*	44	*	9 567	45	28	9 640
P.-É.	47	1 967	483	421	169	*	*	32	29	*	29	*	3 169	52	18	3 239
N.-É.	295	283	12 543	1 158	716	32	29	144	117	*	172	*	15 489	314	92	15 895
N.-B.	93	225	1 684	12 184	676	25	30	100	59	*	554	*	15 630	243	45	15 918
Ont.	159	46	1 543	439	170 900	415	146	905	1 245	*	1 874	*	177 673	2 894	1 449	182 016
Man.	*	*	93	22	348	7 929	160	252	171	*	65	*	9 056	207	42	9 305
Sask.	*	9	190	11	289	225	10 274	1 627	317	*	53	*	13 001	201	43	13 245
Alb.	40	20	542	102	1 427	221	649	31 891	1 645	*	306	*	36 845	698	301	37 844
C.-B.	30	11	328	80	2 090	251	314	2 277	49 244	*	519	*	55 148	703	455	56 306
Yn.	*	*	*	*	21	*	*	55	90	38	*	*	226	*	*	230
Total	8 882	2 642	17 927	14 632	176 960	9 119	11 629	37 374	52 973	47	3 618	*	335 804	5 360	2 474	343 638

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

*Remarque : le nombre d'emprunteurs inférieur à dix a été supprimé.

ANNEXE G

PRÊTS AUX ÉTUDIANTS À TEMPS PLEIN SELON LE TYPE D'ÉTABLISSEMENT

Prêts aux étudiants à temps plein selon le type d'établissement

Type d'établissement	2004-2005			2005-2006		
	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)
Université	189 780	922,8	4 863	197 566	1 116,9	5 653
Collège	110 559	493,0	4 459	109 397	561,4	5 132
Privé	37 259	212,9	5 715	37 020	256,7	6 934
Total*	337 256	1 628,8	4 829	343 638	1 935,0	5 631

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

*Remarque : Le nombre global d'emprunteurs par établissement est légèrement supérieur au nombre total, étant donné que les emprunteurs pourraient détenir des prêts dans plus d'un type d'établissement.

ANNEXE H

PRÊTS AUX ÉTUDIANTS À TEMPS PARTIEL PAR PROVINCE/TERRITOIRE ET TYPE D'ÉTABLISSEMENT

Emprunteurs aux études à temps partiel par province/territoire

Province/territoire	2004-2005			2005-2006		
	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)
T.-N.-L.	30	37,5	1 250	19	26,0	1 368
I.-P.-É.	49	143,5	2 929	52	117,8	2 189
N.-É.	213	429,3	2 015	194	398,8	2 042
N.-B.	110	171,2	1 556	102	146,3	1 427
Ont.	679	1 316,2	1 938	628	1 214,8	1 917
Man.	167	336,6	2 015	166	317,2	1 882
Sask.	149	347,6	2 333	86	174,7	2 031
Alb.	932	1 248,0	1 339	651	951,1	1 446
C.-B.	242	591,9	2 446	229	502,2	2 195
Yn.	*	2,5	2 465	*	0,0	0
Total	2 572	4 624,2	1 798	2 127	3 848,0	1 795

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

*Remarque : le nombre d'emprunteurs inférieur à dix a été supprimé.

Emprunteurs aux études à temps partiel par type d'établissement

Type d'établissement	2004-2005			2005-2006		
	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)	Nombre d'emprunteurs	Valeur des prêts (en M\$)	Moyenne (\$)
Université	11 287	2,3	1 775	1 041	1,8	1 736
Collège	1 016	1,5	1 300	861	1,3	1 533
Privé	269	0,8	3 020	225	0,7	3 064
Total*	2 572	4,6	1 798	2 127	3,8	1 795

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

*Remarque : Le nombre global d'emprunteurs par établissement est légèrement supérieur au nombre total, étant donné que les emprunteurs pourraient détenir des prêts dans plus d'un type d'établissement.

ANNEXE I ENDETTEMENT RELATIF AU PRÊT D'ÉTUDES CANADIEN

Répartition de l'endettement relatif au prêt d'études canadien

Niveau d'endettement (\$)	2004-2005	2005-2006
Moins de 5 000	24 p. 100	22 p. 100
de 5 000 à 9 999	34 p. 100	34 p. 100
de 10 000 à 14 999	18 p. 100	17 p. 100
Plus de 15 000	25 p. 100	26 p. 100
Dettes moyennes (\$)	11 051	11 323

Endettement moyen par type d'établissement (\$)

Type d'établissement	2004-2005	2005-2006
Université	14 342	14 708
Collège	8 845	9 020
Privé	8 331	8 463
Total	11 051	11 323

Endettement moyen par province/territoire (\$)

Province/Territoire	2004-2005	2005-2006
Alberta	10 606	10 793
Colombie Britannique	11 007	11 665
Manitoba	9 755	9 579
Nouveau-Brunswick	11 609	12 349
Terre-Neuve-et-Labrador	12 373	12 643
Nouvelle-Écosse	13 311	13 702
Ontario	10 781	10 894
Île-du-Prince-Édouard	13 025	13 285
Saskatchewan	11 632	12 020
Yukon	11 216	11 302
Total	11 051	11 323

Endettement moyen selon l'âge (\$)

Âge	2004-2005	2005-2006
21 ans et moins	5 704	5 852
de 22 à 25 ans	10 439	10 664
de 26 à 29 ans	14 010	14 217
30 ans et plus	13 055	13 548
Total	11 051	11 323

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

Remarque : Les données ne représentent que le prêt d'études canadien. Il est possible que l'emprunteur détienne un prêt du gouvernement provincial ou d'une institution privée (banque).

Endettement moyen selon le sexe (\$)

Sexe	2004-2005	2005-2006
Femme	11 257	11 527
Homme	10 763	11 040
Total	11 051	11 323

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

Endettement moyen selon le groupe d'âge et le type d'établissement pour l'année de prêt 2005-2006 (\$)

Âge	Université	Collège	Privé
21 ans et moins	5 842	5 458	6 859
de 22 à 25 ans	12 908	8 532	8 465
de 26 à 29 ans	17 198	11 545	9 761
30 ans et plus	19 440	11 676	8 640
Total	14 706	9 020	8 463

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

Endettement moyen selon le sexe et le type d'établissement pour l'année de prêt 2005-2006 (\$)

Sexe	Université	Collège	Privé
Femme	15 009	9 565	8 286
Homme	14 300	8 326	8 848
Total	14 708	9 020	8 463

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

Remarque : Les données ne représentent que le prêt d'études canadien. Il est possible que l'emprunteur détienne un prêt du gouvernement provincial ou d'une institution privée (banque).

ANNEXE J

EXEMPTION D'INTÉRÊTS

Bénéficiaires d'une exemption d'intérêts selon le type d'établissement

Type d'établissement	2004-2005	2005-2006
Université	45 017	45 965
Collège	39 967	38 447
Privé	23 049	17 849
Inconnu	155	77
Total	108 188	102 338

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

Bénéficiaires d'une exemption d'intérêts selon le sexe

Sexe	2004-2005	2005-2006
Femme	69 407	66 569
Homme	38 626	35 692
Inconnu	155	77
Total	108 188	102 338

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

Bénéficiaires d'une exemption d'intérêts par province/territoire

Province	2004-2005	2005-2006
T.-N.-L.	7 243	6 725
Î.-P.-É.	1 098	1 181
N.-É.	8 052	7 142
N.-B.	6 601	6 523
Ont.	50 324	49 535
Man.	2 709	2 272
Sask.	4 695	4 109
Alb.	9 823	8 652
C.-B.	17 337	16 031
Yn	40	45
Inconnu	266	123
Total	108 188	102 338

Année de prêt : 1^{er} août – 31 juillet

10. GLOSSAIRE

Année de prêt :

Du 1^{er} août au 31 juillet.

Bonification d'intérêts pendant les études :

Une caractéristique majeure de l'aide fédérale aux étudiants réside dans le fait que les étudiants emprunteurs n'ont pas à payer l'intérêt sur leur prêt aussi longtemps qu'ils poursuivent leurs études à temps plein et, dans le cas de prêts accordés avant le 1^{er} août 1993, pendant six mois après la fin des études. Conformément aux programmes de prêts garantis et à risque partagé, le gouvernement paye l'intérêt à l'établissement de crédit au nom de l'étudiant.

Centre de service national de prêts aux étudiants (CSNPE) :

Le CSNPE constitue le principal point de contact pour les emprunteurs qui souhaitent de l'aide dans la gestion de leur dette. Le Centre sert aussi les emprunteurs au cours des différentes phases du cycle de prêt, soit à partir du moment où le prêt est accordé jusqu'à l'étape de remboursement, en passant par la gestion de la dette.

Consolidation :

La consolidation survient lorsque l'emprunteur quitte la phase des études et entre dans celle du remboursement.

Emprunteurs en cours de remboursement :

Les emprunteurs en cours de remboursement sont ceux qui ont terminé leurs études postsecondaires depuis au moins six mois, et doivent commencer à rembourser leur(s) prêt(s) d'études canadien(s).

Emprunteurs en période de grâce :

La période de six mois entre la fin des études d'un emprunteur et le moment où il doit commencer à rembourser sa dette est désignée période de grâce. L'intérêt du prêt commence à s'accumuler au cours de cette période, mais aucun paiement n'est exigé.

Emprunteurs qui poursuivent leurs études :

Les emprunteurs qui poursuivent leurs études sont ceux qui fréquentent encore un établissement d'enseignement postsecondaire, ou qui ont terminé leurs études depuis moins de six mois (période de grâce).

Ententes d'intégration :

Le PCPE a conclu des ententes d'intégration avec l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan. Les étudiants de ces provinces peuvent effectuer les paiements de remboursement des prêts directs fédéraux et provinciaux simultanément.

Études postsecondaires :

Les études postsecondaires comprennent celles offertes dans des établissements d'enseignement publics (université ou collège communautaire), et des établissements d'enseignement privés (école de métiers, école privée de formation professionnelle ou collège carrière).

Exemption d'intérêts :

On peut obtenir de l'aide pour couvrir l'intérêt du prêt et suspendre les paiements du principal des prêts en cours de remboursement, pour une période allant jusqu'à 54 mois, dans le cas d'emprunteurs qui éprouvent des difficultés temporaires à rembourser leur prêt. À partir du 1^{er} août 2005, on a haussé les seuils de revenu servant à déterminer l'admissibilité à l'exemption d'intérêts afin qu'un plus grand nombre d'emprunteurs puissent bénéficier de l'exemption d'intérêts.

Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants (LFAFE) :

Adoptée en 1995 pour permettre les arrangements à risque partagé entre le gouvernement et les institutions financières participantes.

PCPE :

Programme canadien de prêts aux étudiants.

Prêts à risque partagé :

En 1995, on a adopté la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* (LFAFE) pour administrer le régime de prêts à risque partagé dans le cadre duquel les institutions financières assumaient la responsabilité du risque possible de défauts de remboursement, et obtenaient en retour un paiement fixe du gouvernement.

Prêts directs :

À partir du mois d'août 2000, le gouvernement fédéral finance directement les prêts et a conclu une entente contractuelle avec les fournisseurs de services à titre de tiers pour administrer le processus d'emprunt. La *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* et son règlement ont été modifiés en 2000 pour permettre le financement direct des prêts.

Prêts garantis :

Entre 1964 et 1994, les étudiants avaient accès à l'aide financière par l'intermédiaire des banques et des caisses populaires sous la forme de prêts garantis à 100 p. 100 par le gouvernement.

Réduction de la dette en cours de remboursement (RDR) :

La RDR est un programme fédéral d'aide au remboursement par lequel le gouvernement du Canada réduit le principal impayé d'un prêt d'études canadien d'un emprunteur admissible jusqu'à un niveau abordable après épuisement de l'option d'exemption d'intérêts, et seulement cinq années après que l'emprunteur a quitté ses études. À partir du 1^{er} août 2005, le montant maximal d'aide à titre de RDR a été fixé à 26 000 \$, offert aux emprunteurs admissibles sous la forme d'une réduction initiale allant jusqu'à 10 000 \$, d'une deuxième réduction allant jusqu'à 10 000 \$, et d'une réduction finale allant jusqu'à 6 000 \$. Dans le cas de prêts accordés avant le 1^{er} août 2000, le PCPE paye à l'établissement de crédit le montant du principal de la dette de l'étudiant correspondant à la réduction accordée par le gouvernement du Canada dans le cadre de la RDR. Dans le cas de prêts accordés après le 1^{er} août 2000, le gouvernement du Canada radie une portion du principal du prêt.

Révision des modalités :

La révision des modalités est une option qui offre à l'emprunteur de la flexibilité dans la gestion du remboursement de son prêt en tenant compte de sa situation financière. Cette option peut être utilisée comme mesure de gestion de la dette conçue pour réduire les mensualités, ou pour augmenter les paiements afin que l'emprunteur puisse rembourser complètement son prêt plus rapidement.

Subventions canadiennes pour études :

Les subventions canadiennes pour études (SCE) améliorent l'accès aux études postsecondaires en offrant une aide financière non remboursable aux étudiants de niveau postsecondaire. Quatre types de subventions canadiennes pour études sont disponibles pour aider : 1) les étudiants ayant une invalidité permanente, à payer les dépenses nécessaires aux études, qui sont liées à une incapacité (jusqu'à 8 000 \$ par année); 2) les étudiants qui ont des personnes à charge (jusqu'à 3 120 \$ pour les étudiants à temps plein, et jusqu'à 1 920 \$ pour les étudiants à temps partiel, par année); 3) les étudiants à temps partiel qui ont des besoins manifestes (jusqu'à 1 200 \$ par année); et 4) les femmes dans certains champs d'études au niveau du doctorat (jusqu'à 3 000 \$ par année pendant une période maximale de trois ans).

Subventions canadiennes pour l'accès aux études :

Les subventions canadiennes pour l'accès aux études (SCAE) améliorent l'accès à l'éducation postsecondaire en offrant une aide financière non remboursable aux étudiants de niveau postsecondaire. Deux subventions canadiennes pour l'accès aux études sont offertes depuis le 1^{er} août 2005 pour aider : 1) les étudiants issus d'une famille à faible revenu, qui commencent leur première année d'études postsecondaires (50 p. 100 des frais de scolarité, jusqu'à 3 000 \$); et 2) les étudiants ayant une invalidité permanente afin de contribuer aux dépenses liées aux études et au logement (jusqu'à 2 000 \$ par année).